



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Domaine Sciences de la Société (DSS)

Mention Sociologie



Ecole Doctorale Sciences Humaines et Sociales(ED-SHS)

EAD-Rouage des Sociétés et Développement (EAD- ROSODEV)

Laboratoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Connaissance, la Culture et les
Interactions

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER EN SOCIOLOGIE

**LES DETERMINANTS SOCIO-ORGANISATIONNELS DE LA
REUSSITE SCOLAIRE AU SEIN DES CEG PUBLICS: CAS DE LA
CISRCONSCRIPTION SCOLAIRE D'ANTANANARIVO
RENIVOHITRA**

Présenté par : RAKOTOZAFY Ramasy Hary Soa

Membres du jury :

Président : Monsieur ETIENNE STEFANO Raherimalala. Professeur

Juge : Monsieur RAKOTOMALALA Arcadius. Maître de Conférences

Encadreur : Monsieur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa Manampy. Maître de Conférences.

Année Universitaire 2015-2016

Date de soutenance : 19 mars 2018

**LES DETERMINANTS SOCIO-ORGANISATIONNELS DE LA REUSSITE
SCOLAIRE AU SEIN DES CEG PUBLICS : CAS DE LA CIRCONSCRIPTION
SCOLAIRE D'ANTANANARIVO RENIVOHITRA**

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de Master a pu être finalisé grâce à plusieurs personnes auxquelles nous exprimons nos sincères et vifs remerciements :

- A Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina, Maître de Conférences Doyen de la faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et Sociologie
- A Monsieur Etienne Stefano Raherimalala, Professeur, Chef du Département de la Sociologie
- A Monsieur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa, maître de conférences pour sa bienveillance d'avoir accepté de nous encadrer et de nous donner de précieux conseils.
- Aux membres de jury d'avoir voulu présider et juger notre travail
- A tous les enseignants qui nous ont instruits avec patience
- A toute l'équipe de la Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra
- A toute l'équipe des Collèges d'enseignement général de la CISCO Tana Ville
- Aux parents d'élèves, et élèves même
- A toute ma famille

MERCI A TOUS !

LISTE DES ABREVIATIONS

1. AQUM : Amélioration de la Qualité de l'Education à Madagascar
2. BAC : Baccalauréat
3. BEPC : Brevet d'Etudes du Premier Cycle
4. CAE : Certificat d'Aptitude des Ecoles Primaires
5. CAP : Certificat d'Aptitude Pédagogique du Primaire
6. CEG : Collège d'enseignement Général
7. CEPE : Certificat d'Etudes Primaire et Elémentaire
8. CISO : Circonscription Scolaire
9. CRINFP : Centre Régional de l'Institut National de Formation Pédagogique
10. CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée
11. CUA : Commune Urbaine d'Antananarivo
12. DREN : Direction Régionale de l'Education Nationale
13. DTS : Diplôme de Technicien Supérieur
14. ENF : Enseignant Non Fonctionnaire
15. EPE : Echange Pédagogique intra Etablissement
16. EPIE : Echange Pédagogique Inter Etablissement
17. EPP : Ecole Primaire Publique
18. EPT : Education Pour Tous
19. ESS : Enseignant Semi-Spécialisé
20. FEFFI : Farimbon'Ezaka ho Fampandrosoana eny Ifotony
21. FER : Fiche d'Enquête Primaire
22. FID : Fond International de Développement
23. FPE : Fiche Primaire d'Enquête
24. FRAM : Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
25. HC : Hors Catégorie
26. INFP : Institut National de Formation Pédagogique
27. INSTAT : Institut National de la Statistique
28. MEN : Ministère de l'Education Nationale
29. NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
30. ODD : Objectif du Développement Durable
31. OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement
32. PAUET : Projet d'Appui d'Urgence à l'Education pour Tous

- 33. PIB : Produit Intérieur Brut
- 34. PIE : Plan Intérimaire de l'Education
- 35. PSE : Plan Sectoriel de l'Education
- 36. PTA : Plan de Travail Annuel
- 37. STD : Service Technique Déconcentré
- 38. UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- 39. UNICEF : United Nations Children's Fund (Fonds des Nations unies pour l'enfance)
- 40. ZAP : Zone Administrative et Pédagogique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 01 :	Récapitulatif des méthodes de récolte des données.....	05
Tableau 02 :	Représentation Administrative de la CISCO Antananarivo Renivohitra en 2014.....	08
Tableau 03 :	Aperçu général des établissements scolaires dans la CISCO Antananarivo Renivohitra.....	10
Tableau 04 :	Répartition des CEG par ZAP	13
Tableau 05 :	Evolution de l’effectif de la cohorte inscrite en classe de sixième, année scolaire 2011-2012.....	65
Tableau 05 :	Statistique des résultats par CEG pour l’année 2013.....	VII
Tableau 06 :	Statistique des résultats par CEG pour l’année 2014.....	VII
Tableau 07 :	Statistique des résultats par CEG pour l’année 2015.....	VIII
Tableau 08 :	Statistique des résultats par CEG pour l’année 2016.....	VIII
Tableau 09 :	Statistique des résultats par CEG pour l’année 2017.....	IX
Tableau 10 :	Evolution des taux de redoublement par année d’étude du collège dans la CISCO d’Antananarivo Renivohitra de 2010-2011 à 2013-2014.....	X

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N° 01 :	Carte délimitant la Commune Urbain d’Antananarivo.....	09
Graphique N° 02 :	Distribution par niveau des établissements scolaires dans la CISCO Renivohitra.....	11
Graphique N° 03 :	Distribution des élèves par sexe et par niveau.....	12
Graphique N° 04 :	Distribution des élèves par niveau et selon le statut des établissements.....	12
Graphique N° 05 :	Effectif des élèves par CEG.....	14
Graphique N° 06 :	Courbe d’évolution des pourcentages des Elèves admis au BEPC par Secteur.....	36
Graphique N° 07 :	Histogramme de la répartition par âge des enfants de la classe de sixième.....	37
Graphique N° 08 :	Histogramme des effectifs des enseignants selon le statut de recrutement	38
Graphique N° 09 :	Histogramme des effectifs des enseignants FRAM et fonctionnaires..	39
Graphique N° 10 :	Histogramme des besoins en enseignants par matière pour les CEG regroupés.....	40
Graphique N° 11 :	Histogramme des besoins en enseignants par matière et par CEG de la CISCO.....	41
Graphique N° 12 :	Histogramme des effectifs des enseignants par genre.....	42
Graphique N° 13 :	Répartition par âge des enseignants des CEG sous tutelle de la CISCO Antananarivo Renivohitra.....	42
Graphique N° 14 :	Histogramme des effectifs des normaliens.....	43
Graphique N° 15 :	Distribution des enseignants selon les niveaux d’instruction.....	44
Graphique N° 16 :	Evolution des effectifs par secteur dans la Circonscription Scolaire d’Antananarivo Renivohitra de 2010-2011 à 2014-2015.....	63
Graphique N° 17 :	Histogramme des effectifs de la cohorte au sein des CEG publics.....	66
Graphique N° 18 :	Evolution du Pourcentage de Redoublant par Secteur.....	67
Graphique N° 19 :	Courbe de rétention par année d’étude des élèves des CEG dans la Circonscription Scolaire d’Antananarivo Renivohitra.....	68
Graphique N° 20 :	Histogramme des notes en matière de base à l’examen BEPC.....	85

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE ET APPAREILLAGE METHODOLOGIQUE

CHAPITRE I. MONOGRAPHIE DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

CHAPITRE 2 : CADRAGE THEORICO-CONCEPTUEL

CHAPITRE 3 : TECHNIQUES ET OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

DEUXIEME PARTIE : LES RESULTATS DE LA RECHERCHE SUR LE CONTEXTE SCOLAIRE DES CEG DE LA CAPITALE ET L'EVOLUTON DU TAUX DE REUSSITE AU BEPC

CHAPITRE 4 : REPRESENTATION SOCIO-ORGANISATIONNELLE ET PEDAGOGIQUES DES CEG

CHAPITRE 5 : LA MOTIVATION DES PARENTS, DES ELEVES ET LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

CHAPITRE 6 ANALYSE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES

TROISIEME PARTIE : DIALECTIQUE ET DISCUSSION SUR LA REUSSITE SCOLAIRE

CHAPITRE 7 : DISCUSSION SUR LES FACTEURS ET LES DETERMINANTS DE LA REUSSITE SCOLAIRE

CHAPITRE 8 : LES REPONSES DE L'INSTITUTION SCOLAIRE AUX DEBATS

CHAPITRE 9 : PISTES D'ACTIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

CONCLUSION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Généralités

L'éducation occupe une place centrale dans le Programme mondial de développement durable à l'horizon 2030. Au sein de ce large programme, elle se présente essentiellement comme un objectif autonome (ODD 4) qui vise à « assurer à tous une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »¹. En tant que programme mondial pour l'éducation, l'ODD 4 est une suite et amélioration du programme EPT ou Education Pour Tous.

Madagascar fait partie des pays signataires de ce programme. Malgré les efforts ménagés par le pays à travers le Ministère de l'Education Nationale, les défis à relever quant à l'amélioration de la qualité de l'éducation sont encore nombreux et difficiles. Par rapport à leur mission principale qui est de mettre en œuvre la politique éducative et d'assurer le bon déroulement de l'éducation auprès de leur territoire, les Services Techniques Déconcentrés du MEN et les établissements scolaires rencontrent de nombreux problèmes. Les plus importants sont l'insuffisance et la vétusté des infrastructures scolaires, le manque de matériels, supports pédagogiques et mobiliers nécessaires pour « l'enseignement-apprentissage » ; le grand nombre d'enseignants qui n'ont pas eu des formations pédagogiques adéquates. Ces derniers présentent 75% des enseignants en exercice selon le Service de la Planification du Ministère en 2017. Alors, en d'autres termes, l'éducation malgache repose encore en grande partie entre les mains des enseignants non qualifiés. L'insuffisance des enseignants fait partie également des facteurs de blocage à la qualité de l'éducation offerte aux élèves puisque cette situation provoque des classes multigrades et dans de nombreux cas à effectif pléthorique. Concernant le taux de réussite aux examens officiels, qui est un des indicateurs de la réussite scolaire, le MEN a publié que pour l'année 2017, le taux de réussite nationale pour l'examen du BEPC ou Brevet d'Etudes du Premier Cycle ne dépasse guère les 50%. En effet, seuls 105 041 ou 31.9% des 329 285 candidats inscrits au dernier examen du BEPC ont réussi à décrocher ce diplôme et le taux d'abandon au niveau collège est de 14.5% pour Madagascar.

Motifs de choix du thème et du terrain :

Dans ce mémoire, le thème « Les déterminants socio-organisationnels de la réussite scolaire : cas des CEG publics de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra » n'a pas été un fruit du hasard mais choisi selon les points suivants :

¹ ODD : Objectif de Développement Durable, unesdoc.unesco.org/images

- ✓ Généralement à Madagascar, depuis plusieurs années, les établissements scolaires publics sont moins performants que ceux du privé par rapport à l'indicateur « taux de réussite aux examens officiels » à tous les niveaux. Par contre, pour les cas de la Circonscription d'Antananarivo Renivohitra, cette tendance est inversée depuis l'année scolaire 2014 2015, car ce sont les établissements publics au niveau collège qui détiennent le meilleur résultat en taux de réussite à l'examen BEPC.
- ✓ Ce constat mérite donc d'être étudié de près dans le but de partager les bonnes pratiques et surtout en tant que première responsable de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra, il est de notre responsabilité de chercher à toujours améliorer la qualité de l'éducation offerte aux élèves. Ainsi, nous voulons insister sur l'étude des interventions positives des acteurs-clés de l'éducation comme les directeurs d'école, les enseignants, le personnel administratif et les parents pour assurer la réussite scolaire des élèves.
- ✓ Le premier cycle du secondaire fait partie de l'éducation fondamentale. Ce cycle est très important dans la scolarisation des enfants aussi bien sur le plan pédagogique que psychologique. Avec leur tranche d'âge entre 11 et 16 ans, qui coïncide avec celle de la puberté, ils ont plus besoin d'attention et de soutien puisque c'est une période de difficulté comportementale pour les élèves.
- ✓ Toutes les formations pour des innovations pédagogiques ou didactiques ne concernent que le niveau primaire donc peu de choses sont connues à ce niveau.

Le terrain de recherche est constitué par les 14 CEG appartenant à la CISCO d'Antananarivo Ville et les variables de réussite sont exprimées par le taux de réussite au BEPC ainsi que le taux de décrochage scolaire.

Problèmes posés

Le problème se repose sur le processus d'amélioration de l'enseignement apprentissage et de la réussite scolaire. Peut-on identifier des déterminants pouvant influencer les acteurs concernés à œuvrer dans l'amélioration de l'enseignement apprentissage et de la réussite des élèves à l'examen.

Selon le modèle d'identification des déterminants par l'offre et la demande, les parents prennent le rôle de demandeurs de service auprès de l'administration scolaire qui offre les prestations en matière de pédagogie, d'infrastructures et ressources humaines. Il arrive pourtant que ces derniers ne se préoccupent point des suivis de la scolarisation de leurs enfants.

Et l'on doit aussi répondre aux questions sur le rôle des autres acteurs et institutions impliqués dans le processus de scolarisation de l'enfant. Ces autres acteurs peuvent être les collectivités territoriales décentralisées, la société civile et la communauté en général.

Formulation de la problématique

Devant ces préoccupations, la problématique peut se formuler de la manière suivante : quel est le système d'organisation à mettre en œuvre si l'on cherche vraiment la synergie d'actions entre les acteurs assurant l'éducation des élèves au sein des établissements scolaires. On rappelle que ces acteurs sont le personnel administratif dont le chef d'établissement, le personnel enseignant ainsi que les parents d'élèves.

Hypothèses

Deux hypothèses seront avancées si l'on veut essayer de répondre provisoirement à cette problématique :

Hypothèse 1 : l'esprit d'innovation au sein de l'institution « école »

L'innovation au sein de l'organisation administrative et pédagogique apporterait de l'impact positif sur la performance d'un établissement. Cette hypothèse supposerait l'amélioration de l'offre d'éducation scolaire fournie par le MEN et ses ramifications à travers les infrastructures scolaires et le personnel enseignant et administratif qui s'occupe de l'organisation de l'éducation au sein de l'école.

Par ailleurs, le concept de leadership du chef d'établissement aurait aussi des impacts positifs sur la performance du collège en matière de taux de réussite. En effet, on suppose que la qualité de leadership apporterait un nouveau souffle à la rigueur vis-à-vis du personnel administratif et un esprit d'émulation de la part des enseignants.

Hypothèse 2 : des déterminants socio-culturels en vue de l'adoption de changement de comportement des parents

Il est important d'identifier des facteurs socio-culturels qui pourraient apporter des changements de mentalité et de pratiques au niveau des parents et de la communauté en matière de scolarisation et d'accompagnement des apprentissages de l'élève. Des entretiens approfondis avec les parents et les acteurs communautaires comme les responsables des organisations de la société civile, ainsi que des observations assez prolongées sur le terrain faciliteraient la compréhension de ces déterminants socio-culturels.

Objectifs de la recherche

L'objectif général de cette recherche est d'identifier et de comprendre des déterminants pouvant avoir de l'influence sur les comportements des différents acteurs intervenant dans le système d'organisation des établissements scolaires.

Il s'agit ainsi de mener des enquêtes et investigations pouvant répondre à des questions sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des catégories de personnes œuvrant dans le domaine de l'éducation des enfants.

D'une manière spécifique, les objectifs peuvent être ventilés en fonction de trois éléments inséparables concernés par l'éducation.

- Au niveau de l'institution scolaire, il est nécessaire de disposer des données et informations pouvant renseigner sur le système organisationnel mis en œuvre par les leaders d'établissement, les enseignants et le personnel administratif ;
- Au niveau de la communauté, il faut chercher à connaître et comprendre la participation et la contribution des parents, de la famille et des acteurs ayant des fonctions dans le processus de socialisation des enfants et surtout les élèves ;

Approche théorique et conceptuelle

En termes d'approches théoriques, les recours aux œuvres des chercheurs en sciences sociales vont permettre de cadrer théoriquement les concepts utilisés fréquemment dans cette recherche. En particulier, pour Durkheim, la sociologie serait

« la science des institutions, de leur genèse et de leur fonctionnement ».

Pour lui, une institution veut dire, « toutes les croyances et tous les modes de conduite institués par la collectivité. »² Or, avant de pouvoir étudier des institutions sociales, il faut savoir en quoi elles consistent exactement. C'est dans ce sens que nous allons définir le concept de l'école en tant qu'institution qui a son origine et son fonctionnement. Il y a aussi l'acceptation de cette institution comme un agent dans le processus de socialisation.

Parmi les approches, la vision holiste peut servir à la connaissance des faits sociaux qui marquent le contexte étudié, c'est-à-dire les parents d'élèves et la communauté. Mais pour compléter l'approche, il y a aussi lieu de voir les interactions entre les différents acteurs comme les leaders, les enseignants, le personnel administratif, etc.

²Durkheim, Émile, Les Règles de la méthode sociologique, p. 31, document téléchargé : http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/durkheim.html

Méthodes

D'une manière générale la méthode hypothético-déductive est priorisée car on dispose à priori des hypothèses qui se rapprochent des questions de recherche et de la problématique. Ces hypothèses vont ainsi constituer des cadres de référence pour l'élaboration des questionnaires et des guides d'entretien nécessaires pour la phase de collecte des données.

Nous avons commencé à entamer cette recherche depuis 2014, en se focalisant sur l'analyse des résultats au BEPC. Ensuite, nous avons effectué des documentations sur les études déjà réalisées sur le même thème aussi bien sur le plan national qu'international. Ensuite après avoir défini notre hypothèse de recherche, nous avons commencé à élaborer les différents outils de vérification tels que les questionnaires et guides d'entretien.

Le tableau suivant résume les méthodes d'enquête par catégorie d'acteurs œuvrant dans l'éducation des élèves.

Tableau N° 01 récapitulant les méthodes de récolte des données

Acteurs	types d'échantillonnage	taille de l'échantillon
DIRECTEURS DES CEG	exhaustif	14
DIRECTEUR ADJOINT	exhaustif	14
ENSEIGNANTS	probabiliste	32
PARENTS	Probabiliste, plan de sondage par grappe	28

Source : recherche personnelle 2017

Nous avons combiné les méthodes quantitatives et qualitatives pour aboutir à notre fin et le logiciel XLSTAT a été choisi pour l'exploitation des données. Ce logiciel permet de traiter les données quantitatives et qualitatives.

Limites de la recherche

Bien que la disponibilité des données surtout statistique nous a beaucoup aidée dans cette recherche, nous avons rencontré quelques difficultés pour avoir des réponses sincères surtout de la part des parents d'élèves. De plus, nous avons dû isoler quelques paramètres susceptibles d'avoir des influences sur la réussite scolaire des élèves comme le volet purement pédagogique, et didactique. Nous n'avons pu voir alors qu'une facette du domaine étudié et non sa totalité.

Dans notre cadre d'analyse, nous examinons le système éducatif dans sa globalité en étudiant les facteurs reliés à l'école notamment l'organisation pédagogique, à la motivation de l'élève et des parents. Nous sommes conscients que d'autres variables pourraient faire partie de cette étude.

Annonce du plan

Pour cerner cette étude, nous avons subdivisé notre recherche en trois grandes parties :

Dans la première partie, nous faisons l'état des lieux du site de recherche. Il s'agit de traiter à la fois les données géographique, administrative, et historique ainsi que les caractéristiques particulières de la Commune comme la situation économique démographique, et surtout le secteur éducation.

Ensuite vient la méthodologie de recherche et les techniques utilisées ; enfin, le cadrage théorico conceptuel nous permet de définir les concepts et d'apporter les courants de pensée autour du thème choisi.

La deuxième partie comporte trois chapitres qui présentent respectivement les résultats de la recherche effectuée auprès des différents acteurs suivis des interprétations. C'est au niveau de cette partie que se déroule la vérification des hypothèses émises.

Dans un troisième et dernier chapitre, une dialectique et discussion sur la réussite scolaire sera subdivisée en deux chapitres dont la discussion sur les déterminants de cette réussite et des pistes d'amélioration seront avancées pour avoir des meilleurs résultats scolaires.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE ET
APPAREILLAGE METHODOLOGIQUE

CHAPITRE I. MONOGRAPHIE DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

Le présent chapitre développe la monographie de la Commune Urbaine d'Antananarivo Renivohitra, incluant trois sections : localisation et situation géographique ; situation démographique et économique ; une vue globale des statistiques scolaires de la CISCO ainsi que les 14 CEG qui vont être présentés sous différents angles : les enseignants, les élèves, ainsi que l'organisation générale.

1.1 DELIMITATION PHYSIQUE DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

Nous présentons dans cette section les aspects physiques de la CISCO de la Capitale, des délimitations territoriales liées à l'organisation administrative du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et des statistiques afférentes au contexte scolaire.

1.1.1 Localisation et situation géographique de la CISCO Antananarivo Renivohitra

La Circonscription Scolaire Antananarivo Renivohitra se trouve dans l'ex province d'Antananarivo, au centre de Madagascar. Selon l'organisation administrative au niveau du ministère déterminant la division des circonscriptions, la délimitation de la Circonscription Scolaire coïncide avec la Commune Urbaine d'Antananarivo et est dénommée la CISCO Antananarivo Renivohitra. Elle constitue l'une des huit CISCO qui constituent la région d'Analamanga.

Elle se situe au centre de la région Analamanga et est délimitée au Nord-Ouest par la Circonscription Ambohidratrimo ; au Nord et à l'Est par la Circonscription d'Antananarivo Avaradrano ; au Sud-Sud-Ouest par la circonscription d'Antananarivo Atsimondrano.

Le bureau est implanté au Fokontany Analakely Antanimalalaka, dans le 1er arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo Renivohitra. Cette dernière se répartit en 192 Fokontany. Quatre (04) routes nationales se convergent à la localité de l'implantation du bureau : la RN1, la RN2, la RN4, et la RN7.

1.1.2 Délimitation en Zones Administratives et Pédagogiques (ZAP)

La Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra fait partie des 8 Cisco de la Région d'Analamanga et est divisée en six Zones Administratives et Pédagogiques (ZAP) correspondant à la division territoriale décentralisée qui sont les 6 districts de la Capitale. Au Nord-Ouest se trouve la ZAP VI ; Au Nord Est, la ZAP V ; Au Centre la ZAP III ; A l'Ouest la ZAP I où se situe le bureau de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra ; Au Sud Est, la ZAP II

Le tableau suivant représente la classification des ZAP par catégorie, par distance par rapport au chef-lieu de la CISCO, et par superficie de chaque Commune. Il mentionne aussi le nombre des Fokontany et l'effectif de la population par genre au niveau de chaque ZAP. Des collectes de données auprès de la CUA et de la CISCO a permis d'élaborer ce tableau.

Tableau N°02. Représentation Administrative de la CISCO Antananarivo Renivohitra en 2014

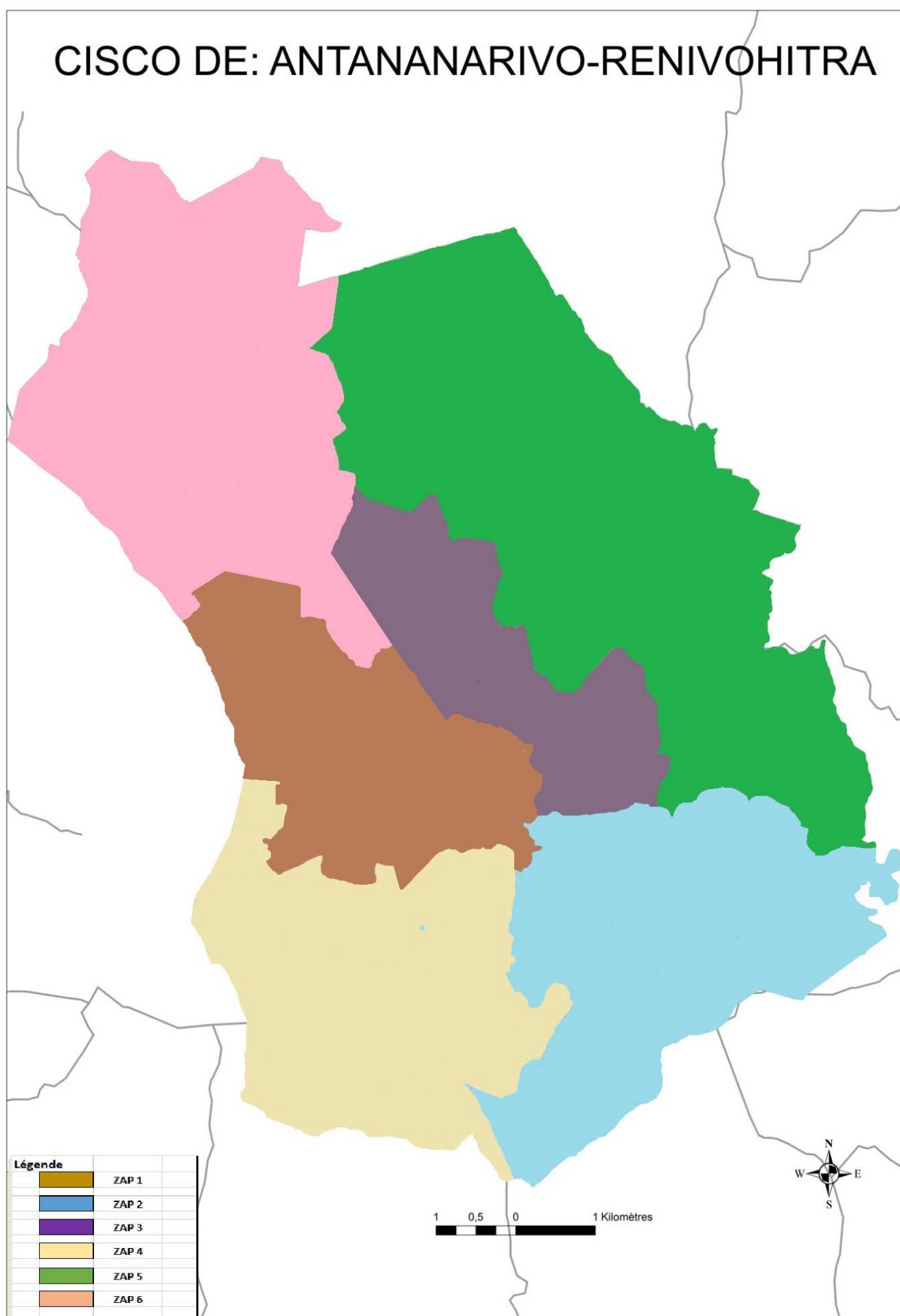
Commune	Catégorie	Distance ZAP/ CISCO	Superficie (Km ²)	Nombre de Fokontany	Population estimée en 2014		
					Hommes	Femmes	Total
ZAP I	HC	0,5	8,82	44	132 979	143 650	276 629
ZAP II	HC	2	14,19	24	105 623	116 409	222 032
ZAP III	HC	1	6,78	34	76 585	83 091	159 676
ZAP IV	HC	3	13,03	32	137 226	141 526	278 751
ZAP V	HC	4	23,80	27	162 896	171 936	334 832
ZAP VI	HC	5	19,78	31	69 280	79 778	149 058
Ensemble CISCO			86,40	192	684 589	736 390	1 420 979

Source : CUA et CISCO (2014)

On peut remarquer que les ZAP de la CISCO Antananarivo Renivohitra appartiennent à la catégorie Hors Catégorie. Les chefs-lieux des ZAP ne sont pas éloignés du lieu d'implantation du bureau de la CISCO, et ce fait peut faciliter les relations de travail et les contacts fréquents. Toutefois, les localités constituant les domaines d'intervention sont très nombreuses ainsi que les effectifs démographiques.

La Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra s'étend sur une superficie de 86, 40 km², qui est très minime par rapport à la Région Analamanga dont la superficie est de 17.445 km².

Ce phénomène s'explique par une forte densité démographique de 16.448 habitants/km². Selon l'EPM (2010), le taux de croissance démographique annuel est de 3%, largement supérieur à la moyenne nationale, et pouvant s'expliquer par l'exode rural.



Graphique N° 1 : Carte délimitant la Commune Urbaine d'Antananarivo

1.2 LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

Cette sous-section est consacrée à la présentation de tous les établissements scolaires ouverts au sein de la CISCO Antananarivo Renivohitra, et présente surtout les Collèges Publics qui sont notre champs d’investigation.

1.2.1 Aperçu général des établissements scolaires

A partir du tableau de répartition des établissements fonctionnels par niveau et par secteur, avec l’effectif des élèves au sein de la CISCO Antananarivo Renivohitra, on a pu élaborer le tableau ci-après. Voici un tableau qui essaie de donner une vision assez globalisante des établissements et des élèves dans la CISCO étudiée. Les variables étudiées concernent les niveaux d’études catégorisées en quatre catégories, et le statut des établissements entant que public ou privé En annexe figurent d’autres tableaux plus détaillés sur des statistiques travaillées et publiées par le Bureau de la division Programmation de la CISCO.

Tableau N° 03 Aperçu général des établissements scolaires dans la CISCO Antananarivo Renivohitra

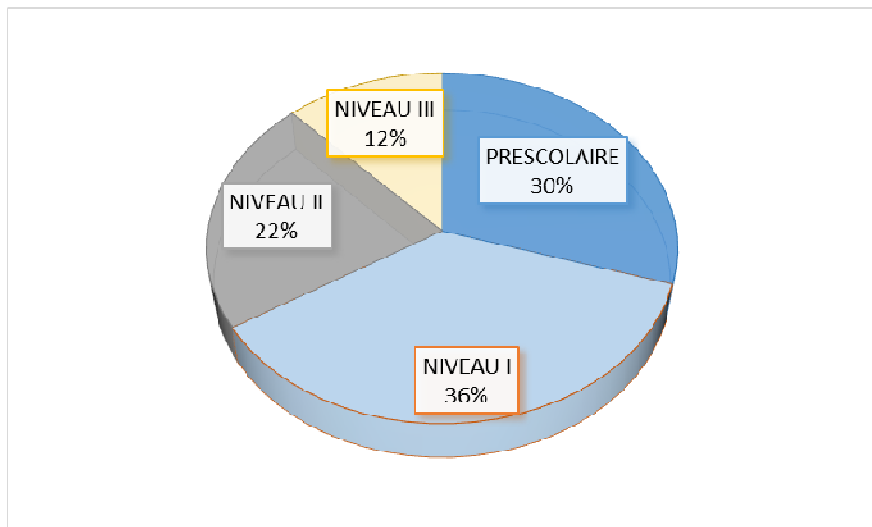
	PUBLIC		PRIVE	
	Etablissements	Effectifs	Etablissements	Effectifs
Presco	67	803	550	33 515
Niveau I	93	51 016	790	95 157
Niveau II	15	21 114	491	63 668
Niveau III	7	13 263	261	30 509

Source : Bureau de la programmation CISCO Tana Ville 2017

Par ailleurs, ces données recueillies de manière régulière et périodique nous a permis aussi de créer des graphiques pouvant refléter des tendances sur certaines variables et caractéristiques des établissements scolaires.

Dans le cadre d’une présentation monographique, ce tableau peut nous renseigner sur l’effectif des établissements scolaires fonctionnels à Antananarivo Renivohitra. On peut en déduire leur répartition en pourcentage selon le niveau d’études par le graphique suivant.

Graphique N° 02 Distribution par niveau des établissements scolaires dans la CISCO Antananarivo Renivohitra

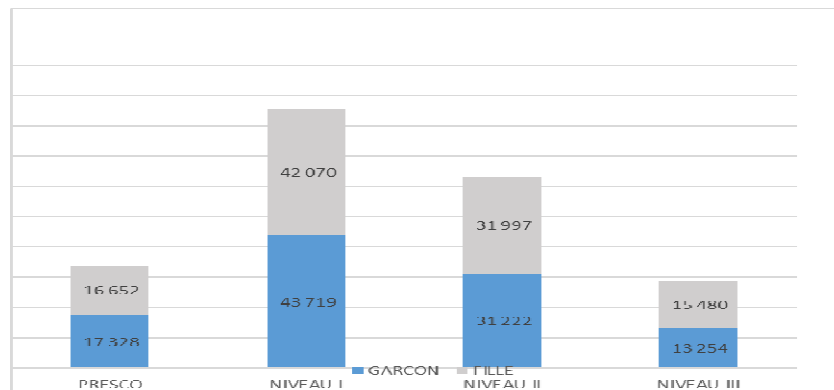


Source : enquête personnelle 2017

Certes le niveau primaire occupe le premier rang en nombre d'établissements, pourtant on peut dire que le niveau préscolaire commence à gagner du terrain dans le monde de l'éducation avec une proportion de 30% de l'ensemble des écoles pour l'année considérée. Relativement, le projet sur les activités préscolaires instaurées par le Ministère de la population avec l'appui de l'UNICEF avait commencé au début de l'année 1980 et avait pour but de mettre en place des CAPP pour constituer des centres de ressources et de formation d'enseignants. L'existence de ces centres pilotes a permis aux établissements scolaires qui veulent se lancer dans la vulgarisation du préscolaire de former leurs personnes ressources. Ainsi au bout d'environ 35 à 40 ans, la préscolarisation est devenue une étape indispensable et devient une nouvelle étape de socialisation de l'enfant.

1.2.2 Effectif des élèves par sexe et par niveau

Concernant les niveaux on peut constater que plus le niveau augmente, l'effectif des élèves diminue. On peut voir sur le graphique ci-après la répartition des élèves de la CISCO Antananarivo Renivohitra par sexe et par niveau.

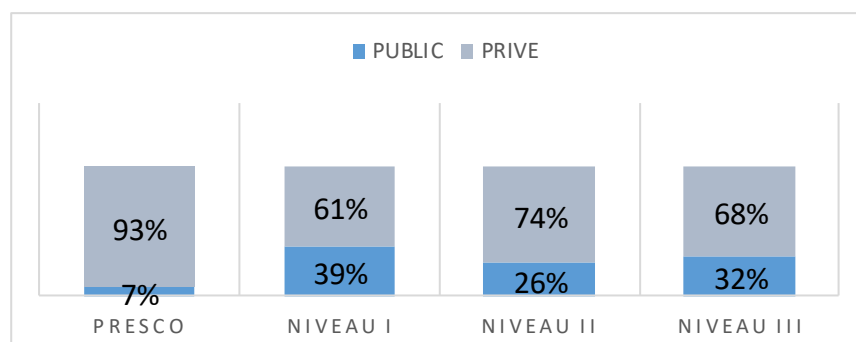
Graphique N° 03 Distribution des élèves par sexe et par niveau

Source : CISCO Antananarivo Renivohitra (2014-2015)

L'effectif des élèves dans tous les établissements scolaires se chiffrent à 221.622 individus. Le nombre des garçons est supérieur à celui des filles aux niveaux PRESCOLAIRE et NIVEAU I, pourtant on constate que l'effectif des filles devient plus élevé par rapport aux garçons à partir du niveau II. Cette différence est très apparente au niveau III où les filles sont évaluées à 15.480 contre 13.254 pour les garçons. C'est une remarque importante qui devrait inciter les chercheurs à étudier de près l'hypothèse d'une volonté plus élevée chez les filles de continuer jusqu'au niveau lycée.

On peut mentionner aussi la baisse de l'effectif des élèves à partir du secondaire, et surtout entre le niveau II et le niveau III, la pente est très dangereuse, alors que cette tendance peut s'expliquer par le taux de décrochage. En effet, l'effectif des élèves au niveau des lycées s'évalue à moins de la moitié de l'effectif des élèves des collèges.

Il s'avère aussi de remarquer l'effectif très élevé des établissements scolaires privés par rapport à celui des établissements publics dans la CISCO Antananarivo Renivohitra. Le graphique suivant peut nous renseigner sur les proportions des élèves par niveau et selon le statut des établissements scolaires.

Graphique N° 04 Distribution des élèves par niveau et selon le statut des établissements

Source : enquête personnelle 2017

Ce graphique nous permet de connaître le rôle prépondérant des écoles privées dans l'éducation quel que soit les niveaux. Cette importance est surtout très marquée dans le niveau préscolaire où les proportions des élèves sont les plus élevés. En effet 93 % des enfants préscolarisés se trouvent dans le secteur public. Le secteur public n'intervient que très peu pas dans ce domaine.

Pour les autres niveaux les établissements publics abritent respectivement pour le primaire 39 %, pour le secondaire du premier cycle 26% et pour les lycées 32 %.

Pour faire connaître les institutions scolaires qui font l'objet de cette recherche, nous allons présenter tout d'abord un tableau synoptique relatif aux CEG sous tutelle de la CISCO Antananarivo Renivohitra.

1.2.3 Les CEG regroupés de la CISCO

La Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra dispose actuellement de 15 CEG publics répartis au niveau des 06 ZAP. Dans cette étude le nouveau CEG d'Andranomena, fonctionnel depuis l'année scolaire 2016-2017 n'est pas encore pris en compte parce que seuls les niveaux sixième et cinquième sont ouverts pendant notre étude. Ce CEG a pu ouvrir ses portes grâce à la contribution du MEN et suite à un besoin exponentiel des riverains du sixième arrondissement. Ces CEG sont rattachés directement à la CISCO. Les chefs d'établissement sont nommés par décision ministériel sur proposition du chef CISCO.

Concernant le budget, la CISCO a un compte spécial CEG regroupés qui sont ventilés en quelques rubriques comme le paiement des factures de la JIRAMA, l'approvisionnement en fournitures de bureau et d'équipements sportifs. Puisque le budget alloué à ces CEG n'arrive pas à couvrir toutes les dépenses de chaque établissement, une participation comme caisse de soutien est à la charge des parents en plus de la cotisation FRAM.

Le tableau suivant récapitule la répartition des CEG publics par ZAP :

Tableau N°04 : répartition des CEG par ZAP

ZAP	I	II	III	IV	V	VI
CEG	Antanimbarinandriana	Avaradrova	Avaradoha	Anosibe	Soavimasoandro	Ambohimananarina
	Ampefiloha	Ambohipo	Antanimena	Tsimbazaza	Analamahintsy	Andranomena
	Betsimitatatra	Ambohimandra			Nanisana	

Source : Zap Tana Ville 2017

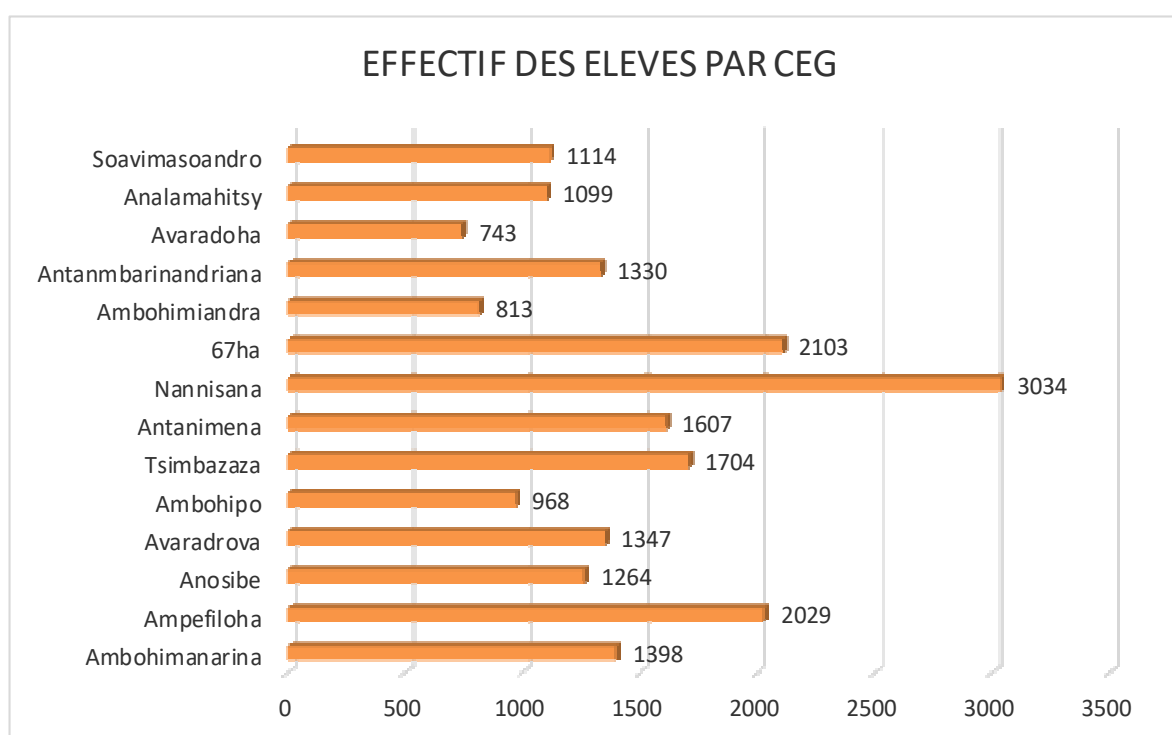
D'après ce tableau, nous pouvons voir que 3 ZAP sur 6 ont chacun 03 CEG publics et les 03 autres n'en ont que 02. Par rapport au nombre de population par ZAP, qui appartiennent tous à une catégorie hors norme, ces CEG sont encore largement insuffisants.

Les 14 CEG qui représentent notre champs d'études accueillent plus de 20000 enfants de la capitale, et cette capacité ne représente que le tiers de la demande de la population.

Le graphique suivant récapitule les effectifs des élèves par CEG.

1231 Effectifs des élèves

Graphique N°05 : Effectif des élèves par CEG



Source : enquête personnelle 2017

De prime abord on peut remarquer des différences importantes entre l'effectif des élèves car celui-ci varie de 743 élèves au CEG Avaradoha à 3.034 élèves au CEG Nanisana. Cet effectif varie selon la capacité d'accueil de chaque établissement c'est à dire par le nombre de bâtiments scolaires et des salles de classe.

CHAPITRE 2 : CADRAGE THEORICO-CONCEPTUEL

Le présent chapitre sert à faire connaître et à bien définir les concepts utilisés fréquemment dans cette recherche. Pour mieux les définir et d'en donner ainsi des sens, ces concepts tournent autour de l'éducation, l'école en tant qu'institution, les enseignants, l'apprentissage, et les mots-clés liés comme la réussite scolaire, les parents d'élèves.

2.1 L'EDUCATION SELON LA SOCIOLOGIE DE DURKHEIM

Pour Emile Durkheim, l'éducation détient le rôle d'institution socialisante par excellence, elle fait de l'enfant un être social. Puisque présent dès l'enfance, le caractère contraignant des faits sociaux se fait moins évident et devient une habitude : c'est le principe même de la socialisation³. Mais pour s'inspirer il faut tout d'abord voir la société et les faits sociaux avant d'entamer la sociologie comme la science des institutions.

2.1.1 la société et les institutions

Selon toujours le fondateur de la sociologie, « le fait social s'impose à l'individu, qu'il le veuille ou non, et non le contraire »⁴ Il correspond à un système de normes établies pour et par la société et n'est que rarement modifiable autrement que par un bouleversement social ; l'homme acquiert un bon nombre d'entre elles dès le début de son éducation et tend à en intérioriser une grande partie.

On peut dire que le concept de l'éducation ne se limite pas exclusivement à l'école. Selon le fonctionnalisme, comme l'une des théories dominantes au XX^e siècle en sociologie dont les principaux représentants sont Talcott Parsons et Robert K. Merton⁵, la sociologie fonctionnaliste appréhende les sociétés à partir des institutions assurant leur stabilité et structurant les comportements individuels aux travers de rôles et de statuts.

Ainsi, l'école est considérée comme une institution qui possède un rôle prépondérant dans le processus de socialisation de l'enfant, mais cela ne veut pas dire que l'éducation peut se faire exclusivement à l'école. Pourtant, on accepte que l'école est une institution respectée par la population depuis la création de l'école par Radama I à Madagascar, et que les enseignants devraient avoir aussi une place importante dans la société.

³DURKHEIM, E., « Les Règles de la méthode sociologique », Editions PUF, 1919

⁴ DURKHEIM, E., « Les Règles de la méthode sociologique », Editions PUF, 1919

⁵ Talcott Parsons et Robert K. Merton « La théorie fonctionnalisme » 2003

Les personnes qui ont la charge de l'éducation à l'école, sont convaincus que les apprentissages à l'école ne suffisent pas à la socialisation complète de l'enfant et de l'individu. Sous l'approche fonctionnaliste, la religion doit s'occuper de la socialisation morale tandis que la famille détient la charge du premier agent de socialisation de l'enfant depuis sa naissance, puis lui faire intérioriser des valeurs et des normes acceptées par la famille et la société à laquelle elle appartient. Chaque famille a le rôle le plus important à faire dans la socialisation de l'enfant car en plus de cette mission de transfert de valeur et de normes, les parents doivent aussi prendre en charge des besoins alimentaires et matériels de l'enfant.

C'est à partir de ces théories que nous allons apprécier les rôles et les fonctions des acteurs concernés par l'éducation et la socialisation de l'enfant.

2.1.2 la sociologie compréhensive et l'école

Max Weber définit la sociologie come « une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale et par là expliquer causalement son déroulement et ses effets⁶ » Par cette définition, il fait de la sociologie une science de l'*action* sociale, en opposition à l'approche holiste de Durkheim, pour qui la sociologie est la science des *faits* sociaux.

Pour Weber, le monde social est ainsi constitué par l'agrégation des actions produites par l'ensemble des agents qui le composent. L'unité de base de la sociologie est donc l'action sociale d'un agent. Cette approche individualiste se fonde sur la perception de l'homme comme un être de conscience, qui agit en fonction de sa compréhension du monde et des intentions qu'il a.

C'est à partir de cette définition de la sociologie sur la compréhension qu'il s'avère important de considérer les agents sociologiques comme des individus qui agissent avec leur conscience. Les parents et les enseignants combinent leur action sociale en tant qu'agents, pour contribuer à l'éducation et à la socialisation de l'enfant. Nous avons choisi cette théorie dans le sens que la sociologie ne prend en compte que les actions proprement sociales, c'est-à-dire les actions dont le sens est orienté vers autrui, c'est-à-dire vers d'autres acteurs sociaux, quels qu'ils soient.

⁶ WEBER, M., « Économie et Société » (posthume 1921), traduction du tome 1 par Julien Freund, Plon, 1971 ; édition de poche, Pocket, 1995 et 2003 (sous-titre : Les Catégories de la sociologie)

Les agents qui réalisent des actions sociales dans le domaine de l'éducation c'est-à-dire envers les élèves sont conscients de ce qu'ils entreprennent. Pratiquement, le leader du collège, ainsi que le personnel administratif chercheront à combiner leurs actions sociales pour que les élèves puissent acquérir des apprentissages suivant des normes et des valeurs. Et lorsqu'arrive la période d'examen, le taux de réussite sera meilleur.

2.1.3. L'institution scolaire, un cadre de référence

On veut essayer de donner un cadrage théorique au concept « institution scolaire » dans un point de vue de la trilogie de l'éducation, où les acteurs inséparables du système, devront veiller à ce que le contenu de l'éducation ou du programme soit toujours conforme au programme officiel, publié par le Ministère chargé de l'éducation nationale.

Les acteurs, ou les agents qui s'interagissent peuvent produire des actions sociales en faveur de la population cible, ici ce sont les élèves. Il ne s'agit pas seulement de suivre le programme officiel, mais il faut aussi se soucier de la capacité des enseignants qui assure l'enseignement des élèves. Cette considération nous amène à revoir et comprendre le profil des enseignants à partir des enquêtes effectuées auprès des 14 CEG qui appartiennent à la CISCO d'Antananarivo Renivohitra. Il s'agit ici du concept de « performance » des apprenants, une variable dont dépend étroitement la réussite. Il s'agit donc du niveau des enseignants, de l'expérience professionnelle et du dévouement au travail. Ce dernier déterminant revêt particulièrement chez les acteurs, un caractère psychologique dérivant de la conscience et de l'amour d'autrui.

La compréhension mutuelle et l'interdépendance entre les acteurs sont aussi vivement sollicitées pour éviter le dysfonctionnement du système. En revenant sur l'approche fonctionnaliste, il faut éviter le dysfonctionnement du système. Si l'un des éléments du système n'assume pas sa responsabilité convenablement, la désarticulation va provoquer des résultats non satisfaisants.

C'est à travers de ces concepts que les questionnaires et les guides d'entretien ont été élaborés. Questions de pouvoir obtenir des données et des connaissances permettant de comprendre le fonctionnement du système éducatif observé. Le questionnaire auprès des CEG a permis de collecter des données et informations sur les directeurs, les enseignants et le personnel administratif. On s'est efforcé aussi d'avoir quelques données quantitatives et ordinales permettant d'effectuer des analyses statistiques multivariées.

2.2 LE CONTEXTE SCOLAIRE ET LA POLITIQUE DE L'EDUCATION

L'institution scolaire étant l'une des institutions et domaines intervenant dans la politique publique de l'Etat, il faut cadrer l'étude sur des concepts liés à la place de l'éducation dans les programmes et projets de développement financés par le budget de l'Etat et des financements des bailleurs de fonds.

2.2.1 Le système éducatif malgache

L'enseignement général malgache présente la structure classique des systèmes éducatifs francophones. Il est ainsi subdivisé en : trois années de préscolaire (3-5 ans, non obligatoire); cinq années d'études primaires (6-10 ans) ou d'enseignement fondamental du premier cycle, sanctionné par le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE); quatre années de collège (11-14 ans) ou d'enseignement fondamental du second cycle, sanctionné par le Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC); trois années d'enseignement secondaire (15-17 ans) sanctionné par le Baccalauréat; l'enseignement supérieur. Les études supérieures sont ouvertes uniquement à ceux ayant réussi le Baccalauréat.

L'enseignement technique et la formation professionnelle sont assurés par des centres de formation professionnelle octroyant un certificat d'études de formation professionnelle après deux ans de formation, et par les lycées techniques et professionnels assurant une formation de trois ans sanctionnés par l'obtention du baccalauréat technique (baccalauréat technologique et baccalauréat professionnel). Parallèlement à ce système formel, des possibilités d'éducation non formelle en partenariat avec la société civile sont proposées. Elles prennent des formes diverses comme des programmes d'alphabétisation, d'éducation des adultes, de Formation Professionnelle Qualifiante (FPQ) et d'Apprentissage des Métiers de Base (AMB) et sont offertes aux jeunes de plus de 15 ans. Trois ministères se partagent la responsabilité de l'éducation au pays : Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) ; Le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MEETFP) ; Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESupReS).

2.2.2 Le PSE, une réforme de la politique nationale de l'éducation

A l'heure actuelle, au terme du Plan Intérimaire de l'Education, le MEN se trouve à la phase de finalisation du Plan Sectoriel de l'Education (PSE) qui vise à entreprendre des interventions, qui se focalisent sur :

- La contribution des parents pour la surveillance de l'étude de leurs enfants,

- L'optimisation de la pratique de l'éducation civique,
- L'identité culturelle malagasy,
- La formation des enseignants,
- Les infrastructures à utiliser et sur
- La langue à enseigner.

Par ailleurs, des suggestions et des propositions ont été avancées au niveau du Parlement dans le but de bien mener la réalisation de ce PSE. Il s'agit du renforcement des formations des enseignants, d'un projet d'équipement des tables-bancs fabriqués en bambou dans les salles de classes dans la zone Est de Madagascar et des mesures d'accompagnement en matière d'infrastructure comme la réhabilitation des fenêtres des salles de classes et l'éclairage pour éviter le noir précoce lors de la saison d'hiver. Malgré les critiques retenus, les sénateurs présents à cette session plénière ont tous félicité le MEN face aux efforts déployés afin d'apporter la vraie valeur et plus de qualité pour l'éducation face au contexte actuel.

D'après les explications du Ministre, ce PSE présente des avantages pour les enfants malagasy ainsi que pour le système éducatif de notre pays. « Les appuis et les soutiens ne resteront plus sur les études des cinq premières années. Les élèves du collège pourront bénéficier des kits scolaires, les enseignants du collège seront appuyés par des formations renforcées avec l'application de ce PSE. Par ailleurs, l'un des objectifs de ce PSE est de construire 11 500 salles de classe en trois années sous l'appui des partenaires, du FEFI et de l'Etat et non pas par le MEN, de former des jeunes élèves capables de maîtriser la langue Française après l'éducation fondamentale et la langue anglaise après avoir franchi la classe de terminale ».

A titre de rappel, le PSE se résume comme suit : l'éducation fondamentale sera délimité en neuf années qui se divise en trois sous cycles de trois années de chaque, à chaque fin de sous cycles, les élèves passeront à des évaluations formatives et sommatives ; la langue d'apprentissage durant les trois premières années dans le premier sous cycle est le Malagasy et le Français s'introduira à la dernière année du deuxième sous-cycle ; l'élève aura un profil de sortie à chaque sous-cycle franchi ; le mode d'apprentissage changera d'où des cours de pratiques hors salle seront organisées à part les leçons théoriques ; la rentrée scolaire commencera en mois de mars en 2020 pour éviter la période de soudure, les impacts néfastes de la période cyclonique du janvier au mars, la perte de temps pour les jeunes bacheliers et pour assurer le fonctionnement des activités annuelles du ministère en

fonction du budget qui est toujours débloqué en mois de mars, une phase de transition pour y parvenir peu à peu se réalisera à partir de la prochaine l'année scolaire 2017/2018.

2.2.3 Les programmes et projets financés par les bailleurs de fonds

Les programmes et projets de développement financés par les bailleurs de fonds ont toujours alloué des montants importants à des actions d'intervention en faveur de l'institution scolaire. Il s'agit des constructions d'infrastructures scolaires, des dotations en matériels et équipements didactiques et pédagogiques, des sessions de formation au profit des enseignants et d'autres ressources humaines liées à la vie de l'institution scolaire.

Pourtant on peut dire que les porteurs de projet n'ont pas donné assez de latitude aux techniciens des Ministères et des établissements à la méthodologie de réalisation des programmes et projets. Les contenus de programme scolaire ont peu évolué, l'architecture et les formes de construction sont figés en général à des conceptions et modèles importés de l'extérieur. Par ailleurs les études préalables font parfois abstraction des réalités socio-culturelles locales, destinataires et bénéficiaires des programmes et projets d'intervention.

Dans son ouvrage sur l'anthropologie du développement⁷, JP Olivier de Sardan souligne que le monde du développement connaît un décalage très grand entre les discours et les pratiques : ce qu'on dit d'un projet de développement, pour le concevoir, le mettre en place, le formater ou le modéliser, le financer, le légitimer, n'a que peu de rapport avec ce que ce projet devient dans la pratique, une fois arrivé à ses destinataires finaux. Les anthropologues jouent donc un rôle permanent de « rappel au réel » : « Vous annoncez ceci, or il se passe cela, qui est tout autre chose... » Ils diagnostiquent et décrivent les « dérives », qui démentent presque toujours les déclarations officielles.

Il s'agit ici d'un cadrage de l'appréciation des projets par rapport à leur contribution aux performances et réussites scolaires. Peut-on affirmer que les écoles et établissements financés dans le cadre de programmes et projets des bailleurs de fonds comme la banque mondiale et certains organismes onusiens spécialisés dans l'éducation nationale ont réussi de manière spécifique et spectaculaire dans leur parcours ? Cette interrogation peut nous mener à orienter nos investigations sur l'efficacité et l'économicité des fonds et valeurs culturelles investis.

⁷ Jean-Pierre Olivier de Sardan, Les trois approches en anthropologie du développement, In: Tiers-Monde. 2001, tome 42 n°168. Anthropologie du développement, fiscalité, géographie industrielle, éducation, pp. 729-754.

2.3. LES DETERMINANTS SOCIO-CULTURELS DES COMPORTEMENTS DES PARENTS ET DE LA COMMUNAUTE

On doit évaluer la performance des établissements et de la réussite des élèves non seulement avec des facteurs matériels et financiers, ou de l'habilité des apprenants, ou aussi de la finesse de l'organisation pédagogique. Il faut aussi identifier d'autres facteurs plus psychologiques relatifs aux mentalités et comportements des parents et de la communauté à l'égard de l'éducation des enfants.

En choisissant ce cadre théorique, nous serons à mesure de connaître les contributions des parents et des autres acteurs communautaires à l'accompagnement et au suivi de la scolarisation des enfants. Il se peut que certaines pratiques peuvent contribuer ou non à la motivation personnelle de l'enfant à la réussite de son cursus scolaire. Est-ce que les parents se montrent enthousiasmer et intéresser sur les efforts de leur progéniture ? Est-ce que les parents donnent assez de latitude pour que leurs enfants réussissent dans leur parcours ?

Particulièrement, les amis du village ou du quartier voient-ils de bon œil ou non les motivations et efforts fournis par les élèves dévoués à leurs études ? Dans quelle mesure l'organisation communautaire peut-elle contribuer à la réussite ? Des tas de questions qui attendent des réponses, car ces interrogations constitueraient inévitablement des déterminants essentiels à la réussite des enfants, dans la mesure où la famille et l'environnement proche de l'élève sont toujours à proximité de sa vie.

2.4 LE PROCESSUS DE SOCIALISATION DE L'ENFANT

Au cours de la vie de tout être humain, il y a un double processus qui se réalise. Si l'homme est avant tout un être social, chaque être humain est un individu à part entière. C'est ainsi qu'il subit les influences des différents éléments de son milieu de vie. D'où on parle de processus de socialisation.

Pour ce qui concerne le poids des facteurs culturels dans le devenir de l'individu, « les facteurs culturels peuvent être néanmoins si puissants qu'ils modifient grandement le comportement humain et influencent même les manifestations instinctives, biologiquement conditionnées, les plus profondes⁸ ». Tout au cours du développement de l'individu, il est appelé à se conformer à un ensemble de principes partagés par les personnes qui le côtoient. Par conséquent, l'individu se retrouve toujours dans une dynamique de manière à

⁸ Denis, C. et coll. Individu et société, McGraw-Hill, Montréal, 1991.

agir pour avoir l'approbation des autres. Donc les attentes des autres personnes peuvent influencer le développement du caractère de l'enfant⁹.

L'utilisation de cette pensée nous a permis de connaître les différents acteurs œuvrant dans le sens de la réussite scolaire de l'enfant. La famille, l'école et les autres institutions comme la religion, la mode et le sport. En général il y a le rôle de la société civile dans le processus de socialisation. On rappelle que la socialisation doit toujours être vue selon un processus d'intériorisation de normes et de valeurs chez l'individu cible.

2.4.1 la famille

La famille doit être vue sous un double aspect. D'une manière ou d'une autre elle transmet les normes sociales à l'individu au cours de son enfance. D'autre part, les expériences de vie vécues par les personnes significatives pour l'enfant comme le père et la mère ont une certaine répercussion sur son développement ultérieur. Ces expériences peuvent contribuer à établir un climat de confiance ou de méfiance chez celui-ci. Le type de relation existant entre les parents et les enfants est déterminant par rapport au devenir de l'enfant. Il s'agit des parents permissifs, des parents autoritaires et des parents directifs¹⁰

Peut-on parler ici des parents qui veillent comme la mère-poule sur le devenir de leurs enfants ? C'est toujours dans ce sens que nous avons choisi cette théorie reposant sur le rôle de la famille

Selon des études antérieures menées par l'UNICEF et le MEN (2015)¹¹, il existe certaines perceptions négatives sur la scolarisation classant ce concept comme non prioritaire dans la vie de la famille et ne constitue pas une valeur sûre. Parfois, les avantages de la scolarisation perçus seulement comme utiles pour savoir lire et écrire. Pour les parents qui ont une condition de vie difficile il devient courante l'attitude mentale des gens locaux qui ne se cassent pas la tête. Selon toujours l'étude citée précédemment, certains parents ne sont pas convaincus des débouchées de l'école et ils estiment que : diplômé ou non, c'est la même chose.

Il y a aussi le manque de connaissance sur l'importance de l'éducation scolaire des enfants, sur les droits de l'enfant, sur les valeurs ajoutées et l'utilité de l'école, car les parents eux-mêmes n'ont jamais été à l'école. Il y a toujours lieu de se demander du niveau

⁹ Cloutier, Richard et Renaud André, Psychologie de l'enfant, Gaëtan Morin, Québec, 1990, page 611.

¹⁰ Baumrind, D. cité par Goldhaber, Dale in Psychologie du développement, éditions Etudes Vivantes, Québec, 1988, page 173 et 174.

¹¹ Etude des déterminants socio-culturels des PFE dans les régions d'intervention de l'UNICEF (2015)

de scolarisation des parents, qui constitue une variable très déterminante de la motivation scolaire.

2.4.2 L'école

Parallèlement à la famille, l'école contribue en partie au processus de socialisation de l'individu. À côté du rôle du vecteur de transmission des connaissances qu'on attribue traditionnellement à l'école, par les principes qu'elle véhicule, elle contribue à faire de l'individu un être social. Pour mieux cerner ce rôle, Cloutier, de son côté avance que c'est par le rapport entre les personnes bien plus qu'au contact des contenus scolaires que l'école joue son rôle d'agent de socialisation¹².

À l'intérieur de l'école, les interactions sont à deux niveaux. D'abord, on retrouve une relation entre le professeur et l'élève. Cette relation rappelle un peu celle existant entre les parents et l'enfant au sein de la famille. Le professeur exerce une certaine autorité sur l'élève. En transmettant le savoir, le professeur a pour devoir de veiller au plein épanouissement des enfants qui lui sont confiés. Par l'application de la discipline, l'enseignant et les membres de la direction inculquent à l'enfant un ensemble de principes fondamentaux avec lesquels celui-ci va s'identifier. Goldhaber¹³, pour sa part avance que « l'école sert de véhicule aux valeurs collectives ».

Tout comme les valeurs familiales ont de grandes répercussions sur le comportement de l'individu, les valeurs prônées par les différentes institutions scolaires qu'il a fréquentées exercent une influence incontournable. D'ailleurs, l'institution scolaire fonctionne en partie selon le même schéma fonctionnel de la famille. Si un enfant essaie de se conformer à un ensemble de principes véhiculés par sa famille dans le but d'une part d'éviter de la punition, d'autre part de se montrer digne d'être fils ou fille de telle famille, il en est de même dans le cas de l'école. L'enfant agit dans le but d'avoir l'approbation de son enseignant et de se montrer aussi digne d'être élève de telle école donnée. À force de se comporter ainsi, il devient donc une habitude pour l'enfant. Il pourrait continuer par agir ainsi même lorsqu'il ne fréquente plus une telle école et même en devenant adulte.

À côté du rôle joué par l'instituteur et la direction de l'école, l'enfant établit des relations avec ses camarades. Ces premières relations lui sont très profitables dans la mesure où à travers celles-ci il va apprendre des principes de respect mutuel, de collaboration, de la manifestation d'autorité et de soumission. D'ailleurs, l'enfant se retrouve en face du schéma

¹² Cloutier, Richard et Renaud André, *Psychologie de l'enfant*, Gaëtan Morin, Québec, 1990, page 611.

¹³ Goldhaber, Dale, *Psychologie du développement*, éditions Etudes Vivantes, Québec, 1988, page 238

de trois types de relations ; il s'agit d'une relation de domination, de soumission et d'égalité. Les pairs accélèrent un processus de comparaison sociale ; donc en observant le comportement d'un camarade, l'enfant peut être amené à se blâmer. Une fois qu'il prend l'habitude de procéder ainsi tout au cours de son parcours académique, cela lui sera donné en héritage. Donc en dehors du cadre scolaire, l'individu continuera dans cette même lancée. On doit préciser que l'apprentissage ne reste pas seulement au niveau formel. L'enfant apprend beaucoup plus en jouant avec les autres et en partageant ensemble des expériences vécues comme acteurs ou comme observateur.

2.4.3 L'Eglise

L'église ne doit pas être considérée seulement comme un lieu où l'on vénère une divinité, c'est aussi un lieu de socialisation qui a une très grande importance à l'instar de l'école et de la famille. D'ailleurs même la relation que l'on a avec la divinité rentre dans le domaine du social. Si on comprend bien, cette relation est une relation fondée sur le pouvoir ; car l'individu ayant une appartenance religieuse aura une manière de se conduire en vue d'éviter de déplaire à la divinité. Cette manière d'agir ne sera pas considérée strictement comme le comportement de l'homme religieux, mais il rentrera dans la gamme des comportements de l'homme pris de manière isolée. A côté de la question d'obéissance à une divinité qui peut expliquer un ensemble de manifestations comportementales, on doit tenir compte des normes véhiculées par le groupement religieux en tant qu'une institution.

Le comportement d'un individu peut être différent d'un autre en vertu de son appartenance religieuse. Car chaque groupement religieux véhicule un ensemble de valeurs et de normes qui le différencie d'un autre. On parviendra à comprendre bien pourquoi le comportement d'un adhérent au catholicisme est différent de celui d'un adhérent au protestantisme tout comme la raison de la différence entre le comportement d'un adhérent au christianisme dans son ensemble de celui d'un vodouisant.

A l'instar de la famille, le groupement religieux impose de manière implicite ou explicite des modes de conduite à l'individu. Les règles de conduites imposées par le groupement religieux ont quelquefois une plus grande force que celles véhiculées par la famille. Pour comprendre les actions d'un individu, il est important que l'on questionne ses pratiques religieuses. C'est dans cette même lancée que Weber notait ceci : « Il s'agit de découvrir les

motivations qui avaient leur source dans les croyances et les pratiques religieuses qui traçaient à l'individu sa conduite et l'y maintenaient »¹⁴.

2.4.4 Le rôle des groupes de pairs

Parallèlement au rôle joué par la famille, l'école et l'église, les groupes de pairs exercent une influence très significative sur le comportement de l'individu. Cloutier et Renaud pour leur part avancent que « Les pairs occupent une place de plus en plus importante dans le développement de la personnalité au fur à mesure que celui-ci avance en âge »¹⁵. Ainsi on comprend bien pourquoi l'individu se laisse influencer davantage par des gens de la même tranche d'âge et qui évoluent dans les mêmes secteurs d'activité que lui. Il y a une tendance naturelle qui oblige l'individu à se comparer à d'autres personnes avec qui il partage des traits de similitude. Cette influence tient compte de plusieurs aspects comme le sexe, l'appartenance religieuse, la différence d'âge, le champ d'activité et la proximité géographique.

Le niveau de relation de l'individu avec les autres évolue en fonction de son âge. Par conséquent, le développement cognitif est un élément à ne pas négliger dans ces interactions. A l'âge scolaire, l'enfant accède à une pensée sociale plus différenciée. L'accession de l'enfant à la pensée opératoire lui permet d'avoir une pensée sociale mieux articulée et de mieux comprendre par-là les règles de l'interaction avec les autres. Il parviendra à comprendre que chaque contexte social est régi par des règles différentes.

2 5 THEORIE DE LEADERSHIP :

La notion de leadership est de plus en plus utilisée dans la littérature sur la gestion scolaire. La fonction du Directeur d'établissement nécessite une certaine autonomie dans leur travail, ce qui nécessite plus de leadership. Selon Brunet et Boudreault (2001), le leadership peut être vu comme « *un processus consistant à influencer les objectifs de travail et les stratégies d'un groupe ou d'une organisation; à influencer les acteurs d'une organisation à implanter des stratégies et à atteindre les objectifs; à influencer le fonctionnement et l'identité d'un groupe et, finalement, à influencer la culture d'une organisation* » Que ce soit dans le secteur public ou dans celui du privé, les chefs d'établissement peuvent être considérés comme de véritables patrons et peuvent adopter le style de leadership qui leur semble convenable pour améliorer la performance de l'école.

¹⁴ Weber, Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, collection Recherches en Sciences Humaines, Librairie Plon, Paris, 1964, page 112.

¹⁵ Cloutier, Richard et Renaud André, Psychologie de l'enfant, Gaëtan Morin, Québec, 1990, page 438.

Les théories relatives au style de leadership appliqué dans les écoles dérivent des théories de management qui font référence aux travaux de Lewin (1938) et de Likert (1961). Ces auteurs ont analysé les différents types de leadership que les managers peuvent adopter pour améliorer la performance des entreprises. Ils ont identifié trois modèles de leadership qui sont : Le leadership autoritaire, le leadership démocratique ou participatif et le leadership du laisser-faire. Dans cette étude, nous avons choisi le type de leadership participatif qui s'appuie sur des méthodes semi-directives et encourage les membres du groupe à faire des suggestions, à faire preuve de créativité, à participer aux discussions pour les prises de décision et dans la définition des objectifs.

CHAPITRE 3 : TECHNIQUES ET OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

Après le cadre théorico-conceptuel, l'objectif de ce chapitre est d'expliquer la méthodologie de collecte de données et d'informations, utiles et nécessaires pour vérifier et soutenir les hypothèses de la recherche.

3.1. PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ETUDE

Comme nous l'avons déjà développé dans le chapitre précédent, il s'agit de concevoir des techniques et outils de collecte de données et informations, une étape qui exige la connaissance du métier de sociologue et de chercheur en sciences sociales. La déontologie et l'éthique de la discipline exigent le caractère scientifique de la démarche, c'est-à-dire l'expérimentation et surtout le respect de différentes étapes comme la définition de la population à étudier, la représentativité de l'échantillonnage et les outils de collecte proprement dits.

Certes l'intitulé de la recherche veut donner une plus large considération aux établissements publics du niveau collège de la CISCO d'Antananarivo Ville, pourtant la complexité des acteurs et des catégories de personnes à enquêter exige la confection de différents types de questionnaires et de guides d'entretien ainsi que des méthodes d'approche assez prolongées et participatives.

Les approches théoriques choisies nous ont orienté à considérer trois catégories de personnes : tout d'abord, le personnel pédagogique et administratif des établissements scolaires ; ensuite, les parents d'élèves au niveau de la famille et de la communauté.

Au niveau des collèges il est nécessaire de disposer des données quantitatives et aussi d'ordre organisationnel. Les données et informations sur les organisations peuvent porter sur le phénomène de leadership, de l'administration générale et pédagogique et les statistiques sur le personnel enseignant avec leur profil.

Au niveau des parents et de la communauté, il s'agit de faire des représentations sociales des parents d'élèves tout en insistant sur les caractéristiques des quartiers selon leur localisation dans le cadre d'une sociologie urbaine. Cette branche des sciences sociales tient à prévoir la catégorisation des quartiers selon des critiques socio-économiques et géographiques. On peut parler théoriquement des quartiers résidentiels, des zones où vivent la population moyenne et enfin les bas-quartiers des familles vulnérables et pauvres.

3.1.1 Population d'étude.

Notre population d'étude est située dans 14 CEG appartenant à la CISCO d'Antananarivo Renivohitra. Ces écoles sont chargées d'assurer la continuation du cursus scolaire des élèves admis au CEPE et au concours officiel d'entrée dans les collèges du domaine public. Il s'agit d'élèves issus des EPP et des écoles privées qui ont obtenus des meilleures notes lors de l'examen officiel CEPE et qui ont choisi de continuer au collège public.

L'échantillonnage concerne quatre types de population. Tout d'abord au niveau des établissements, des entretiens avec les directeurs et un échantillon d'enseignants s'avèrent nécessaires. Une enquête sur questionnaire auprès de chaque établissement a été réalisée en vue d'obtenir des données sur l'organisation et le fonctionnement des CEG, suivie par des entretiens lors des réunions mensuelles. Cette enquête a été opérée de façon exhaustive tandis que pour les entretiens avec les enseignants et le personnel administratif, l'échantillonnage a été limité à quelques personnes qui ont été rencontrées au hasard lors de notre passage.

Au niveau des parents, nous avons adopté le plan de sondage par grappes où, dans un premier degré on a tiré au hasard 5 CEG. Ensuite dans un deuxième degré, nous avons choisi au hasard 10 parents d'élèves dans les 5 grappes constituant le plan du sondage. Après le choix des établissements on a pris de manière aléatoire à partir d'une liste des parents les personnes à qui on va faire les entretiens qualitatifs approfondis.

Pour les membres de bureau de FRAM, on les a convoqués à l'école et ceux qui ont pu répondre à la convocation ont représenté cette entité. Ils étaient au nombre de 17, et tous les CEG ont été représentés.

3.1.2 La représentation des personnes enquêtées

L'une des personnes clés de cette recherche serait les directeurs des CEG si l'on tient compte au fait que le caractère de leadership du premier responsable de l'institution « école » constitue la principale garantie de l'efficacité et de l'amélioration du taux de réussite au BEPC. En plus du questionnaire-établissement que l'on a envoyé au collège pour être rempli par les Directeurs, il s'avère nécessaire d'engager un entretien semi-dirigé avec cette personne-clé.

Viennent ensuite les entretiens individuels approfondis avec les parents que l'on avait réalisés soit dans leur ménage, soit dans leur lieu de travail. Pour faciliter les contacts et la réalisation matérielle de l'entretien, l'on aurait dû fixer des rendez-vous avec les

personnes répondant à certaines caractéristiques démographiques. Un traitement à priori sur les activités économiques et professionnelles des parents d'élèves nous a amené à choisir un échantillon à choix raisonné basé sur le niveau de revenu et le niveau d'instruction des unités à interviewer.

Concernant les enseignants et le personnel administratif, l'esprit de convivialité et de contacts fréquents et réguliers auprès ont permis de comprendre les problèmes réels vécus par ces acteurs tant au niveau de la pédagogie qu'au niveau des systèmes d'organisations. Ce fait nous a permis non seulement de comprendre les problèmes mais surtout de recevoir certaines propositions d'innovation en vue d'améliorer les réussites scolaires.

3.2. LE CONTENU DE L'ENQUETE SUR QUESTIONNAIRE

Nous pouvons distinguer trois types d'instruments de collecte dans lesquels on va traiter dans ce qui suit les contenus des questions et guides d'entretien à élaborer.

3.2.1 Le contenu et la forme du questionnaire-établissement

L'enquête par questionnaire consiste à poser, par écrit, à des sujets une série de questions relatives à une situation, à leur opinion, à leurs attentes. Cette méthode exige que les réponses soient écrites. En général, l'enquête par questionnaire vise à vérifier des hypothèses en faisant l'analyse de phénomènes sociaux qu'on peut étudier à partir des informations données par des individus. A la base des hypothèses de recherche, trois points essentiels nous ont inspirés : la qualité de leadership, la qualité de l'enseignement et l'organisation pédagogique et administrative.

Sur la qualité de l'enseignement, diverses caractéristiques sociodémographiques et culturelles des enseignements seront nécessaires si l'on veut apporter des éléments de vérification. Il s'agit de l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, la formation et les expériences du leader et des enseignants. Par ailleurs, il s'avère aussi nécessaire de connaître les motivations et l'engagement réel des enseignants vis-à-vis de l'objectif visant l'amélioration de la réussite des élèves à l'examen du BEPC.

Concernant la qualité de leadership du directeur, il est nécessaire d'avoir des informations sur les habitudes et les pratiques prises en matière de consultation des enseignants dans la prise de décision. La fixation des objectifs, la collaboration avec les FRAM, la fréquence des réunions de travail, etc.

Enfin sur la qualité de gestion administrative et pédagogique, il est nécessaire de connaître les habitudes et pratiques du personnel administratif et les outils et instruments de travail utilisés dans les bureaux comme les fiches ou cahiers de présence et de retard tant pour les enseignants que pour les élèves. Quelles sanctions sont prises à l'encontre de ceux qui transgressent les organisations et les disciplines ?

3.2.2 Les protocoles et logiciels informatiques

Le respect des procédures et protocoles informatiques est observé depuis la conception du questionnaire-établissement pour faciliter le traitement informatique des données sur le logiciel XL STAT.

Cet outil va ainsi permettre connaître les variables ou caractéristiques qui pourraient avoir de l'influence sur la variable principale qui est n'est autre que « la réussite au BEPC ».

Le logiciel XL STAT permet ainsi de traiter des données aussi quantitatives que qualitatives. Les valeurs numériques sont utilisées directement tandis que les variables qualitatives devront tout d'abord être codifiées avant d'être reconnues par le logiciel.

3.3 ENTRETIENS ET DISCUSSIONS DE GROUPE

Nous avons aussi priorisé les entretiens et discussions avec des personnes susceptibles de fournir des données et informations concernant notre thème, problématique et hypothèses à vérifier. L'entretien est une entrevue au cours de laquelle un enquêteur interroge une personne sur ses opinions, ses expériences et ses perceptions. Il s'agit d'un tête-à-tête oral entre deux personnes ou une personne et un groupe de personnes dont l'une transmet à l'autre les informations recherchées. C'est un dialogue dans lequel l'interviewé s'exprime librement, tandis que le chercheur facilite ce dialogue par ses questions ouvertes et ses réactions. Le chercheur oriente l'entretien pour éviter que l'interlocuteur s'éloigne des objectifs de la recherche

Il existe plusieurs types d'entretien, mais celui que nous avons utilisé est du type semi-directif ou semi-dirigé basé sur des guides relativement ouverts qui nous ont permis d'obtenir les informations nécessaires. Certes toutes les questions prévues ne sont pas nécessairement posées, pourtant nous avons exercé une souplesse pour permettre à l'interviewé de s'exprimer et de recentrer parfois l'entretien sur les objectifs de recherche. Ce type d'outil a été surtout lors des collectes des données auprès des parents d'élèves qui en général, sont très occupés par leurs activités quotidiennes.

Pour notre travail, nous avons utilisé aussi l'interview de groupe qui permet de faire parler beaucoup de personnes. Grâce à la stimulation collective, des critiques, des propositions, des renseignements ont été apportés. Nous avons noté comment les participants interviennent, la caractéristique de leur intervention (construction négative, sans rapport avec le thème, propos conciliateur, synthétique, etc.). Ces éléments peuvent permettre d'inférer des conclusions concernant l'intelligence et la personnalité des individus.

Par ailleurs, notre entretien avec les enseignants des CEG sélectionnés a été préparé par rapport aux objectifs poursuivis et à notre hypothèse de recherche. Bien que nous ayons choisi des thèmes abordés dans l'enquête écrite, cette interview nous a permis de compléter les informations recueillies par le questionnaire.

La revue documentaire constitue la première étape de toute démarche de recherche, c'est ainsi qu'avant même le choix du thème et la fixation des objectifs, nous avons entamé la consultation de divers documents écrits sur l'éducation et les domaines connexes. La recherche bibliographique a permis à son tour de connaître et de comprendre les cadres théoriques et conceptuels qui peuvent assurer la scientificité de notre démarche. Enfin la recherche sur internet a facilité l'accès rapide à des documents et articles liés à notre thème.

3.4 REVUE DOCUMENTAIRE

La revue documentaire a débuté par la mise en contexte de la recherche. Comment se situe le domaine de l'éducation à Madagascar vis-à-vis du contexte international, régional et national ? Afin de pouvoir répondre à cette question cruciale, l'étude et l'analyse de l'existant s'imposent et c'est pour cette raison qu'on a réalisé les collectes nécessaires.

On peut parler des consultations de certains responsables de documentation auprès des bailleurs de fonds qui s'occupent du financement des programmes et projets. Nous avons de l'avantage de choisir un thème lié à l'éducation car nos expériences professionnelles en tant que premier responsable de la CISCO étudiée et les relations interpersonnelles avec les partenaires de travail ont facilité notre accès aux documents disponibles et l'acquisition de certains ouvrages et rapports écrits.

Nous pouvons citer des documents techniques et officiels issus de la collaboration avec l'UNICEF, l'UNESCO, l'OMS et bien d'autres agences de représentation et/ou

d'exécution des bailleurs de fonds et partenaires techniques qui interviennent directement ou indirectement dans la thématique de l'éducation.

Nous pouvons parler aussi de notre accès à l'utilisation des bases de données documentaires disponibles auprès du MEN et des directions qui s'occupent de la gestion des statistiques scolaires. Par ailleurs tous les documents officiels sur la politique de l'éducation, le PSE, le programme d'éducation et les procédures et organisations sont déjà disponibles à la Division de la programmation de la CISCO Antananarivo Renivohitra. Nous allons citer dans la partie bibliographique les documents officiels, les rapports d'étude et de consultance, les ouvrages collectés et utilisés dans la présente recherche.

3.5 RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE

Nous avons réservé la recherche bibliographique pour des recherches précises sur les théories et les concepts utilisés dans le domaine de l'éducation. Cette activité a permis de connaître des auteurs qui ont travaillé dans le domaine des sciences sociales et surtout des sciences de l'éducation. Il est aussi opportun pour nous de connaître certaines précisions sur les concepts et les théories pour cadre notre thème.

Les concepts comme l'éducation, le processus de socialisation, la trilogie « école-parent-élève » en tant que la combinaison de trois institutions très importantes, la scolarisation, le décrochage et surtout la motivation de l'élève et de chacun des acteurs concernés. Le concept sur la psychologie comme le behaviorisme est très priorisé pour l'étude de la motivation de l'élève et des parents qui l'épaulent dans son cursus.

Entre autres, nous pouvons aussi parler de la sociologie compréhensive de Max Weber en misant sur la théorie de l'action sociale, un cadre théorique aidant à la compréhension de ce que l'on doit demander à chacun des acteurs qui interviennent dans cette notion d'action sociale. Quelles sont les actions sociales que font les leaders, les enseignants et le personnel administratif pour améliorer le taux de réussite au BEPC dans les CEG publics de la Capitale ? De l'autre côté, il faut se demander de la motivation des élèves et des parents à aller dans le sens de l'amélioration de la réussite ?

3.6 RECHERCHE WEBOGRAPHIQUE

A l'heure actuelle la recherche webographique ou le recours à la consultation des multitudes de sites WEB devient une habitude des chercheurs et de ceux qui sont intéressés par le journalisme et la culture d'informations. Les sites sont présents sur la toile de

l'Internet et il suffit d'y naviguer pour avoir des connaissances et des informations sur tel ou tel sujet.

La révolution de l'Internet nous a permis ainsi d'acquérir régulièrement certains documents et rapports publiés périodiquement par les bailleurs de fonds et les partenaires techniques. Cette nouvelle technique a facilité aussi des échanges d'idées avec certaines personnes ressources qui sont connectés régulièrement à Internet.

Par ailleurs l'existence des sites spécialisés dans le domaine des sciences de l'éducation a rendu facile la précision et les mises à jour sur les recherches similaires déjà réalisées ou en cours de réalisation dans d'autres pays.

CONCLUSION PARTIELLE

Nous avons pu voir dans cette première partie la présentation du terrain d'études ainsi que le cadrage théorico-conceptuel. La méthodologie ainsi que les outils de collecte de données ont été également annoncés et explicités. Les données ont été disponibles auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo ainsi qu'au niveau de la CISCO, mais ce sont des données très brutes et volumineuses donc nous avons beaucoup travaillé pour avoir des résultats synthétiques.

Cette deuxième partie qui va être subdivisée en trois chapitres, nous permet d'avoir les résultats de nos différentes enquêtes sur terrain, concernant les trois principaux acteurs de l'éducation qui sont : le personnel de l'établissement (enseignant, chef d'établissement, personnel administratif), les parents d'élèves et la communauté locale ainsi que les élèves eux-mêmes. C'est dans cette partie que l'analyse des résultats vont être effectuée afin de pouvoir vérifier les hypothèses émises précédemment.

DEUXIEME PARTIE : LES RESULTATS DE LA RECHERCHE SUR LE CONTEXTE SCOLAIRE DES CEG DE LA CAPITALE

CHAPITRE 4 : REPRESENTATION SOCIO-ORGANISATIONNELLE ET PEDAGOGIQUES DES CEG

Il est urgent que l'école devienne le lieu de la mobilisation des différents acteurs qui, non seulement trouvent de l'intérêt dans ce lieu, mais en comprennent la fonction et la portée. Selon Charles Delorme,¹⁶ « danger était grand que l'école devienne un lieu d'accoutumance à l'absurde » pour l'enfant mais aussi pour les parents, enfermés dans des rituels et dans des procédures technocratiques. Sans les moyens pédagogiques et les ressources humaines nécessaires, les classes aux effectifs pléthoriques peuvent devenir des lieux sans signification, où les motivations nécessaires au changement n'existent plus.

Les objectifs principaux de la pédagogie visent à la réussite d'un enfant, au développement de ses comportements adaptatifs et à l'acquisition des aptitudes. Comme nous l'avons toujours évoqué, la famille, surtout les parents sont les premiers responsables de l'éducation d'un enfant, puis les institutions comme l'école à travers les enseignants.

Le terme réussite scolaire désigne l'atteinte des objectifs de scolarisation liée à la maîtrise de savoirs déterminés et au processus de transmission d'attitudes, de valeurs et de comportements. Par habitude, on dit qu'un élève a réussi s'il passe d'une classe inférieure à la classe supérieure, s'il obtient un diplôme après un examen officiel et s'il réussit à un concours ou à un test. Pour l'école tout entière, elle a réussi si le taux de réussite de ses élèves est élevé ou si elle a atteint les résultats escomptés.

4.1 LE TAUX DE REUSSITE AU BEPC

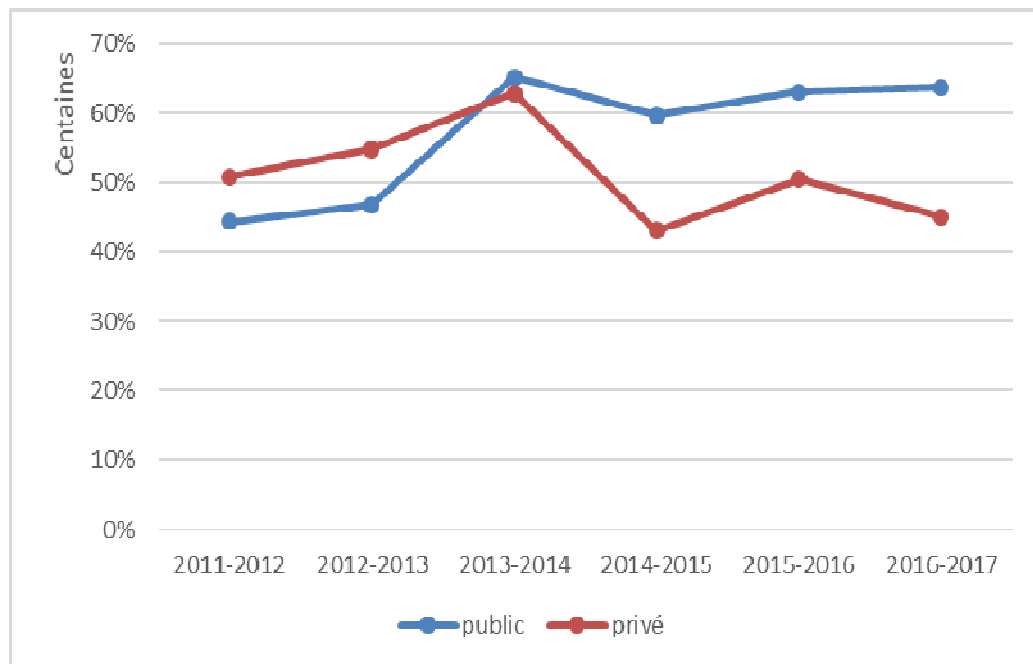
Nous allons considérer une sous-section qui peut nous faire connaître l'efficacité de l'enseignement à travers les taux de réussite. Relativement à notre thème, nous allons nous cantonner aux taux de réussite au BEPC observés dans les CEG regroupés de la CISCO Antananarivo Renivohitra au cours des six dernières années scolaires.

La réussite au BEPC est le degré de connaissance de l'efficacité des élèves au collège. Les parents ainsi que les enseignants cherchent les moyens pour atteindre ce but. Afin de savoir l'évolution de taux de réussite au BEPC, le graphe ci-dessous peut donner quelques notions pour six années scolaires successives dont les données sont disponibles (2011-12 à 2016-2017).

¹⁶ Charles Delorme, Directeur du CEPEC international, Lyon, charles.delorme@cepec.org, Directeur du CEPEC international, Lyon, charles.delorme@cepec.org

De nombreux facteurs constituent les causes de la réussite ou l'échec au BEPC pour les élèves. Le graphe suivant représente l'évolution du taux de réussite au BEPC par secteur au sein de la CISCO Antananarivo Renivohitra.

Graphique N°06 : Courbe d'évolution des pourcentages des Elèves admis au BEPC par Secteur



Source : enquête personnelle 2017

D'après ce graphe, le résultat au niveau des collèges publics prédomine celui du privé, avec un écart moyen de 14.4%. La tendance évolue d'une façon parallèle sauf pour 2017 où le secteur privé a connu une baisse.

En 2015, suite au rehaussement du niveau des sujets aux examens, les résultats des établissements publics et privés ont baissé mais la chute est très spectaculaire pour le secteur privé. Cela se justifie par l'habitude de traiter des sujets types par les écoles privées alors que les concepteurs ont commencé à développer les sujets à réflexion.

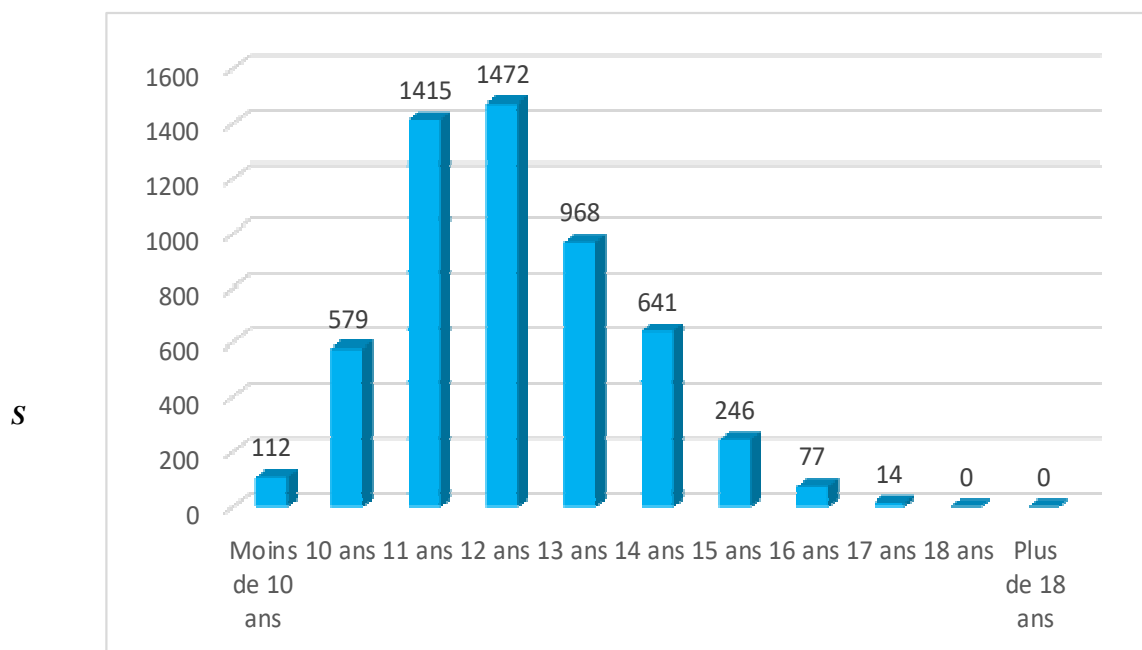
Si on se réfère aux années précédentes, c'est-à-dire avant ; cette situation est inversée. Au départ, la qualité de l'environnement éducatif et pédagogique a favorisé le secteur privé : la discipline a régné, les parents d'élèves ainsi que les enseignants sont motivés. Ce qui peut engendrer ce bon résultat. Mais à partir de 2014, l'organisation pédagogique ainsi que la qualification professionnelle des directeurs des CEG ainsi que les responsables du secteur public ont retrouvé une amélioration progressive jusqu'à pouvoir dépasser celles du privé.

4.2 L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE AU SEIN DE L'INSTITUTION ECOLE

4.2.1 Les caractéristiques des élèves fréquentant les CEG

Le graphique suivant va nous montrer l'âge des enfants de la classe de sixième au sein des CEG regroupés de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra.

Graphique N° 07 : histogramme de la répartition par âge des enfants de la classe de sixième



Source : enquête personnelle 2017

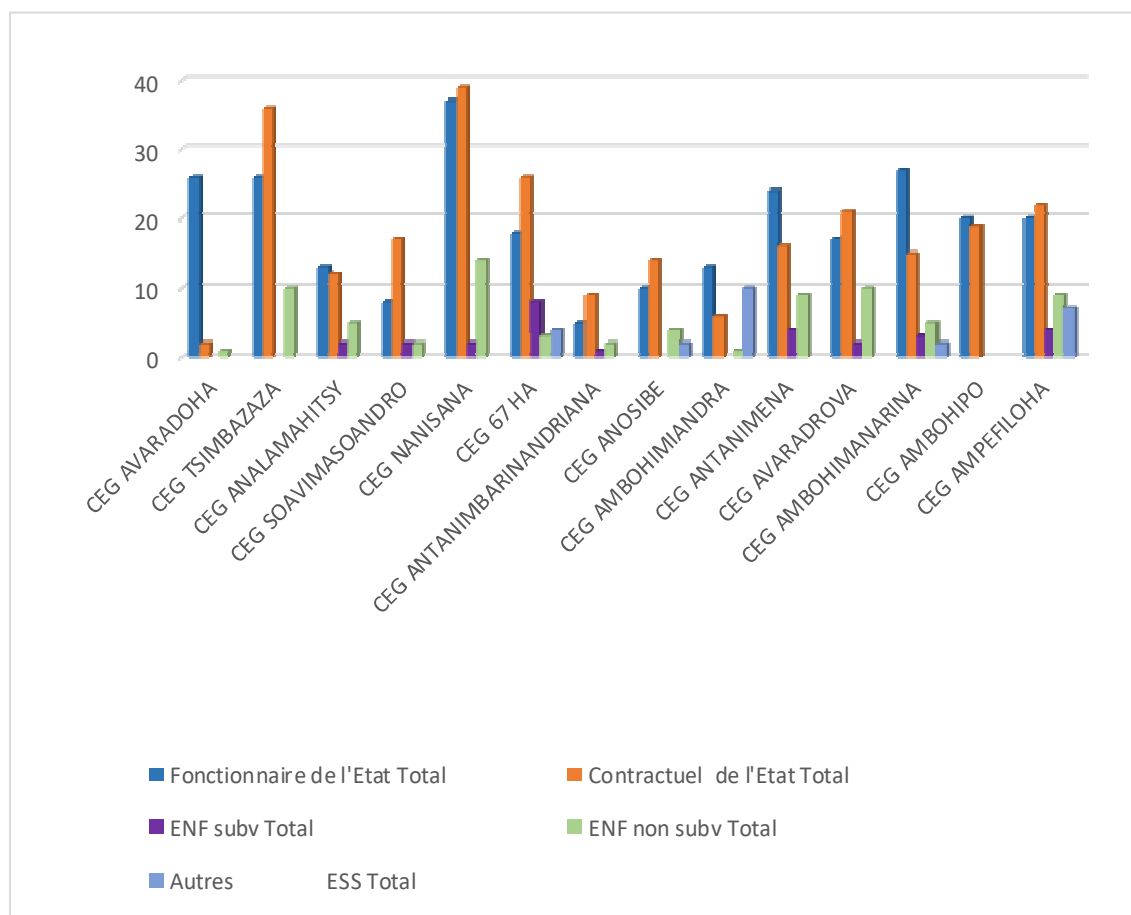
On remarque que la majorité des enfants en classe de sixième ont 11ans et 12ans. Seulement 112 élèves sur 5524 c'est-à-dire environ 2% ont moins de 10ans. Selon le texte émanant du MEN et qui n'est pas encore abrogé est que : l'âge minimum de l'élève admis en CP1 est de 06ans, donc si l'enfant ne redouble pas jusqu'en CM2, il entrera au collège à 11 ans. En effet, puisque la majorité des élèves qui choisissent de continuer au collège proviennent des EPP, le facteur âge psychologique de l'enfant est respecté. Les 10ans et moins proviennent surtout des écoles privées.

4.2.2 Le statut des enseignants

Selon le statut de recrutement, il existe trois sortes d'enseignant en exercice auprès des CEG :

- Les enseignants fonctionnaires de la Fonction Publique
- Les contractuels de l'Etat
- Les enseignants FRAM

Le graphique suivant résume les effectifs des enseignants selon le statut de recrutement par CEG.

Graphique N°08 : Histogramme des effectifs des enseignants selon le statut de recrutement

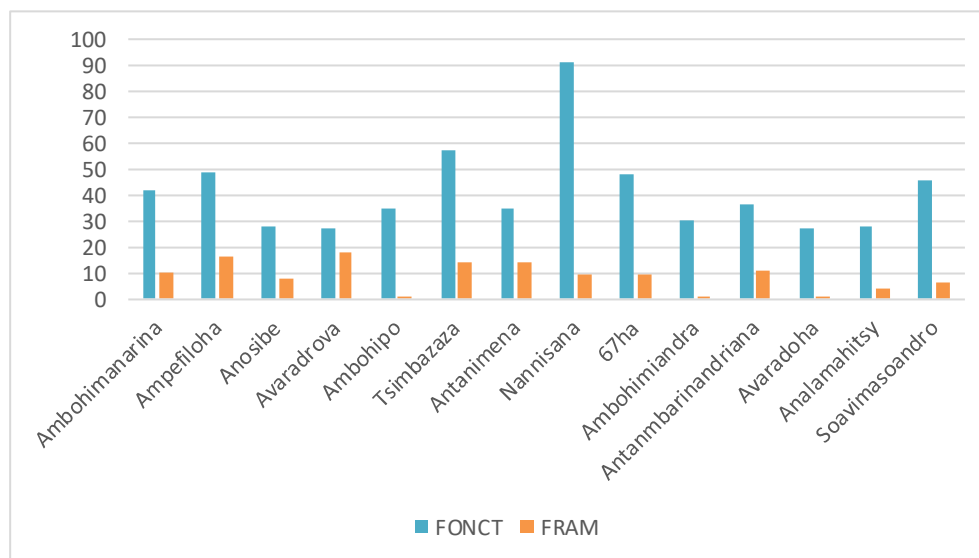
Source : enquête personnelle 2017

Depuis l'année scolaire 2013-2014, le gouvernement Malagasy par le biais du Ministère de l'Education Nationale a procédé au recrutement de 10 000 enseignants FRAM en tant que contractuel de l'Etat. Dans le cas de la CISCO Tana Ville, 254 enseignants FRAM ont été recrutés depuis 2014. C'est la raison de l'importance en nombre de ce statut d'enseignant.

L'insuffisance des enseignants formés au niveau des écoles normales pédagogiques constitue le motif de recrutement de personnes qui ne disposent pas de formation pédagogique initiale.

Il faut parler aussi du rôle prépondérant de la place des enseignants « FRAM », ou les enseignants recrutés au niveau des établissements publics et dont les salaires sont pris en charge par l'association des parents d'élèves.

Le graphique suivant nous montre la situation des enseignants FRAM au niveau des CEG de la CISCO Tana Ville.

Graphique N°09 : Histogramme des effectifs des enseignants FRAM et fonctionnaires.

Source : enquête personnelle

Concernant le statut des enseignants l'enquête auprès des établissements renseigne que parmi les enseignants des CEG de la CISCO Antananarivo Renivohitra, 19 % sont des enseignants pris en charge par les FRAM. On peut dire que par rapport aux CISCO des régions enclavées et éloignées, cette proportion est moindre si l'on se réfère à certaines CEG où la plupart des enseignants sont à la charge des associations des parents et de certains apports des communes.

Parmi les enseignants pris en charge par les FRAM, il existe ceux qui sont subventionnés par l'Etat. A titre d'informations, on rappelle que la création des postes d'enseignants vacataires dont les salaires sont à la charge des parents par le biais des FRAM consiste à pallier à l'insuffisance des enseignants financés par le Budget de l'Etat. Le déficit budgétaire chronique du budget de l'Etat n'a pas permis à l'Etat de recruter tous les besoins en personnel enseignant sollicités par les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et les volontés de la participation communautaire de ces dernières dans la construction des infrastructures les ont contraintes à pratiquer cette formule de recrutement d'enseignants FRAM. Au fil des années, le MEN commence à prendre en charge une partie des enseignants FRAM en leur octroyant des subventions. La sélection s'effectue généralement en fonction des diplômes et de l'ancienneté de ces enseignants.

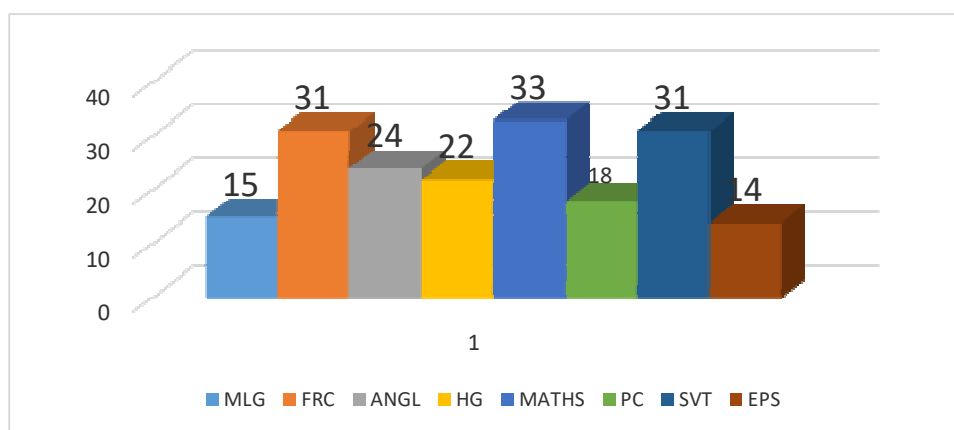
4.2.3 Besoins en enseignants

Actuellement, avec cette statistique, il existe des enseignants qui ont des heures réduites par rapport aux autres par raison de santé. Il y en a aussi ceux qui sont en congé de maternité. Des enseignants en veille de la retraite peuvent partir trois mois plus tôt s'ils ont encore des congés non pris.

Face à cette situation, la CISCO Antananarivo Renivohitra a besoin de 188 enseignants pour respecter le volume horaire dicté par le programme auprès des CEG.

Le graphique suivant montre les besoins en enseignants par discipline auprès des CEG regroupés de la CISCO

Graphique N° 10 : Histogramme des besoins en enseignants par matière pour les CEG regroupés



Source : enquête personnelle

Les besoins en enseignants touchent toutes les matières mais concernent surtout les disciplines scientifiques comme les mathématiques, les SVT, suivi du français. Il manque également des professeurs d'anglais, d'histoire-géographie et de Physique-Chimie. Selon les entretiens avec les directeurs d'écoles, pour garantir une meilleure éducation aux élèves, il faut discuter avec les parents d'élèves pour recruter des enseignants temporaires ou permanents. Pour ce faire, il faut suivre les démarches proposées par la CISCO. En effet, puisque le MEN a interdit par note ministérielle le recrutement d'enseignants FRAM depuis le janvier 2015, il faut une lettre d'engagement ou un contrat spécial entre l'enseignant et l'école. Une étude de dossier suivie d'entretien assisté par l'équipe pédagogique de la CISCO est aussi nécessaire pour s'assurer que l'enseignant ait le minimum de savoir requis pour enseigner au collège. Une remarque a été émise lors des

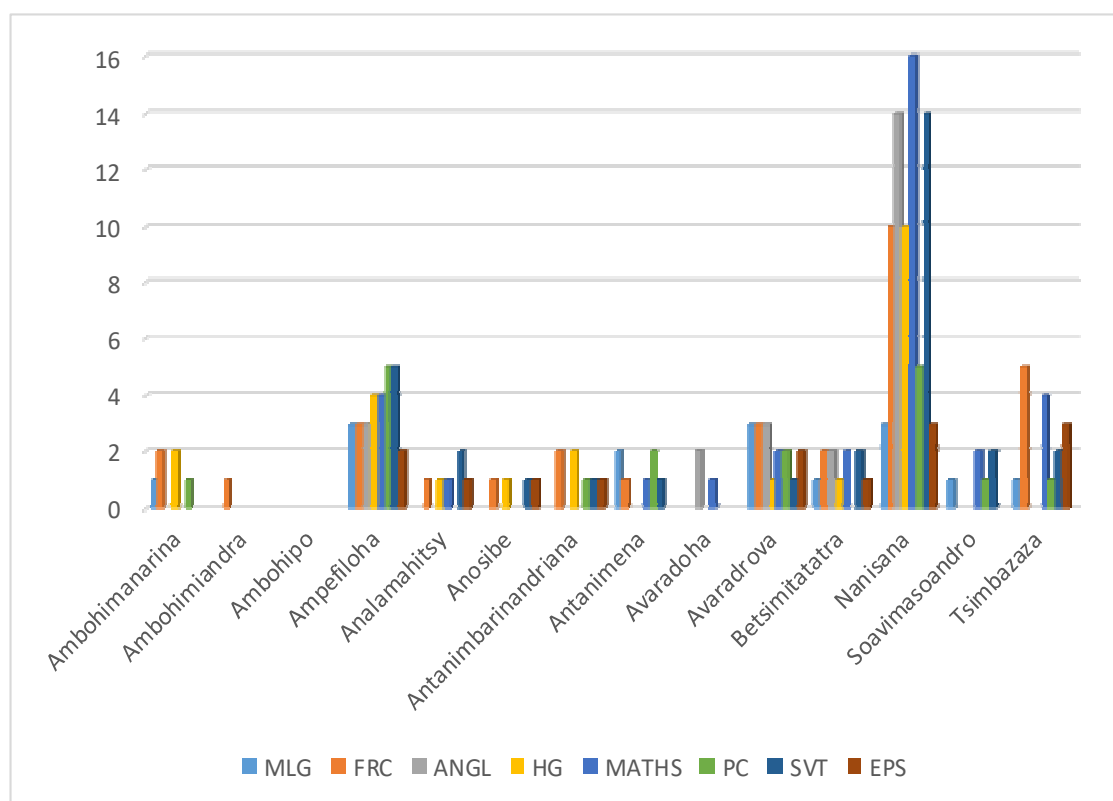
entretiens avec les chefs d'établissement que les enseignants rémunérés par les parents d'élèves auprès des CEG regroupés sont plus actifs et plus consciencieux que les autres.

Ce cas est justifié selon toujours l'entretien que ce métier est très important pour eux et qu'ils ont peur de le perdre. En plus, ils espèrent qu'en témoignant de bonne conduite, ils pourraient être recrutés en tant que contractuel de l'Etat comme leurs aînés.

Après avoir vu le cas général des CEG regroupés, il est aussi important de voir l'état de besoin par établissement.

Le graphique suivant va montrer ce besoin en enseignant par CEG :

Graphique N° 11 : Histogramme des besoins en enseignants par matière et par CEG de la CISCO



Source : enquête personnelle 2017

On remarque que plus le CEG est grand avec beaucoup d'élèves, plus le besoin est important. Le besoin en enseignant du lycée Nanisana est plus fort que ceux des autres.

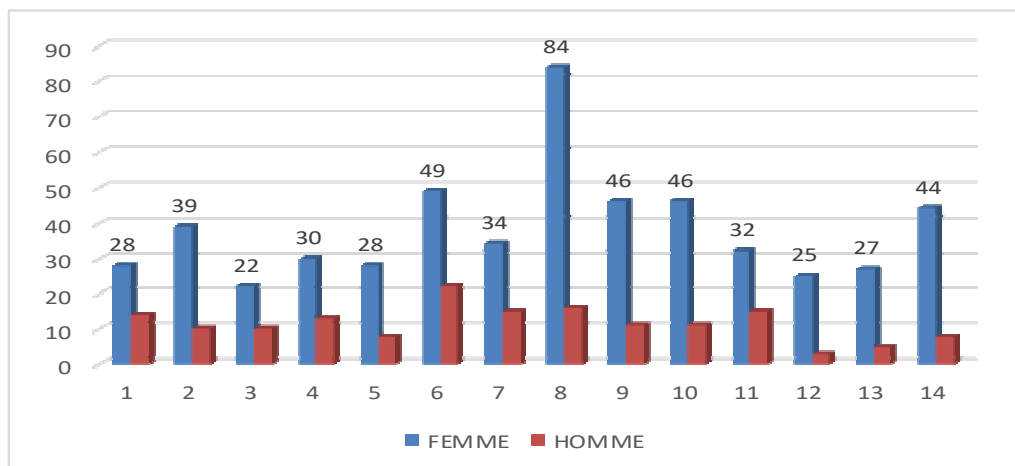
Les CEG de Tsimbazaza et d'Ampefiloha ont aussi un besoin en enseignants plus important que les autres.

Seul le CEG d'Ambohipo ne présente aucun besoin.

4.2.4 Répartition des enseignants par genre

Le graphique suivant résume les effectifs des enseignants par genre :

Graphique N° 12 : Histogramme des effectifs des enseignants par genre



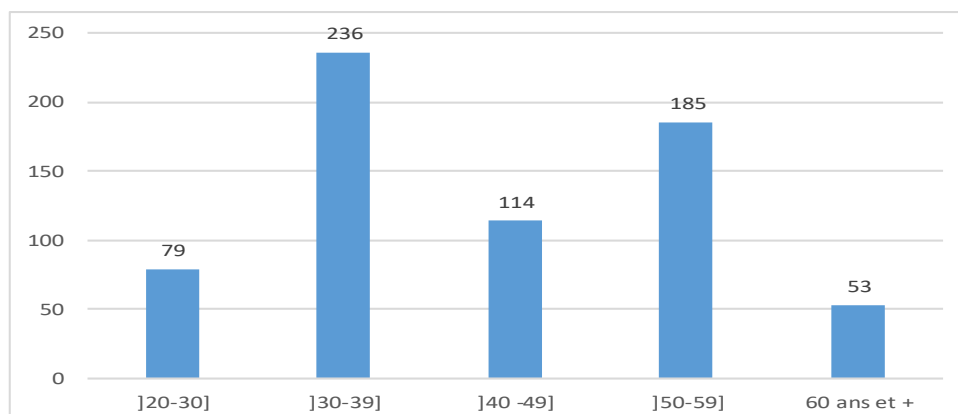
Source : enquête personnelle

On constate aussi la domination en nombre du genre féminin avec un rapport de 30 hommes pour 100 femmes. En moyenne, chaque CEG dispose de 48 enseignants dont 11 hommes et 37 femmes. Toutefois la référence à ces nombres moyens d'enseignants est peu significative pour les établissements comme les CEG Avaradoha et Analamahitsy où les nombres d'enseignants sont relativement très éloignés de la moyenne. Il est aussi nécessaire de souligner particulièrement que le CEG Nanisana dispose de 100 enseignants, un chiffre tellement éloigné de la moyenne qui est de 48 enseignants par établissement.

4.2.5 L'âge des enseignants

On peut présenter à partir de l'histogramme suivant, la répartition de tous les enseignants des CEG sous tutelle de la CISCO Antananarivo Renivohitra selon leur âge.

Graphique N°13 : Répartition par âge des enseignants des CEG sous tutelle de la CISCO Antananarivo Renivohitra



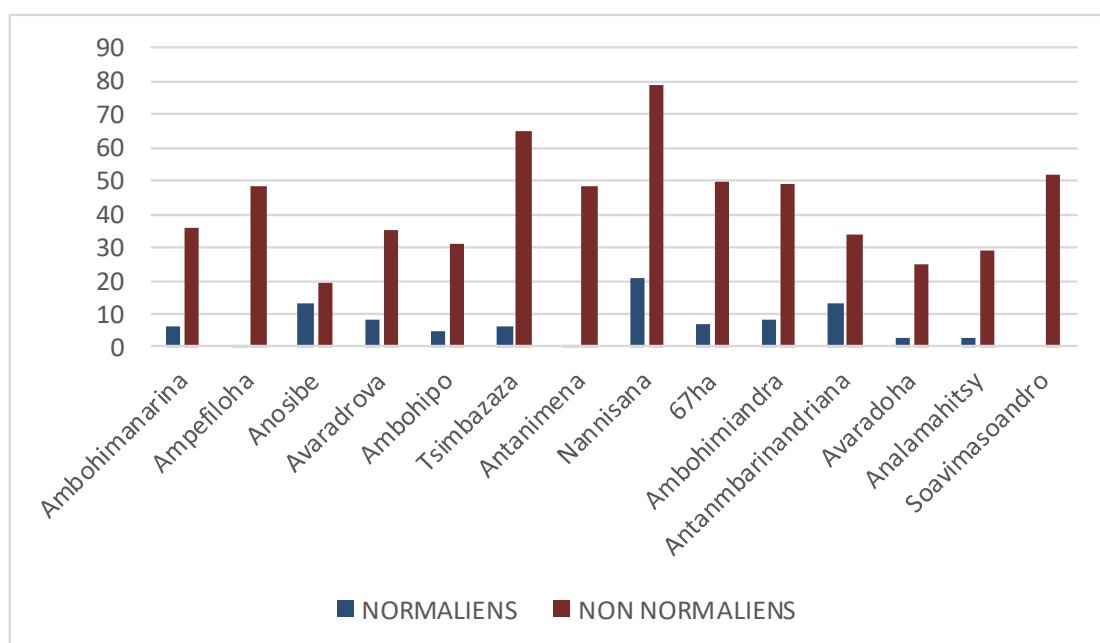
Source : enquête personnelle 2017

La classe modale, c'est-à-dire la tranche d'âge qui tient le plus grand effectif renferme les enseignants âgés de 30 à moins de 40 ans. Cette tranche représente 35 % de tous les enseignants au niveau de la CISCO. Par ailleurs on peut estimer que plus 80% des enseignants sont âgés de plus de 30 ans. Mais peut-on dire que plus les enseignants sont âgés, plus ils auront de l'expérience professionnelle et pédagogique.

4.2.6 l'importance des enseignants normaliens

Nous allons présenter dans le graphe ci-après la proportion des enseignants qui ont suivi une formation dans les écoles normales. Il y a lieu de prendre en considération ce fait car les normaliens devraient avoir des compétences et connaissances pédagogiques en matière d'enseignement.

Graphique N° 14 : Histogramme des effectifs des normaliens



Source : enquête personnelle

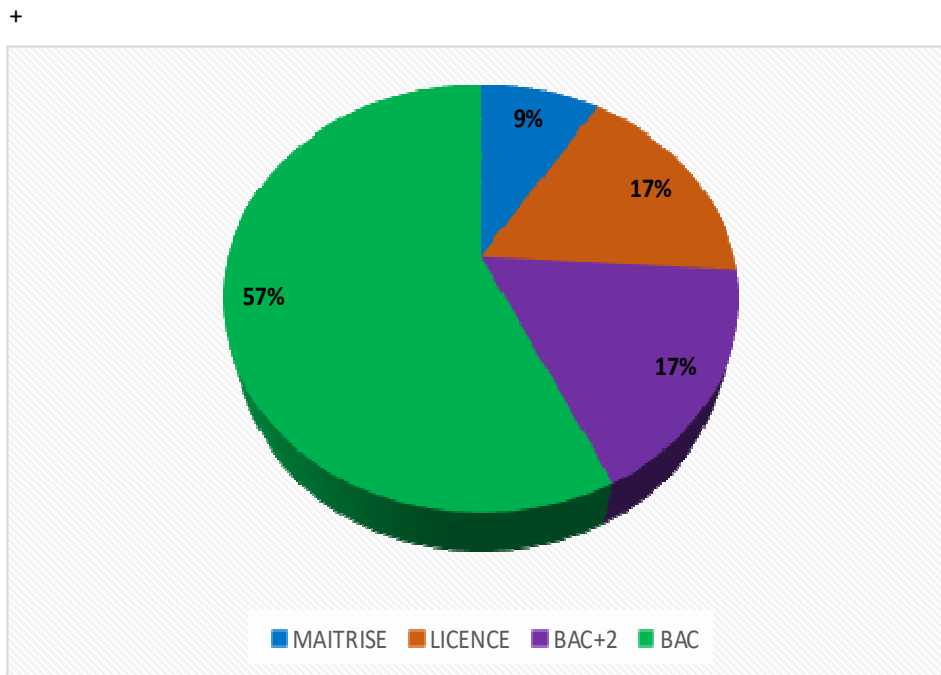
Le CEG Nanisana est le premier qui en détient le plus important effectif en disposant au sein de son personnel enseignant, 21 normaliens. Vient ensuite le CEG Antanimbarinandriana avec 13 normaliens. Pour 6 CEG ils n'en possèdent que très peu de normaliens, et enfin pour les CEG Ampefiloha, Andranomena, Avaradrova et Soavimasandro les normaliens ne figurent pas dans la liste de leur personnel enseignant. La question qui se pose est la suivante : est-ce que le fait de disposer des enseignants peut influencer sur l'évolution des réussites au BEPC ?

4.2.7 Le niveau d’instruction des enseignants

Le niveau d’instruction pourrait constituer une variable déterminante de la réussite scolaire. Pour les CEG regroupés d’Antananarivo Renivohitra, on remarque la disprité des niveaux d’instruction des enseignants du CEG.

Nous présentons ci-après un graphique de la répartition de tous les enseignants selon les niveaux d’instruction

Graphique N° 15 : Distribution des enseignants selon les niveaux d’instruction.



Source : enquête personnelle

On peut voir sur ce graphe que 57% des enseignants sont diplômés du baccalauréat. En ajoutant à cette proportion ceux qui ont atteint les niveaux de baccalauréat +2, seuls 26% ont obtenu leur licence ou maîtrise. On remarque que la durée de formation des futurs enseignants du collège après des Centres de formation pédagogique est de deux ans, et pour y être admis, il faut au moins avoir le diplôme de baccalauréat.

4.3 LA QUALITE DE LEADERSHIP ET L’ORGANISATION ADMINISTRATIVE

4.3.1 Prise de décision sur les objectifs pédagogiques

Pour s’assurer de la conformité au programme officiel il est toujours nécessaire de faire la confrontation avec les consensus des travaux pédagogiques résultant des réunions, des formations des directeurs, des Directeurs Adjoints et des Responsables Pédagogiques par discipline.

Aussi, afin de l'amélioration des résultats de fin d'année scolaire, le bon leader doit se soucier de la nécessité de la réduction du taux d'abandon et du taux de redoublement. La convention collective entre le personnel administratif et le personnel enseignant érige un contrat programme pour la réussite scolaire. Ce que pensent en général les directeurs des CEG lors de l'enquête que l'on avait adressée au chef d'établissement.

D'autres leaders se posent aussi d'autres questions : comment rappeler aux enseignants qu'ils se doivent être capables de maîtriser leur enseignement notamment en ce qui concerne la matière à enseigner, et surtout pour que celle-ci soit accessible et assimilable aux élèves, ils soulignent par ailleurs l'encadrement des enseignants en difficulté en vue de l'amélioration des résultats scolaires.

Les directeurs ont parlé des échanges entre les enseignants aussi bien intra-établissement (EPE) qu'inter-établissement (EPIE). Cette méthode permet aussi d'aider certains enseignants en difficulté, car on peut dire que les formations pédagogiques des enseignants ne sont pas homogènes vu leurs différents statuts ; normaliens, contractuels, enseignants FRAM, etc. On rappelle que les objectifs finaux étant toujours le rehaussement des taux de réussite en classe supérieure et à l'examen officiel.

Un directeur a voulu aussi souligné la théorie de « répartition des élèves » qui consiste à faire la répartition des élèves par compétence, ce qui permet d'affecter les enseignants expérimentés aux classes faibles et vice versa. Selon les directeurs, la qualité de l'enseignement dépend des aptitudes pédagogiques, capacités et compétences.

Enfin en matière de pédagogie, il faut que les enseignants appliquent efficacement les supports pédagogiques comme la maîtrise des fiches de préparation, l'utilisation de matériel didactique et surtout la disposition à faire face à un cas spécifique. Pour un directeur qui a répondu à l'enquête, il a attribué ce rôle au Directeur Adjoint.

4.3.2 Pour quels motifs le leader consulte les enseignants ?

En sociologie des organisations les principaux objets concernent la prise de décision et la coordination des activités pédagogiques et administratives. Toutefois il ne faut pas oublier la théorie sur la gestion des conflits. On peut considérer trois domaines : la pédagogie, le social et l'administratif

Tout d'abord en pédagogie le leader doit associer les enseignants à toutes les activités de l'organisation interne : comme le social, l'emploi du temps et le cas de difficulté comme le problème de gestion de l'insuffisance des enseignants, où il faudrait se répartir les heures d'enseignement non couvertes, ou faire recours aux enseignants FRAM.

Pour un cas de gestion de conflit avec un enseignant ou un personnel, un leader explique qu'avant d'adresser une demande d'explication il faut mettre au courant l'intéressé. En plus il faut écouter les explications données par les enseignants, instaurer un recoupement de ses réponses, vérifier la véracité de ses explications et confronter ses explications. Et le répondant confirme le fait qu'il faut toujours impliquer les enseignants au problème de l'administration financière et de gestion du personnel.

Des ateliers de concertation seront aussi nécessaires, entre autres, l'élaboration du calendrier annuel des activités scolaires. Cette concertation permettra de faire le dispatching des rôles entre les enseignants pour qu'ils aient des responsabilités bien définies. Selon un autre leader, la consultation des enseignants est ouverte quand il y a décision d'amélioration ou d'organisation. En effet, si les enseignants sont responsables d'une activité, il faut bien comprendre son comportement personnel, l'esprit d'équipe et la possibilité de son implication dans les cours de soutien gratuit. Toutefois, pour un leader, il s'avère incontournable de se référer toujours aux textes avant de prendre des décisions d'implication des ressources humaines.

Le processus d'élaboration du PTA et la gestion du budget met en place une entité chargée du programme d'emploi qui doit être signé par le responsable des enseignants, des élèves et de l'économe. Les cosignataires des chèques sont au nombre de deux personnes au minimum, désignées par l'assemblée générale, pour le principe de « transparence ». A titre d'exemple, à propos des moyens d'attirer l'attention des élèves, il faut consulter les enseignants pour décider sur les achats et acquisitions de matériels pédagogiques comme les livres et les matériels nécessaires à acheter.

Dans la pratique, il faut solliciter l'avis et l'implication des enseignants dans la vie réelle de l'établissement. On se partage les responsabilités et on veut mettre une synergie en vue d'atteindre l'amélioration du taux de réussite

4.3.3 tendances des opinions des enseignants ?

Selon les réponses des directeurs sur les tendances, un bon leader doit savoir écouter les explications données par les enseignants et instaurer un système de recoupement des réponses. En effet, il faut vérifier la véracité de leurs réponses et confronter les explications par rapport au contexte scolaire.

Sur la pédagogie, les enseignants insistent souvent sur l'utilisation de matériels didactiques et pédagogiques comme les livres et les fichiers informatiques, les vidéoprojecteurs, car cela permet le relèvement de la culture générale et pédagogique des élèves. D'autant plus

qu'à l'heure actuelle, les élèves des CEG publics veulent trouver leur place dans le processus d'application des apports de la NTIC. Toutefois, il incombe aux enseignants de proposer les moments opportuns pour réaliser les cours de rattrapage par rapport à l'Emploi du temps.

Il faut aussi impliquer les enseignants dans l'élaboration des disciplines et règlements intérieurs car ce sont eux qui vont appliquer les textes auprès des élèves, avec le concours du personnel administratif et de soutien éducatif comme les surveillants. Il est impératif de demander les opinions des enseignants sur l'application de la discipline. L'un des points essentiels sur la nécessité de connaître les opinions des enseignants consiste à la non-violence et à la maîtrise des élèves dans la salle de classe. Cette considération mérite une attention particulière selon les directeurs, car certains enseignants jeunes ou ayant peu d'expérience sont confrontés souvent à des châtiments corporels incontrôlés qui sont interdits en classe et ne sont même pas correctifs.

Sur les activités extrascolaires, on demande directement les idées des enseignants, à titre d'exemple : Que faire, comment et quand faire pour l'application de l'école verte ? Quelles sont les dates opportunes pour réaliser les EPE, les voyages d'études, etc. Pour raffermir la convivialité entre les enseignants, le personnel administratif et les élèves, le leader pense qu'il est toujours nécessaire de demander l'avis des enseignants.

4.3.4 Regroupement annuel des chefs d'établissement

Chaque année, la CISCO d'Antananarivo Renivohitra organise un atelier de regroupement de tous les chefs d'établissement niveau collège. L'année 2017, cet atelier s'est tenu à Nosy Be du 07 août au 16 août 2016. Le Responsable pédagogique niveau collège de la CISCO représente le Chef CISCO dans cet atelier annuel dont les objectifs sont :

- Uniformiser les activités entreprises au sein des CEG regroupés de la CISCO
- Améliorer les taux de réussite aux examens de passage et officiels.
- Renforcer la performance de l'équipe pédagogique
- Elaborer le PTA de la prochaine année scolaire
- Renforcer la capacité de gestion de la pédagogie et de l'administration des directeurs des collèges
- Consolider la discipline.

Au terme de l'atelier, la prochaine rentrée devrait être bien préparée notamment au niveau du planning de toutes les activités. Les différents livrables comme le PTA, le film annuel des établissements est validé par la CISCO.

4.4 MOTIFS D'ABSENCE OU RETARD ET REGULARISATION

Nous allons rapporter ici des motifs relatifs aux retards/absences des enseignants et les régularisations qui incombent à ces derniers. Selon les leaders, il est nécessaire de récupérer les cours non effectués pour différentes raisons qui sont d'ordre essentiellement social.

4.4.1 Motifs des absences de l'enseignant

Les maladies personnelles de l'enseignant ou des membres proches de leurs familles, pouvant être justifiées par des bulletins de consultation constituent les principaux motifs de l'absence des enseignants à leur cours. On peut aussi citer selon nos répondants, à des événements familiaux comme les décès des membres de la famille ou des amis proches qui entravent le déroulement des cours. La vie en société est soumise à certaines normes et valeurs sociales qui sont respectés par les membres de cette société, et ce fait constitue ainsi une raison qui empêche les enseignants à exécuter leurs tâches.

La fréquence de ces événements devient ainsi des motifs qui s'accumulent pour diminuer les heures de cours que devront passer les enseignants avec les élèves. Des événements qui risquent d'avoir des conséquences négatives sur les cursus éducatifs des élèves. Par ailleurs, les directeurs enquêtés ont parlé aussi que d'autres motifs comme les affaires au tribunal, à l'administration des domaines et de la topographie, ainsi que les assistances à des événements de mariage et de fiançailles, ... deviennent de plus en plus des motifs d'absence des enseignants.

En comptabilisant ces heures de suspension des cours au niveau des CEG, on a constaté que cela peut constituer des heures importantes pouvant avoir des impacts sur la vie des élèves dans les établissements publics. Il paraît que les motifs acceptés pour l'absence sont très nombreux et devront être pris au sérieux.

4.4.2 Sanctions des enseignants en cas de retard/absence

En cas de retards abusifs, des sanctions peuvent être prononcées à l'endroit des enseignants : information verbale, avertissement, demande d'explication si sans motif. Il s'agit dans la pratique d'avertissement verbal ou d'avertissement écrit suivi d'une demande d'explication. Si en cas de répétition on procède à une sanction verbale puis un rattrapage ; c'est-à-dire des séances de rattrapage seront programmées pour essayer de combler aux heures des séances non effectuées.

Actuellement, le MEN a mis en place des fiches de contrôle des absences non motivées au sein de chaque établissement. Chaque établissement fait un rapport hebdomadaire relatif à cette absence et retard non motivés et c'est au tour de la CISCO qui envoie le rapport au niveau du DREN. Les enseignants faisant objet d'absences répétitives seront convoqués par le Ministère de la Fonction Publique pour le Conseil de Discipline.

Pour un enseignant, le retard de plus de 15 mn est considéré comme une absence et il peut être sanctionné à une demande d'explication aux retards excédentaires. Selon un directeur auquel nous avons eu un entretien, informe qu'en comptabilisant les retards, les enseignants ayant 2 h de retards surveilleront les élèves retenus en colle.

Pour les absences des enseignants, toute absence fait l'objet de rattrapage, c'est-à-dire l'organisation de séances ultérieures afin de pouvoir récupérer les heures perdues. La plupart des directeurs ont répondu que « toute absence signifie rattrapage ». Par ailleurs si l'absence est sans motif, on procède tout d'abord à un avertissement verbal, avant d'exiger un avertissement écrit suivi d'une demande d'explication en cas de récurrence. Les séances de rattrapage sont donc obligatoires et seront équivalents à la durée de l'absence à la classe où ils sont absents.

Le souci de penser à des sanctions signifie que le leader prend ses responsabilités vis-à-vis des irrégularités sur les comportements des enseignants. Les directeurs confirment que tout système administratif et d'organisation doit prévoir des mesures de régularisation et parfois de sanctions.

4.4 .3 Sanctions des élèves

Pour les sanctions destinées aux élèves, les interlocuteurs à l'enquête sur les CEG ont signalé que les absences de longue durée sans motif signifient l'exclusion à la fin de l'année scolaire. Au bout de trois retards, on donne un point de pénalisation. On peut aussi infliger la verbalisation s'il y a une répétition et on procède à la convocation des parents. Toute absence non motivée fera l'objet de convocation des parents, pourtant trois retards successifs nécessitent aussi une convocation des parents. Les retards des élèves sont non acceptés si l'emploi du temps est prévu débiter à 9h et à 14h sauf s'il y a une autorisation des parents. Plus de 30mn de retard, les élèves doivent attendre l'heure suivante pour entrer. Comme dit auparavant, avant d'infliger des sanctions assez fortes, il y a d'abord l'avertissement verbal en donnant des conseils, et c'est par la suite qu'on convoque les parents. Il y a une certaine atténuation car d'un point de vue psychopédagogique, il est

préférable de conscientiser d'abord les enfants avant de prescrire la convocation des parents.

D'autres mesures prises par l'établissement consiste à exiger à l'enfant en retard ou souvent absent de copier les leçons ou les exercices du cours qu'il n'a pas assisté. Selon les déclarations d'un surveillant général, après la troisième absence, l'élève doit être accompagné de l'un de ses parents à chaque fois qu'il sera absent. Tous règlements et disciplines doivent être bien écrits en noir sur blanc dans le carnet de correspondance et dûment signé par les parents d'élèves et l'élève lui-même.

CHAPITRE 5 : LA MOTIVATION DES PARENTS, ET LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

5.1 CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES PARENTS

Nous avons choisi au hasard respectivement 15 parents d'élèves au CEG Antanimbarinandriana et 15 au CEG 67HA Betsimitatatra à partir d'une liste élaborée au sein du personnel administratif. L'objectif étant de mener des enquêtes purement qualitatives pour essayer de connaître et de comprendre leurs attitudes et pratiques en matière de suivi et d'encouragement des enfants. L'enquête n'est pas ainsi destinée à des fins d'inférence mais seulement à la connaissance des métiers pratiqués par les gens dans le secteur informel en milieu urbain.

5.1.1 Le petit commerce formel ou non

Des entretiens avec certains personnels administratifs nous ont informé que la plupart des parents dans les deux CEG échantillons pratiquent des petits métiers dans le secteur informel, c'est pour cela qu'ils disent que ce dernier constitue une soupape de sécurité pour les sans emploi en ville.

Dans le commerce les parents sont occupés à des activités parfois informelles comme le petit commerce au bord de la rue, l'épicerie, le commerce ambulant, etc. On peut citer par exemple le cas d'un marchand de légumes à Anosibe. Elle doit se lever très tôt à l'aube pour l'approvisionnement en produits livrés par les paysans des zones périphériques. Elle se déclare qu'elle ne peut pas assurer le suivi de l'étude de son enfant, car elle doit travailler très dur si elle veut assurer les besoins de ses trois enfants dont l'un étudie au CEG Antanimbarinandriana. Ces types de ménage à faible revenu se déclarent en général dans une situation difficile et semblent laisser leurs enfants être livrés à eux-mêmes dans leurs parcours scolaires. Mais elle insiste sur le fait qu'elle travaille aussi dur pour que ses enfants réussissent et obtiennent au moins le diplôme de baccalauréat. Elle n'arrête pas de conscientiser ses filles pour cela.

Une femme travaillant comme marchand/échangeur ambulant raconte sa vie professionnelle très occupante et accablante. Elle parcourt toutes les ruelles de son choix pour essayer d'échanger des articles usés ou des vêtements avec des ustensiles de cuisine achetés auprès des marchands « karana » (indo-pakistanaï) ou chinois.

Selon nos interlocuteurs, il paraît que de nombreux parents pratiquent l'épicerie et les gargotes et arrivent bien tant bien que mal à obtenir des revenus moyens et stables. Et en

général, ils peuvent subvenir aux besoins des enfants en matière d'éducation et d'équipements pédagogiques. A titre d'exemple, un épicier de PPN à Ambalavao Isotry, gagne environ par jour un bénéfice net estimé entre 12.000Ar et 20.000Ar/jour. Il a atteint un niveau de la classe terminale et sa femme a obtenu son BEPC, un contexte qui leur permet de suivre l'étude de leur enfant qui étudie au CEG Ampefiloha.

Le cas des bouchers peut être aussi assimilé à la classe sociale des épiceries-bars. Un boucher implanté à Ambalavao Isotry gagne un revenu net estimé entre 30000-50000Ar/jour et se montre très fier de pouvoir procurer à son enfant une tablette numérique pour supporter pédagogiquement ce dernier.

5.1.2 Les petites activités artisanales improvisées

Il s'agit d'activités où l'on formait des formations sur le tas, c'est-à-dire qu'on pratique tout de suite dès l'apprentissage encadré par un aîné. C'est pour cela que certains mécaniciens, électriciens, ferrailleurs, maçons deviennent des professionnels sollicités par les usagers. Ce genre de métier occupe une large part des types de métiers des parents d'élèves.

Un entretien avec une femme sans emploi, épouse d'un soudeur électrique nous a fait connaître que son mari a commencé avec un apprentissage sans rémunération dans un petit garage de quartier, et maintenant il détient son propre atelier de constructions d'ouvrages métalliques. Pour une famille habitant à Manarintsoa Isotry dont le père est un mécanicien travaillant dans un atelier de réparation de voitures à Ampefiloha, gagne un salaire de 160000Ar/mois plus des pourboires qu'il gagne journalièrement par les services de dépannage et déplacement.

A l'heure actuelle, les ménages urbains qui disposent d'un certain revenu régulier déclarent qu'ils s'efforcent dans la limite de leur possibilité de financer la scolarisation de leurs enfants, car eux-mêmes ils se sentent dans une position très défavorable de n'avoir pas pu aller plus loin dans les études scolaires.

A Ambalavao Isotry, un chauffeur-proprétaire de taxi qui gagne environ 60.000Ar/jour ouvrier, marié à une épicière ayant un bénéfice de 15.000 à 30.000Ar/mois, sont disposés à soutenir l'éducation de leurs enfants même si ceux-ci sont prêts à aller au niveau le plus haut possible. Pour eux, ils ne peuvent pas créer de l'héritage matériel, et c'est pour cela que ces parents d'élèves veulent s'investir à fond dans la capitalisation intellectuelle.

5.1.3 Les salariés et les professions stables

Les parents salariés qui enseignent leurs enfants dans les CEG sont constitués des fonctionnaires moyens et des employés et travailleurs du secteur privé qui reçoivent des revenus stables. Selon nos interlocuteurs auprès du bureau de surveillance du CEG Antanimbarinandriana ces types de parents sont très motivés dans le suivi éducationnel et l'appui à l'acquisition des matériels pédagogiques pour leurs enfants. Il paraît que la plupart des parents salariés aimeraient contacter des enseignants pour dispenser des cours particuliers à leurs enfants.

Les rapports issus de nos entretiens avec les parents confirment ces propos. La philosophie de ces parents s'explique par le fait que, leur catégorie socio-professionnelle ne leur permettant pas de construire des maisons ou d'acheter des biens mobiliers, ils préfèrent ainsi investir dans l'éducation de leurs enfants. A Ambalavao Isotry, un cadre supérieur qui travaille dans une société privée dont le salaire est de l'ordre de 350.000ar/mois, marié à une gargotière de niveau baccalauréat, s'adonnent de toutes leurs forces et moyens à l'éducation de leurs enfants.

Cette volonté délibérée s'explique par les dépenses financières allouées à l'éducation de leurs enfants et le suivi de leur éducation. D'autant que les niveaux d'instruction de ces parents leur permettent largement de suivre de près le cursus scolaire.

Il s'avère nécessaire de mentionner les fermes volontés des fonctionnaires comme les enseignants, les cadres moyens et les employés de l'administration qui expriment une ferme motivation d'éduquer leurs enfants et surtout d'atteindre le but ultime qui n'est que les réussites aux différents niveaux d'examen officiel.

5.2 ATTITUDES ET PRATIQUES DES PARENTS EN MATIERE DE SCOLARISATION

Nous allons rapporter ici les transcriptions de notes de recherche catégorisés selon le niveau socio-économique des enquêtés. On rappelle qu'on considère trois types de ménage. Tout d'abord on parle des ménages en situation difficile ou vulnérables, ensuite la classe moyenne englobant les fonctionnaires et employés dans le secteur privé ou des travailleurs indépendants à revenu stable. Dans cette catégorie, il y a aussi les métiers artisanaux ou les activités improvisées dans le secteur informel. Vient à la fin, la classe de ceux qui disposent de revenus assez importants lorsque les chiffres d'affaire prospèrent comme les gargotiers, les épi-bars, les chauffeurs de taxi propriétaire.

5.2.1 la motivation des parents par rapport aux moyens

On rapporte entre autres le cas d'un parent d'élève au CEG Antanimbarinandriana qui est marchande de légumes au marché de Mahamasina.

Pour beaucoup de parents, le problème de revenu est le premier obstacle évoqué sur le processus de scolarisation de l'enfant. Le ménage ne dispose pas de rentrée d'argent suffisante et n'arrive pas à prendre en charge les frais d'inscription et les frais de scolarité. Toutefois cette femme parle du cas de leur premier enfant qui a pu obtenir une bonne situation après les études faites. Et notre interlocuteur a conclu l'entretien en ces termes : dans le contexte de pauvreté actuelle, l'insuffisance de revenu des parents les empêche fatalement à l'envoi leurs progénitures à l'école. Elle a ajouté qu'une fois sortie de l'école, ses enfants viennent la rejoindre au marché pour vendre des légumes.

Pour une femme lessiveuse, épouse d'un docker dans le marché des produits locaux d'Anosibe, qui aurait été contrainte d'arrêter la scolarisation de sa fille ainée qui a eu beaucoup de difficulté en classe. Elle dit que le problème de l'argent est là, mais elle a ajouté que maintenant sa fille peut faire le métier de lessiveuse comme la sienne. D'autant plus que peut-être bientôt elle pourrait se marier. Nous l'avons rencontrée à l'école pendant la récréation apportant du pain et du beignet à son autre fille en classe de sixième qui selon elle n'a rien mangé avant d'aller à l'école. Elle dit que sa cadette est brillante en classe et elle est sûre de sa réussite.

5.2.2 La motivation relative au suivi de l'éducation

Concernant la motivation relative au suivi de l'éducation, un parent d'élève, une femme « mpanera trano » ou courtier de biens immobiliers, dit qu'elle sort le matin et ne revient à la maison que très tard dans la soirée. Cette situation lui empêche d'avoir du temps à consacrer au suivi de l'éducation des enfants. Alors que ce parent d'élève est convaincu qu'il faut suivre et contrôler les enfants pour qu'ils fassent leurs devoirs et apprennent leurs leçons à la maison. Par ailleurs, le père des enfants prend part aussi à la surveillance de l'apprentissage de l'enfant, car il souhaite que ses enfants réussissent dans les études pour devenir quelqu'un dans la vie.

Un entretien avec une femme sans emploi, épouse d'un soudeur électrique, devant 4 autres hommes qui ont assistés aux discussions, a axé la discussion principale sur le comportement du père qui s'impose à son garçon de quitter très tôt l'école, car il pense que son enfant doit apprendre dans le tas et poursuivre son métier. La femme avance l'idée qu'il est nécessaire d'évoquer ou d'interpeller les pères devant les instances qui s'occupent

de la protection de droit de l'enfant. Parmi les hommes qui ont assisté à cet entretien, un père de cinquantaine dit qu'il est nécessaire que les garçons apprennent des métiers pratiques comme la soudure électrique, la mécanique car à l'heure actuelle, même si les jeunes sont diplômés, il est très difficile de trouver de l'emploi.

Les autres hommes ont parlé aussi de la corruption et du népotisme dans le domaine du marché du travail et du recrutement, c'est pour cela qu'il faut apprendre des métiers pratiques aux jeunes enfants. Un propos qui favorise le décrochage scolaire surtout au niveau des collèges. Le plus âgé enfonce le clou en disant que les « boys-kely », ou les petits garçons devront suivre leur père aux chantiers ou ateliers, et deviennent des apprentis-stagiaires, c'est-à-dire de la main d'œuvre gratuite ou aide familiale.

5.2.3 La motivation des enfants

La motivation est un sujet qui préoccupe des psychopédagogues et beaucoup de chercheurs en sciences de l'éducation. La motivation a fait l'objet de nombreux travaux (articles scientifiques, conférences, thèses et mémoires). Tous sont d'accord pour dire qu'« on apprend mieux quand on est motivé. » On ne peut pas espérer la réussite sans motivation des apprenants. Beaucoup de chercheurs en sciences de l'éducation comme en psychologie ainsi que des enseignants s'intéressent à la motivation scolaire

Pour le cas d'une femme travaillant comme marchand/échangeur ambulant, elle semble accuser ses enfants en disant qu'elle en a assez de la scolarisation. Même si l'on avait disposé de l'argent pour enseigner les enfants, elle n'a trouvé que des résultats négatifs chez ses enfants. Heureusement qu'ils ont pu apprendre à lire et à écrire et c'est l'essentiel. Toutefois, cette femme raconte qu'elle n'a jamais eu le temps de suivre l'éducation de ses enfants. Elle ne se soucie pas de cette action sociale car elle-même est convaincue que les enfants dans les bas quartiers ont leur propre culture et ne sont pas doués à l'éducation à l'école.

Par contre on peut se rapprocher d'une théorie de motivation basée sur le concept « *need for achievement* » en s'appuyant sur deux raisons principales à savoir : « tout d'abord, l'individu a besoin de se prouver lui-même qu'il est compétent, et ensuite il a besoin de prouver aux autres qu'il est compétent et qu'il fait partie des meilleurs. »

Selon la mère d'une jeune fille en classe de 4ème au CEG 67ha, elle veut prouver aux autres que sa fille est compétente et qu'elle fait partie des meilleurs. Les parents n'ont pas besoin de lui rappeler d'aller à l'école car elle est déjà motivée puisqu'à tout prix elle veut réussir, selon ses répliques. Parfois, elle demande auprès des parents ou de son aîné

des explications sur les leçons et les apprentissages qu'elle n'a pas bien compris. Lors du dernier examen de passage de la classe de 5ème en classe de 4ème, elle a obtenu le premier rang. D'habitude elle se range parmi les trois premiers de sa classe depuis son cursus scolaire.

Concernant l'acquisition des matériels et fournitures pédagogiques recommandés par le collège au début de l'année, ce sont les parents qui les achètent. Pourtant, au cours de l'année scolaire, lorsqu'il a des besoins propres en moyens comme des livres ou des supports pédagogiques, c'est elle qui exprime sa demande à ses parents.

5.3 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET MOTIVATION DES PARENTS

Normalement les parents et la communauté en général ont leurs rôles à jouer et missions à accomplir dans le processus de scolarisation des enfants. Certes, au foyer les parents sont les premiers responsables des comportements et des pratiques de l'élève, toutefois des voisins et d'autres membres de la famille peuvent participer ou influencer, directement ou indirectement à l'encouragement de l'enfant à se motiver pour sa propre réussite.

5.3.1 suivi de l'éducation au foyer, un problème de disponibilité en temps

Un entretien avec un couple constitué de deux marchands au bord de la rue à Ambalavao Isotry, un quartier populaire de la capitale, nous a permis de connaître certaines pratiques des parents quant à la scolarisation des enfants. Le mari, âgé de 47 ans, vend des oignons, de l'ail et des gingembres tandis que sa femme, 42 ans, étale des livres d'occasion sur un petit périmètre du trottoir. Leur domicile se trouve à Antohomadinika, un autre quartier populaire pas trop éloigné de leur lieu de commerce, selon leurs dires. Ils sont locataires d'un logement de deux chambres avec une cuisine à l'extérieur.

Ces activités classées dans le secteur informel leur permettent de gagner par jour 6.000 à 10.000 Ariary pour le mari et 6.000 à 12.000 Ariary pour sa femme. Ils ont 5 enfants dont le premier travaille déjà et n'est plus à leur charge. La seconde, une jeune femme, s'est mariée à 17 ans après avoir échoué au BEPC. Parmi les trois enfants deux vont encore à l'école tandis que le dernier n'est pas encore à l'âge de fréquenter la structure scolaire.

Leur deuxième fille âgée de 16 ans étudie au CEG 67ha et est en classe de 4ème. En demandant à la mère s'il suit les travaux de l'enfant à la maison, elle a refusé catégoriquement, qu'elle et son mari n'ont pas de temps pour cela. Ils devront sortir tôt de la maison pour ne rentrer que très tard dans la soirée pour leur activité économique. Le

niveau d'instruction du père de famille est la classe du CEPE sans l'obtenir et la femme a atteint le niveau de 3ème. Elle répond qu'elle connaît à peu près les leçons et le devoir de sa fille mais le problème c'est qu'elle n'a pas de temps à consacrer à cette activité. Elle ajoute qu'elle devrait aussi assurer le bazar, l'approvisionnement et la cuisson et se sent très fatiguer et va se coucher après le repas du soir. C'est pour cela qu'elle ne peut pas voir et contrôler les travaux de l'élève à la maison.

Concernant le père de famille, son niveau d'instruction (T5) ne lui permet d'assurer le suivi de l'éducation de son enfant en tant qu'élève au niveau du CEG. D'autant plus que la soirée du père est souvent passée auprès de ses amis ou voisins au coin d'un petit bar du quartier.

5.3.2 Suivi de l'éducation au foyer, et niveau d'instruction des parents

Nous présentons dans cette note de transcription le comportement des parents d'une élève major de classe. En matière de niveau d'instruction, la mère dispose d'un niveau d'instruction supérieur (DTS EN GESTION), une caractéristique pouvant lui permettre de suivre de près l'étude de leurs enfants. Et sans réserve, la dame a affirmé qu'il peut suivre de près les leçons et les devoirs de l'enfant, mais faute de temps, elle ne peut plus assurer un suivi systématique comme elle en avait fait lorsque cette fille était encore en classe primaire.

En plus, elle discute souvent avec sa fille concernant les activités en classe et les problèmes éventuels qui pourraient exister. Pour avoir plus de sérénité dans ses études, la femme a déclaré qu'on a réservé une chambre personnelle pour chaque enfant, et elle confirme que ce fait aide beaucoup les élèves dans leur recherche, d'autant plus qu'elles peuvent avoir accès à des livres et à certains documents audio-visuels.

Pour une autre femme une épicière de 38 ans à Ambalavao Isotry, mais habitant à Itaosy, un trajet qui nécessite la prise d'un trajet de bus de transport urbain, elle veut expliquer la motivation scolaire des enfants par l'accès des enfants aux moyens matériels. Elle est mariée à un cuisinier salarié à l'Hôtel Carlton, un établissement hôtelier de cinq étoiles au centre de la capitale. Ils ont trois enfants qui sont tous scolarisés dont le premier enfant fréquente le Lycée moderne Ampefiloha (un lycée public), le second enfant, une fille de 13 ans, classe de 4ème au CEG Ampefiloha et le dernier enfant étudie dans un établissement privé.

Les conditions de vie de ce ménage peuvent être catégorisées dans la classe moyenne plus aisée, car bénéficiant d'une maison en héritage, ce ménage ne paie pas de loyer, et par

ailleurs les parents reçoivent des revenus stables et assez élevés. Mais tout d'un coup, elle tient à expliquer les raisons pour lesquelles les parents ont choisi d'envoyer l'enfant étudié dans un CEG public.

La première raison consiste au fait que les établissements publics comme les CEG se conforment au programme officiel arrêté par le MEN. Par ailleurs, ces parents font entièrement confiance aux enseignants fonctionnaires recrutés selon leur diplôme et leur expérience, alors que le processus de recrutement des enseignants au niveau de certaines écoles privées ne rassure pas les parents : diplôme non adéquat par rapport au niveau requis ou manque d'expérience pédagogique. La mère fait un rappel sur le parcours primaire de la jeune fille qui étudie actuellement au CEG Ampefiloha, en soulignant que celle-ci a fréquenté un établissement privé avant d'être admise en classe de 6^{ème}.

5.3.3 Suivi et correspondance à l'école

En demandant à une femme la responsabilité des parents au suivi et à la correspondance à l'école, notre répondant affirme qu'elle ne connaît pas vraiment ce qu'elle doit faire à l'école puisque leur fille est déjà assez grande pour rejoindre l'école et rentrer à la maison. Cependant lorsque qu'il y a des convocations des parents, c'est la femme qui va consulter le personnel administratif ou l'enseignant selon le cas. Et c'est elle qui s'occupe aussi des signatures qu'il faut apposer sur le carnet de correspondance ou sur le bulletin de note.

Y a-t-il un traitement spécial de l'élève concernant par exemple l'éventualité d'une chambre particulière pour l'élève ? Questionnée sur ce sujet, la mère a répondu que c'est impossible puisque la famille de 5 personnes devra se partager les deux chambres qu'il peut louer en fonction du budget familial. Déjà le loyer mensuel est déjà très onéreux et la famille ne peut pas se permettre d'ajouter une chambre à part pour les élèves. En orientant le sujet de l'entretien sur les besoins en matériels pédagogiques et didactiques, la mère de famille affirme que « c'est à notre fille d'exprimer ses besoins et c'est à notre part de les acheter ou de lui donner les montants nécessaires. »

A propos du comportement de l'élève, la mère s'assure que leur fille est motivée et assidue. Elle va toujours à l'école pour assister aux cours et ne s'absente jamais ; et lorsqu'elle n'est pas en classe elle reste toujours à la maison, elle a l'habitude d'étudier au salon.

Mais il semble exister une certaine motivation téméraire de la part de certaines familles en situation difficile. Un marchand de maïs et de manioc cuits au bord de la rue veut persister

que leurs enfants devront étudier même si le ménage se trouve dans une situation difficile. Les deux parents sont unanimement d'accord pour envoyer nos enfants à l'école car eux-mêmes ils n'ont pu avoir de l'éducation. Même s'ils n'ont pas de temps matériel, ils s'efforcent toujours chaque soir de voir ce que font les enfants et de demander l'avancement de leur parcours. Pour cette femme elle tient à conclure que les enfants devront réussir dans leur cursus quel que soit la difficulté de la vie, car c'est la seule voie de la réussite dans leur vie future.

De même pour les propos d'un couple de receveur de bus et de femme de ménage, qui d'un commun accord, les deux parents admettent qu'il faut que les enfants réussissent dans leur éducation pour qu'ils soient en mesure de mener des situations de vie normale, c'est-à-dire, autonome et évolutive. Lorsque les enfants sont éduqués ils ne risquent pas d'être exploités par les autres, surtout par les patrons. La femme fait référence au comportement ingrat de son patron. Elle préfère même que leurs enfants passent plus loin au-delà du baccalauréat.

5.4. LES RAISONS DES CONTACTS ENTRE LE LEADER ET LES PARENTS, ET EVENTUELLEMENT LE FRAM

Le système d'organisation que les directeurs devront s'occuper, englobe à priori des activités pédagogiques. Pourtant d'autres domaines comme la construction ou l'entretien d'infrastructures, la mobilisation de fonds pour les projets autofinancés, la sortie des élèves et les préparatifs y afférents, et bien d'autres activités de gestion et de comptabilité des fonds propres et des éventuelles subventions. Par ailleurs, l'administration du collège est aussi chargée de l'organisation des activités parascolaires ou extrascolaires. Pour parvenir à la réalisation de leurs activités de leadership, les directeurs de collège font souvent appel l'intervention des parents ou de l'association des parents dénommée communément « FRAM »

5.4.1 Activités émulatrices et culturelles

Dans certains établissements, il devient une tradition de réaliser un évènement annuel de félicitations des meilleurs élèves de l'année pour les classes de 6ème, 5ème, 4^{ème} et 3è. Pour ceux qui sont inclus dans les 10 premiers au concours d'entrée en 2^{nde}, des cadeaux sont offerts publiquement devant les parents, les élèves et les personnels enseignants et administratifs.

Pour d'autres CEG, la procédure d'élaboration de la convention collective permet de déterminer le contrat-programme, le calendrier scolaire et les dates des évaluations et des devoirs surveillés, ... La réalisation des cours d'appui sont programmés en de rehausser les

niveaux des élèves, et particulièrement ceux qui obtiennent des notes au-dessous de la moyenne.

Dans un objectif d'améliorer les niveaux de culture générale des élèves, certains établissements organisent chaque année des sorties pédagogiques des élèves : voyages d'étude, déplacement sportif et artistique ou culturelle, il s'agit au leader et aux personnes chargées des activités culturelles et environnementales d'assurer la coordination et l'encadrement des élèves sur le terrain tandis que les parents s'impliquent activement dans le financement de certaines dépenses. Certains responsables des activités culturelles et environnementales arrivent même à organiser des activités de quête et de levée de fonds pour assurer les charges de déplacement, selon les déclarations de nos interlocuteurs.

5.4.2 Moyen de communication

On peut comprendre que systématiquement les parents d'élèves sont en communication permanente avec les responsables scolaires pour différentes activités. Au début le « carnet de correspondance » est utilisé sur des aspects pédagogiques, mais actuellement cet outil permet aux parents et aux autorités scolaires de se communiquer mutuellement. Par le biais de convocation des parents par le carnet de correspondance, les parents viennent à l'école pour discuter de différents sujets : matériels, pédagogiques extrascolaires, etc.

Certains collèges utilisent aussi le téléphone puisque qu'on peut connaître les numéros d'appel des parents dans le carnet de correspondance. Le système de communication entre l'école et les parents devrait être régulier ou permanent afin de stimuler la participation des parents sur la caisse de soutien. Cette caisse joue un rôle prépondérant, selon les directeurs d'école, car c'est elle qui prend en charge les dépenses occasionnées par les activités du collège. Pratiquement, il n'existe pas de subventions provenant du Ministère, et c'est avec le recours et la mobilisation des parents, par l'intermédiaire du FRAM, que les collèges peuvent se prétendre à faire des activités pédagogiques, matérielles et extrascolaires. On peut citer à titre d'exemple, la participation effective des parents dans les dépenses d'entretien de grands travaux comme la construction et la réfection des salles, les clôtures et les grilles de protection, et l'aménagement des terrains et aires sportives.

5.4.3 Entretien des infrastructures et des matériels,

En effectuant les devis de construction et d'entretien des infrastructures, on détermine pendant les réunions avec les parents le montant annuel des cotisations qu'ils devront payer. Il s'agit selon un répondant de la réparation et entretien des mobiliers, la

confection des tables bancs et l'achat des divers matériaux comme le ciment, les fers et les boiseries, etc.

Les activités parascolaires font aussi l'objet de financement, c'est pour cela qu'avant de prendre une décision sur la cotisation annuelle, il faut considérer l'opinion des parents. Il se peut aussi qu'il y a des besoins de financement nécessaire comme la commémoration de « jubilé », la participation des parents à la confection de T-Shirt ou de maillots pour la personnalisation du collège.

Un autre directeur rappelle qu'il faut considérer l'opinion des parents quand il y a grands travaux comme l'extension et les autres grands travaux au collège : clôture, infrastructures sanitaires, etc. Et de confirmer que la qualité de leader peut être aperçu et évalué sur ses capacités de mobiliser et de faire participer les parents au renflouement de la caisse de soutien. Et il continue qu'on peut aussi s'adresser à des ONG ou partenaires techniques qui peuvent participer au financement des infrastructures sanitaires comme les toilettes, ou d'autres constructions de petite échelle.

La qualité de leadership des CEG selon leur statut, ne doit pas se limiter exclusivement aux activités pédagogiques. Le plus difficile du profil requis à un directeur de CEG se situe à cette capacité de lier un système de partenariat de proximité avec les parents d'élèves. Plus cette relation est viable, plus les activités de l'établissement peuvent durer et les sources de financement deviennent aussi régulières.

Mais des questions se posent dans le cas où le contexte familial de certains parents ne leur permet pas de payer les cotisations annuelles. Et quelle sera la situation de l'élève vis-à-vis de l'administration et des autres membres du FRAM ? Est-ce que cette incapacité de ne pas pouvoir payer de « cotisation annuelle » ne risque-t-elle pas de constituer une cause de décrochage scolaire, fait remarquer un parent d'élève vendeur de légumes dans les proximités du marché d'Antanimbarinandriana ? Et la question peut se poser aussi au niveau national où l'implantation de cette « caisse de soutien » commence à devenir une formule contraignante pour les parents à faible revenu monétaire.

CHAPITRE 6 : ANALYSE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES

Dans ce chapitre nous allons essayer d'analyser les résultats de l'enquête par rapport aux postulats de cette recherche basée sur la vérification de deux hypothèses dont nous rappelons ici. Il s'agit tout d'abord de l'organisation pédago-administrative au niveau de l'institution « école », ensuite la participation des parents et de la communauté en général, au suivi et à l'accompagnement de l'enfant dans son parcours scolaire.

6.1. LES IMPACTS DE L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE ET ADMINISTRATIVE SUR LA REUSSITE SCOLAIRE

Nous voulons soutenir que la réussite scolaire ne se traduit pas exclusivement par l'observation d'un unique indicateur qu'est le taux de réussite au BEPC. D'autres variables liés à la qualité de leadership des dirigeants de collège devront entrer en jeu. On doit évaluer la qualité de la relation professionnelle au niveau des acteurs au niveau de l'institution scolaire comme le leader, les enseignants et le personnel administratif.

6.1.1 Organisation pédagogique et logistique à l'école

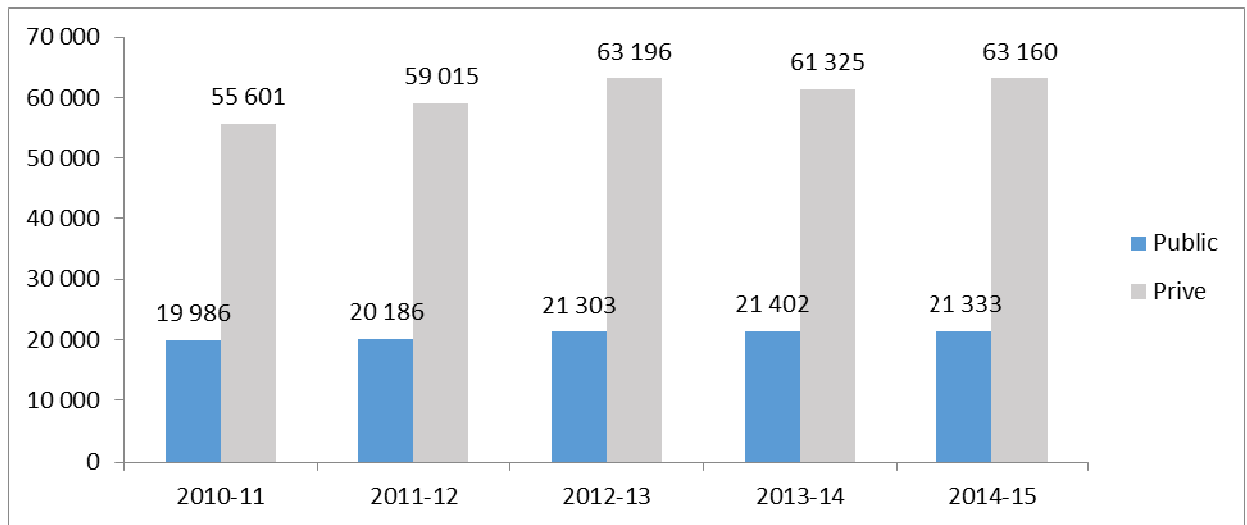
Pour un leader, l'organisation pédagogique ne peut pas se limiter exclusivement aux programmes d'enseignement objet de l'intervention des enseignants, ou au soutien du personnel administratif. Elle est aussi étroitement liée à la disponibilité matérielle et logistique, c'est-à-dire l'existence des salles de classe, des tables bancs, de la qualité des infrastructures, etc.

La première raison pour les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, c'est qu'ils apprennent le contenu pédagogique inspiré du programme scolaire officiel. Mais quid, de la qualité du service éducatif ainsi que les ressources consacrées à l'éducation ? Est-ce qu'ils répondent vraiment aux besoins de l'accès à l'éducation ?

La création de l'établissement scolaire nécessite l'équivalence entre l'offre et de la demande, telles que l'existence suffisante des enseignants par rapport aux élèves et la qualité des infrastructures pour accueillir les personnels de l'établissement ainsi que les élèves.

Concernant l'évolution des effectifs par secteur, il est à remarquer l'élévation du nombre des élèves dans les collèges privés par rapport à celui des publics. Le graphe ci-dessous confirme cette évolution.

Graphique N° 16 Evolution des effectifs par secteur dans la Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra de 2010-2011 à 2014-2015.



Source : Fiche Primaire d'enquête Année 2010 à 2015

D'après le graphe ci-dessus, il est constaté que les effectifs des élèves dans le collège public restent presque inchangés durant la période de 2010-2015. On a vu une légère croissance d'effectif avec un taux d'accroissement moyen annuel de 1,64%, à l'exception de la période de 2012-2013 pendant laquelle, cette croissance n'atteint que 0,07%.

L'effectif inchangé s'explique par l'insuffisance de la capacité d'accueil pour tous les collèges publics ; mais la croissance en 2012-2013 est due à l'augmentation du taux d'admission en 6^{ème} pour cette année.

Pour les collèges privés, l'alternance de croissance et de diminution des effectifs est constatée. Cela est prouvé avec un taux d'accroissement moyen annuel de 6,61% en 2010-11 à 2012-2013, puis une diminution de 2,96 % en 2013-2014 et enfin avec un accroissement de 2,99% en 2014-2015.

6.1.2 La réussite au BEPC

Le but essentiel de la scolarité des élèves du collège est la réussite au BEPC (Brevet d'Etude du Premier Cycle), c'est le diplôme de l'enseignement au collège obtenu après la quatrième année d'étude ou la classe de troisième.

Pour pouvoir accéder à l'obtention du diplôme BEPC ; les élèves, les enseignants et les parents devront subissent aux différents obstacles qui pourraient annuler la réussite. L'observation du poids de l'offre et de la demande permet à l'ajout de certaines opinions.

La qualité de l'enseignement dépend surtout des conditions de l'établissement (salles de classe bien aérées, dotation de matériels suffisants aux élèves et aux enseignants,

recrutement des enseignants compétents à transmettre leur savoir aux élèves, motivation des enseignants pour leur salaire,).

Les parents doivent trouver des solutions à l'étude de leurs enfants (financement des divers frais de scolarisation, vêtements confortables, nourriture propre et saine, établissement non loin du domicile...)

6.1.3 L'hypothèse de la complexité de la réussite scolaire

Ces propos semblent ainsi vérifier que la réussite scolaire dépend au niveau de l'institution « école d'un système d'organisation complexe où divers éléments devront être réunis pour asseoir une situation de bons résultats permanents et ascendante.

La capacité pédagogique des enseignants peut être le principal déterminant mais il faut, selon nos interlocuteurs, qu'ils s'arment de détermination et de motivation. En effet, devant le contexte de pauvreté, il paraît que certains enseignants n'arrivent pas à joindre les deux bouts en termes de salaire et devront s'adonner à des recherches de revenu d'appoint. Ce phénomène explique parfois la non disponibilité intellectuelle des enseignants vis-à-vis de la recherche pédagogique dans le sens de l'amélioration de la réussite scolaire.

Les infrastructures scolaires, ainsi que les matériels et équipements ont aussi leur rôle à remplir dans le sens de l'amélioration de la réussite scolaire. On peut citer à titre d'exemple les déclarations d'une mère d'élève au CEG Antanimbarinandriana, qui veut surestimer la réussite scolaire des élèves dans les établissements scolaires confessionnels catholiques par rapport à l'enseignement dans le secteur public. Elle parle des bâtiments qui sont très modernes, bien aérés et propres ; des disciplines qui sont très méticuleuses et bien respectées. Pour cette femme, elle a bien voulu faire intégrer ses enfants dans ce collège confessionnel, pourtant ses moyens financiers sont très limités et elle n'en peut pas se prévaloir. Mais actuellement, elle affirme qu'elle est très fière de l'état du CEG actuel après réhabilitation et qu'il y avait eu la contribution des parents dans cette rénovation.

Selon la première hypothèse postulant sur le rôle de l'organisation du contexte scolaire, les réponses des enquêtés veulent attribuer une place très importante au système pédagogique-organisationnel dans le processus de l'amélioration de la réussite scolaire. Toutefois les deux autres hypothèses concernant la motivation individuelle de l'élève et la motivation des parents et de la communauté sont très liées à la première, et par la suite elles sont complémentaires et devront assurer une synergie évolutive.

6.2 ANALYSE LONGITUDINALE DE LA REUSSITE AU BEPC

Cette méthode permet de calculer le taux de réussite d'une cohorte d'élèves depuis leur accès à la classe de sixième des collèges, publics et privés, jusqu'à l'obtention de l'examen officiel du BEPC. En démographie, la cohorte est l'ensemble des individus ou des couples ayant vécu un événement semblable pendant la même période de temps. Et dans ce cas, le groupe étudié est l'ensemble des élèves inscrits en classe de sixième dans les collèges publics et privés de la CISCO Antananarivo Renivohitra au cours de l'année scolaire 2010-2011.

Grâce aux données collectées auprès de la Division de Programmation, on peut disposer de l'effectif de ceux qui ont passé en classe cinquième parmi l'effectif de la cohorte au départ. Et ainsi de suite jusqu'en 2014-2015, où ceux qui restent de la cohorte 2011-2012 vont s'inscrire en classe de troisième pour passer l'examen du BEPC

6.1.1 Evolution de l'effectif de la cohorte inscrite en classe de sixième, année scolaire 2011-2012

Le but essentiel de la scolarité des élèves du collège est la réussite au BEPC (Brevet d'Etude du Premier Cycle), c'est le diplôme de l'enseignement au collège qui pourrait être obtenu après la quatrième année d'étude ou la classe de troisième.

Voici un tableau qui représente l'évolution de la cohorte étudiée à travers les niveaux respectifs d'étude

Tableau N° 05 : Evolution de l'effectif de la cohorte inscrite en classe de sixième, année scolaire 2011-2012

ANNEE	2011-12		2012-13		2013-14		2014-15	
STATUT	PRIVE	PUBLIC	PRIVE	PUBLIC	PRIVE	PUBLIC	PRIVE	PUBLIC
6ème	16 640	5 669						
5ème			15 858	5 239				
4ème					14 206	4 788		
3ème							16 288	4 527

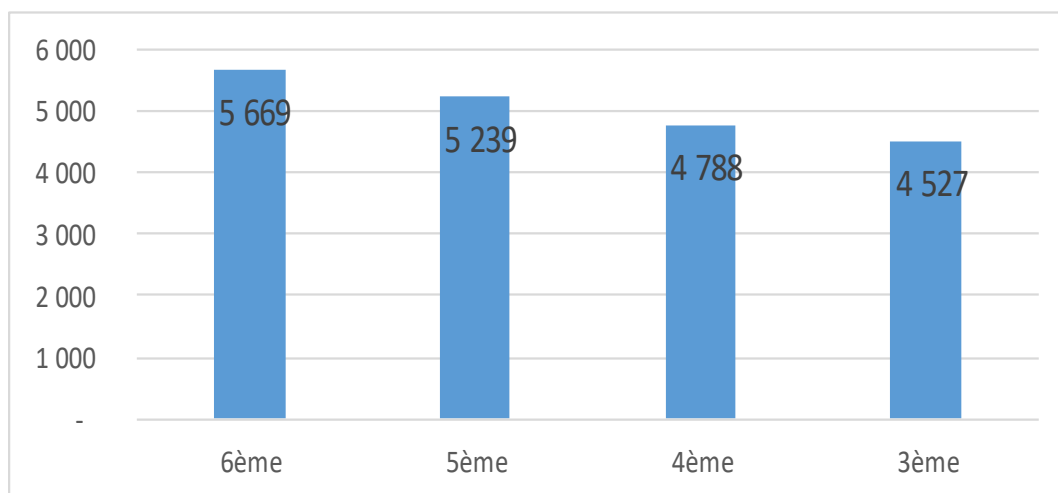
Source : Division de Programmation, CISCO Antananarivo Renivohitra, 2015

En se référant à ce tableau on constate pour le secteur public une diminution progressive de l'effectif de la cohorte depuis leur inscription en classe de sixième. On peut aussi observer cette tendance pour les établissements publics, pourtant il y apparaît une hausse prompte pour l'effectif de la classe de troisième. Ce phénomène est expliqué par les candidats externes ou autodidactiques qui, ne voulant pas se présenter comme « candidat libre » à l'examen du BEPC, cherchent à s'inscrire en classe de troisième des collèges privés.

Cette démarche n'est pas possible dans les collèges publics, car la cohorte ne peut pas être gonflée en cours de route, sauf pour quelques cas de transfert et du test de niveau. En effet, pour pouvoir scolariser un enfant dans un établissement public comme le CEG, il n'existe que trois possibilités : la première est le concours d'entrée en sixième, la deuxième par le test de niveau avec le peu de place restant suite à l'abandon ou le changement d'adresse, et la dernière par le transfert motivé d'un élève d'un CEG à un autre. Concernant l'évolution décroissante de l'effectif, cela se traduit par les concepts de redoublement et de décrochage. La proportion de ceux qui restent dans la cohorte est exprimée par le taux de rétention par niveau.

Un histogramme peut représenter de manière plus nette, l'évolution de la cohorte faisant l'objet de l'étude longitudinale, ou l'étude dynamique d'un groupe dans le temps ; c'est-à-dire de la classe de sixième à la classe de troisième où ceux qui persévèrent parmi le groupe initial, vont affronter l'examen du BEPC

Graphique N°17 : Histogramme des effectifs de la cohorte au sein des CEG publics

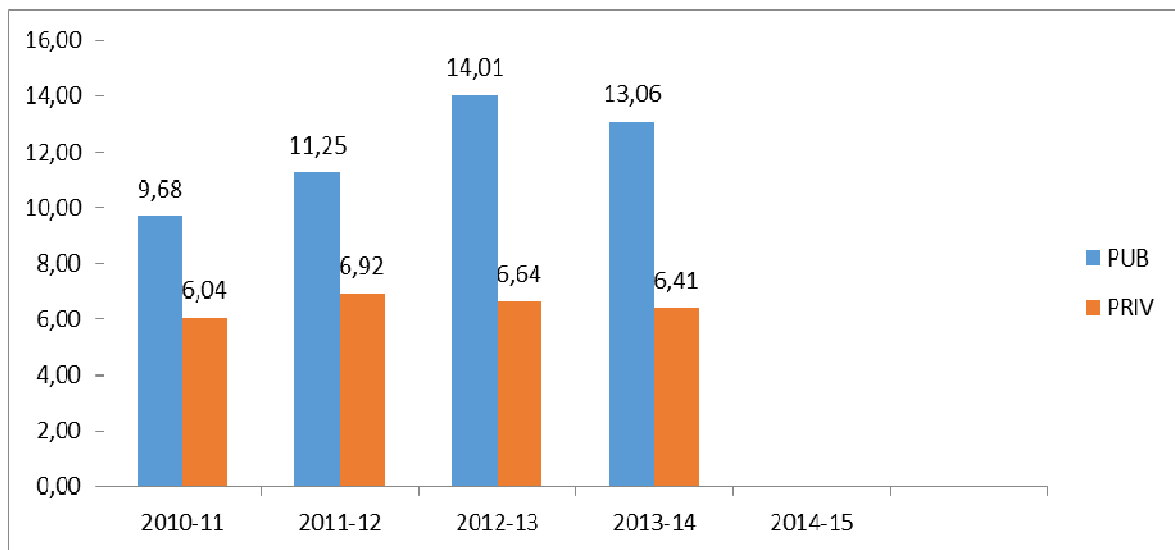


Source : Division de Programmation, CISCO Antananarivo Renivohitra, 2015

La tendance à la baisse est évidente dans la mesure où des proportions de la cohorte sont frappées par le redoublement ou l'abandon. C'est dans ce sens qu'on va consacrer quelques considérations sur les niveaux numériques de ces deux phénomènes.

6.1.2 Le taux d'achèvement du cycle de collège

Malgré les efforts des enseignants et des élèves dans les collèges, quelques élèves n'arrivent pas à finir leur classe pour passer à une autre supérieure. D'après le graphe suivant, l'explication du pourcentage de redoublant est différente entre le secteur public et privé.

Graphique N°18 : Evolution du Pourcentage des Redoublants par Secteur

Source : FPE Année 2010 à 2015

Le graphe ci-dessus montre que dans les collèges publics, le pourcentage de redoublant est plus élevé que celui des collèges privés. En effet, de 2010-2011 à 2012-2013, les élèves redoublants du secteur public n'ont cessé de croître avec des pentes assez élevées (6,04%, puis 11,25% et 14,01%).

Les élèves qui fréquentent les collèges privés sont peu abondants, et le pourcentage de redoublant est presque constant durant les années scolaires 2010-2011 à 2013-2014.

Pour les collèges privés les parents font tous les possibilités pour accéder leur enfant aux classes supérieures (cours, nourritures, vêtements, ...). Par contre les parents des élèves au collège public ne trouvent pas souvent le salaire quotidien, ils n'ont pas de temps à regarder les devoirs de leurs enfants et après les cours de classe, ces enfants continuent à aider les parents au lieu d'apprendre les leçons et d'accomplir les devoirs.

Ces considérations servent à compléter les informations qualitatives issues des entretiens avec les parents et les enseignants. En effet, de nombreux parents et enseignants affirment que certains enfants qui font preuve de motivation réelle aux études et à l'apprentissage justifient l'hypothèse postulant que la motivation de l'élève constitue un déterminant très important de la réussite scolaire. L'analyse de cohorte présume par ailleurs qu'une certaine motivation de la part des élèves peut être appréhendée si l'on se réfère au taux d'achèvement du secondaire du premier cycle, qui est évalué à un peu plus de 50 % pour l'année 2017. Il s'agit du taux d'achèvement d'une cohorte d'élèves observés depuis leur inscription en classe de sixième dans les CEG de la CISCO Antananarivo Renivohitra.

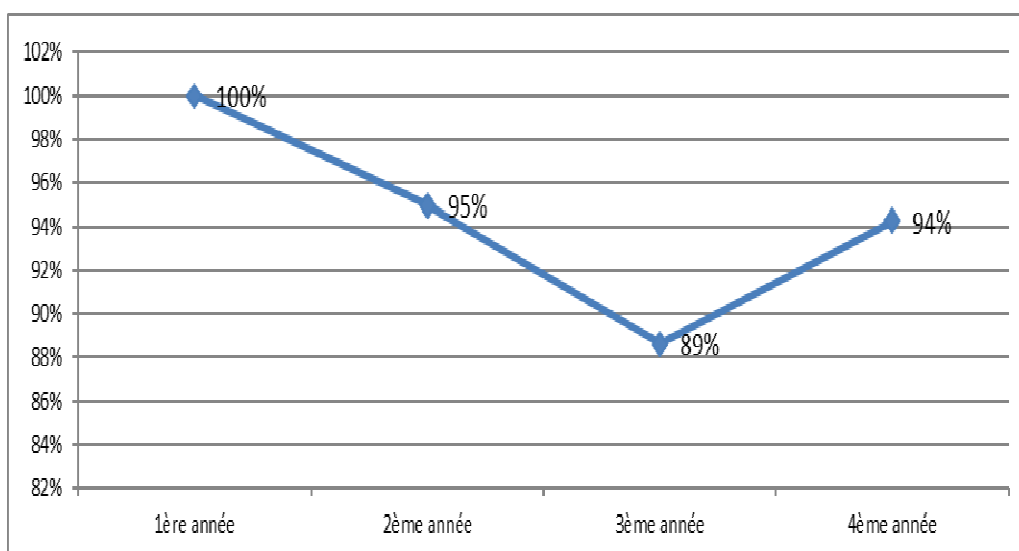
Selon certains parents, la principale cause des élèves n'aboutissant pas à la quatrième année d'étude en est le manque de financement et ce phénomène les incite à annuler la scolarité de leurs enfants. Par ailleurs, l'affectation des parents ne permettent pas à certains élèves de continuer leurs études ainsi que le cas de redoublement. Toutefois, nombreux sont ceux qui finalement atteignent le niveau du cycle demandé (BEPC), après les cas de redoublement et d'affectation des parents.

Mais il ne faut pas oublier que le redoublement peut aboutir à la réussite. Lors des conseils de classe suite aux examens de passage, les enseignants ne sont pas très enthousiastes à l'idée de faire baisser la moyenne de délibération. Quand l'enfant n'atteint pas les 10/20, il vaut mieux qu'il reste dans cette classe pour ne pas éprouver des difficultés en classe supérieure. Généralement, l'enfant réussit à avoir de plus bonnes notes l'année prochaine, rares sont ceux qui triplent la classe.

6.1.3 Le taux de rétention

L'analyse du profil de rétention permet de constater les efforts des parents, des élèves, et l'efficacité de l'enseignement. Il est préférable de vérifier cette analyse par années d'études dans la courbe suivante. Toutefois, il est nécessaire de définir que le taux de rétention constitue un aspect positif par rapport aux aspects négatifs qui sont les phénomènes de redoublement et de décrochage scolaire.

Graphique N° : 19 Analyse du Profil de Rétention par Année d'étude du Collège dans la Circonscription Scolaire d'Antananarivo Renivohitra.



Source : FPE Année 2014-2015

D'après cette courbe, la troisième année d'étude marque un faible taux de rétention (89%), même si les enseignants et les salles de classe sont suffisants. Pour les élèves de la 1^{ère}

année d'étude, ils ont une forte rétention de 100% même s'il peut exister de problème des ressources en enseignants et en salle de classe. Pour essayer d'expliquer ce phénomène, il paraît qu'à cet âge les élèves sont très motivés à étudier. Selon nos interlocuteurs, ils ne sont pas encore attirés par le mariage précoce surtout pour les filles, et les travaux des enfants.

Le taux de survie des élèves du collège pour atteindre la 4^{ème} année au sein de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra se relève brusquement. Ce fait peut s'expliquer par la forte augmentation du nombre des élèves inscrits en classe de troisième dans le secteur public. Un directeur d'un collège privé affirme, que ces nouveaux inscrits dans cette classe sont constitués en majeure partie par des élèves autodidactes qui veulent se réinscrire dans un quelconque collège pour éviter le cas de « candidat libre ». Au niveau de la CISCO Antananarivo Renivohitra

D'autres informations fournies par un responsable pédagogique soulignent que la classe de 4^{ème} est le début de la préparation de l'examen BEPC, cette classe incite les élèves à étudier profondément les matières de base nécessaires. La difficulté d'apprentissage commence à apparaître dans cette classe et c'est ainsi qu'il faut envisager le renfort des enseignants et la dotation des matériels pédagogiques et didactiques.

6.3 LES GOULOTS D'ETRANGLEMENT

Comme tout système d'organisation, il est nécessaire de comprendre son fonctionnement par rapport à l'interaction et l'interdépendance entre les différents éléments et organes qui le constituent. Cette analyse systématique pourrait nous amener à déterminer les points de départ des discussions auxquelles devront être proposées des recommandations et des propositions de solutions dans la troisième partie de ce mémoire.

6.3.1 Au niveau des équipements et matériels scolaires

Il s'agit ici d'utiliser un outil qui consiste à évoquer les problèmes qui pourront constituer des facteurs de blocage du déroulement de l'enseignement au niveau du collège, tout en débordant à faire l'analyse comparative entre le terrain étudié, c'est-à-dire les CEG de la CISCO Antananarivo Renivohitra d'une part ; et la situation des collèges du premier cycle au niveau national d'autre part.

Nos interlocuteurs au niveau des établissements ont évoqué des problèmes comme la morphologie non conforme de leurs établissements. Ils ont cité les cas d'inexistence ou d'insuffisance des installations sanitaires comme les latrines et les points d'eau.

L'insuffisance et la non-conformité des mobiliers comme les tables-bancs, les chaises, les tables, les tableaux, les livres, ... aux normes ont été aussi évoqués. Ce sont des faits qui peuvent engendrer de l'inefficacité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Pour la plupart des établissements concernés par ces facteurs défavorables, les responsables ont expliqué qu'à défaut de subventions émanant du MEN ou d'autres bailleurs de fonds, les parents, par le biais des associations FRAM, ont déjà mobilisés toutes leurs possibilités financières pour arriver à un niveau minimal ou tolérable des matériels et équipements, afin qu'on puisse ouvrir les collèges. Pour eux, ils avancent qu'il faut se soucier avant tout de l'ouverture des établissements en vue d'améliorer les taux d'accès des élèves dans les collèges, et dans un avenir proche ils vont s'occuper de ces problèmes normatifs en termes de matériels et d'équipements scolaires.

6.3.2 Synergie entre le corps des enseignants

Le contexte de pauvreté et l'hétérogénéité des statuts des enseignants engendrent des problèmes de motivation matérielle et pédagogique chez les enseignants. Selon un document publié par la CISCO Antananarivo Renivohitra¹⁷, ce manque de motivation des personnels enseignants est dû essentiellement aux différenciations des niveaux de salaire et de formation entre les enseignants. En effet, l'enquête auprès des établissements confirme l'existence de cette différenciation de statut comme les fonctionnaires, les normaliens, les fonctionnaires, les contractuels, les FRAM subventionnés et les FRAM pris en charge exclusivement par l'association des parents d'élèves.

Si « à travail égal, il existe des différents niveaux de rémunération entre les enseignants », peut-on s'attendre que leurs prestations soient les mêmes ? Cette différenciation peut s'expliquer par la comparaison des salaires entre les différents statuts cités précédemment. Cette considération constituera le point de départ d'une discussion qui sera approfondie dans la troisième partie.

On ne peut non plus négliger le fait que ces enseignants sont très fatigués car en plus de leurs 18heures à 20heures par semaines auprès des CEG, ils assurent encore des cours en tant que vacataire dans les collèges privés.

6.3.3 Les postulats générateurs de débats et de discussions au niveau national

Certes nous avons délimité notre zone d'étude à la CISCO Antananarivo Renivohitra, pourtant il devient plus entreprenant de puiser des débats et discussions à

¹⁷ CISCO Antananarivo Renivohitra, Carte scolaire de la CISCO Antananarivo Renivohitra, 2015

partir des problèmes de plus en plus imposés par les trois hypothèses que nous avons essayé de vérifier tout au long de cette recherche.

Tout d'abord, au niveau de l'institution scolaire, le profil d'un bon leader peut permettre de mieux coordonner les ressources humaines et les ressources financières et matérielles disponibles, en vue d'optimiser les résultats scolaires. Toutefois, l'on avait constaté que certains paramètres ne peuvent pas être au niveau de l'enceinte de l'école. Le leader, en la personne du Directeur d'école, devrait être capable d'ouvrir l'institution « école » aux divers acteurs potentiels faisant vivre le système de scolarisation des élèves à l'heure actuelle. On peut citer les entités comme les associations des parents et de la communauté qui deviennent des recours de l'institution scolaire à ses différentes contraintes au niveau de l'infrastructure, des équipements et des enseignants.

Ensuite, il y a lieu de lancer quelques discussions sur les possibilités d'interventions de ces entités précitées devant le contexte de pauvreté qui sévit actuellement à Madagascar. Est-ce les intégrations des CTD et de la communauté, ainsi que des FRAM dans le contexte scolaire signifieraient le désengagement progressif de l'Etat dans certaines rubriques qui étaient à leur charge depuis l'administration scolaire classique ? Dans quelle mesure les droits d'inscription des élèves ainsi que le montant des cotisations FRAM arriveraient à résoudre le problème de financement observé dans les CEG publics ?

La motivation de l'élève devant le contexte de changement apporté par la mondialisation et le développement fulgurant des TIC semble générer un conflit de génération entre les parents et les enfants. Un phénomène qui veut mettre hiérarchiquement les enfants au-dessus des principaux agents de socialisation qui sont les parents et la famille. La scolarisation paraît engendrer la minorisation des rôles parentaux et l'émergence de l'« enfant roi »¹⁸.

Etant parfois désobéissants, les enfants d'aujourd'hui doivent être approchés avec amour et bienveillance pour les convaincre à regagner les bancs de l'école. A cela s'ajoute la désobéissance et l'insubordination chez les enfants (« Concept "ditra" ») ; les enfants deviennent indisciplinés à l'égard des parents. Dans ce même ordre d'idées, le choix d'école était auparavant réservé aux parents, actuellement, ce sont les enfants qui imposent l'école à fréquenter. Ce phénomène devient donc un débat difficile à discuter puisque les enfants s'entêtent parfois même à opter pour l'abandon scolaire.

¹⁸ Pr RANDRIAMASINTINA Gildany, Les pratiques familiales en matière de scolarisation de l'enfant, Volet Education du programme C4D UNICEF, 2015

CONCLUSION PARTIELLE

Cette deuxième partie a été consacrée à la restitution des résultats sur la recherche effectuée dans notre d'étude qui est la CISCO Antananarivo Renivohitra. Nous avons pu parcourir tous les éléments du système éducatif constitué de :

- L'organisation pédagogique au niveau des établissements enquêtés,
- la question sur les enseignants ; effectif, statut, compétence et capacité professionnelle,
- la situation des infrastructures, des matériels et des équipements pédagogiques,
- et surtout de la participation des parents et de la communauté tant au niveau du suivi de l'éducation des élèves qu'au niveau de la prise en charge des enseignants et des infrastructures.

Il nous reste ainsi à essayer de comparer la situation de l'éducation dans notre terrain d'enquête à la situation de l'éducation au niveau national. Cette démarche va nous permettre par la suite de dégager les problèmes et les discussions qui devront être débattus, non seulement au sein de la CISCO Antananarivo Renivohitra, mais surtout au niveau de la Nation. Par ailleurs, cette vision nationale va nous faciliter l'appréhension des politiques éducatives effectuées depuis la mise en œuvre de « L'éducation pour Tous » jusqu'à l'heure actuelle où le MEN se lance dans la phase conceptuelle du PSE.

Toutefois un grand débat reste à discuter : où en est de la réussite scolaire par rapport à l'accroissement du taux de scolarisation ?

A travers les résultats de l'enquête, on a pu comprendre qu'on ne peut étudier de manière isolée le concept de « réussite scolaire ». C'est dans ce sens que nous allons utiliser l'approche dialectique entre l'offre et la demande de service de scolarisation. Appliquée à notre thématique voulant étudier le concept de réussite scolaire, nous allons tenir compte de plusieurs facteurs et déterminants liés à la scolarisation et à la réussite scolaire.

Selon ce modèle d'identification des déterminants par l'offre et la demande, les parents prennent le rôle de demandeurs de service auprès de l'administration scolaire qui offre les prestations en matière de pédagogie, d'infrastructures et ressources humaines. Pourtant le contexte scolaire actuel ne cache la participation effective des parents et de la communauté tant dans la réalisation des infrastructures que dans la prise charge des enseignants.

Il est tellement révolu les moments où l'administration scolaire s'est occupée exclusivement de l'offre scolaire. On se souvient des beaux vieux temps où l'institution scolaire est complètement hermétique, Désignée fréquemment sous l'appellation « l'École

et le milieu »¹⁹, cette relation pose la question de l'isolation – fermeture ou de l'ouverture de l'école sur son milieu. Équilibre difficile à trouver où les tenants de « l'école citadelle » et de « l'école ouverte » ont de nombreux arguments souvent contradictoires.

¹⁹ Charles Delorme, « Les parents et l'école en Afrique de l'Ouest », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 31 | décembre 2002, mis en ligne le 25 novembre 2011, consulté le 19 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1949> ; DOI : 10.4000/ries.1949

TROISIEME PARTIE : DIALECTIQUE ET DISCUSSION SUR LA REUSSITE SCOLAIRE

CHAPITRE 7 : DISCUSSION SUR LES FACTEURS ET LES DETERMINANTS DE LA REUSSITE SCOLAIRE

Les facteurs ou déterminants liés au processus d'amélioration de la réussite scolaire nous a conduit à l'approche offre-demande entre l'institution scolaire, du côté de l'offre ; et les parents de l'autre côté, en tant que demandeurs de service d'éducation et d'apprentissage de leurs enfants. La discussion se situe donc au niveau de la relation entre deux groupes de personnes, qui peuvent être considérées comme des vendeurs et des consommateurs. La discussion se formule de la manière suivante : en se dégageant de certaines de leurs attributions de fournisseurs de services scolaires, est-ce l'institution scolaire peut s'assurer que les parents, groupes de demandeurs communautaires, pourront prendre en charge les infrastructures, les équipements et matériels, ainsi que la gestion d'une partie des enseignants, c'est-à-dire les enseignants FRAM ?

Et l'on doit aussi répondre aux questions sur le rôle des autres acteurs et institutions impliqués dans le processus de scolarisation de l'enfant. Ces autres acteurs peuvent être les collectivités territoriales décentralisées, la société civile et la communauté. Et l'enfant lui-même peut être aussi dans certaines circonstances le décideur.

7.1 HISTORIQUE DE LA PRISE EN CHARGE DE L'EDUCATION PAR L'ETAT

La relation qu'entretiennent les parents avec l'école de leurs enfants est toujours, selon les époques et les contextes socioéconomiques et culturels, significative et « riche d'enseignements ».

7.1.1 Historique de l'école à Madagascar

Depuis l'histoire de l'école au temps de Radama I, l'administration monarchique s'est toujours occupée de la gestion de l'école. Pourtant on ne pouvait pas oublier que les élèves avaient été les fils des familles royales et des couches nanties dont les parents ont pu participer à la prise en charge des frais très élevés de scolarité. Au temps de la colonisation, le régime a pris en charge l'institution scolaire avec la participation très significative des parents d'élèves qui ne s'étaient que les fils des dignitaires du palais et des fonctionnaires de la monarchie « merina »²⁰.

Au temps de la colonisation, l'administration scolaire avait sa place d'institution appartenant exclusivement au régime et qui doit assurer l'intériorisation des normes et des valeurs de l'organisation coloniale chez les élèves. La communauté et même les parents

²⁰ Voir TANTARAN'NY ANDRIANA

étaient complètement en dehors de l'école, d'autant plus que le corps enseignant était doté d'une place sociale très distinguée appartenant aux ramifications de la gouvernance coloniale.

Depuis l'indépendance, et surtout depuis l'avènement de la deuxième République, a commencé l'intégration effective des parents et de la communauté dans l'institution « école ». En effet, au temps de la Révolution socialiste inspiré par le président Didier Ratsiraka²¹, la vulgarisation de l'enseignement et la déconcentration avait pour but d'implanter l'EPP au niveau des Fokontany, les CEG au niveau des Communes, les lycées au niveau des districts et au niveau des provinces. Et c'est à partir de ce moment que l'école avait en plus du rôle pédagogique et d'apprentissage, le rôle de véhiculer l'idéologie révolutionnaire et socialiste.

C'est aussi à partir de cette période que la communauté et les parents ont commencé à prendre part aux travaux de construction d'infrastructures scolaires selon le principe de l'émulation socialiste. Tous les échelons de la décentralisation se sont efforcés de construire leurs écoles, avec des normes plus libérales et adaptées à chaque contexte régional. Contexte qui a provoqué la prolifération des écoles et par conséquent la hausse quantitative rapide en flèche du taux de scolarisation, même si les infrastructures ne sont pas normatives, les enseignants ne sont pas suffisants et les mobiliers et matériels sont très négligés. Par ailleurs, on n'a pas mis en place des centres de formations pédagogiques pour former des enseignants aux normes pédagogiques.

Et c'est en considérant cette évolution historique du rôle de l'école qui nous a suscité à mettre sur le tapis la discussion suivante. Les constructions vulgaires et improvisées des écoles, l'insuffisance ou le faible niveau pédagogique des enseignants, surtout dans les milieux ruraux reculés où le rôle d'enseignant dans les CEG est confié à des jeunes bacheliers, sans expérience et peu motivés. Parmi les débats, on peut avancer celui qui se pose sur le fait que la vulgarisation et la démocratisation hâtive de l'éducation ont constitué la cause principale de la chute de la valeur morale et académique de l'institution « école ». Nous rappelons que depuis la chute de la Révolution socialiste, les débats ont tourné toujours autour de cette régression de l'éducation nationale tant au niveau pédagogique qu'au niveau infrastructurel et logistique.

²¹ RATSIRAKA Didier, Livre rouge : Charte de la Révolution socialiste malgache, 1975

7.1.2 Débat sur le désengagement de l'Etat et accroissement de la participation communautaire

Depuis l'avènement de la troisième République en 1993, les gouvernements successifs, à travers le département ministériel chargé de l'éducation ainsi que les opinions publiques ont toujours remis sur le tapis les débats et discussions sur le redressement de l'éducation. La première discussion repose toujours sur la nécessité de la révision du programme et du système d'enseignement officiel, depuis l'abandon de la malgachisation prônée par le régime socialiste, en passant par la reprise en majeure partie du programme d'enseignement de la première République, caractérisée par le maintien de l'idéologie néocoloniale française et le système d'enseignement plus bureaucratique que pratique. Former des jeunes plus diplômés et peu inemployables.

Au fil des années, on semble faire abstraction de ce problème de contenu et de système, tout en se lançant à fond dans la résolution des problèmes de scolarisation et de faire participer les parents et la communauté à la prise en charge des infrastructures et le paiement d'une partie du corps enseignant.

Dans les milieux ruraux isolés, on a particulièrement connu ces initiatives « spontanées » qui se caractérisaient par une forte mobilisation des parents qui, devant l'absence d'école publique, construisaient leur école et parfois choisissaient eux-mêmes dans la communauté villageoise celui ou celle qui pouvait le mieux assurer l'enseignement. Les « écoles spontanées »²² ont ainsi permis de ménager des îlots de scolarisation et leur durabilité était liée au passage de relais assuré parfois progressivement par l'État ou soutenu par les ONG locales ou internationales. Parfois des aides plus organisées et planifiées par les partenaires techniques et financiers permettaient de favoriser la pérennité de ces initiatives locales en les repositionnant dans une carte scolaire.

A Madagascar, on parle des « écoles communautaires » dont le statut n'est pas encore élaboré aussi bien au niveau infrastructurel que pédagogique. Le débat sur la gestion de ces écoles tant pédagogiques qu'infrastructurel reste donc entier tant pour l'administration scolaire et la communauté. La discussion exige qu'on doive arriver à une convention de partenariat entre le gouvernement central, gestionnaire du budget national centralisé d'une part, et les collectivités territoriales décentralisées qui vont apporter les participations communautaires ainsi que les associations parentes dénommées unanimement FRAM, d'une autre part.

²² Charles Delorme, « Les parents et l'école en Afrique de l'Ouest », Revue internationale d'éducation de Sèvres, 31 | 2002, 103-107.

7.1.3 les associations de parents d'élèves (FRAM) et le contexte de pauvreté

Le phénomène bien connu dans la vie associative est particulièrement actif à Madagascar, et les bailleurs de fonds connaissent très bien leur dynamique. Les FRAM sont très présentes et tentent de se faire reconnaître en tant qu'instances tant au plan local que national mais aussi international. C'est dans ce sens que nous avons posé considéré le débat qui entre la dialectique entre la part toujours croissante des contributions des parents et de la communauté et le contexte de pauvreté qui sévit surtout dans les zones isolées et enclavées.

Dans la réalité, les FRAM s'inscrivent bien dans cette solidarité communautaire, allant du financement des infrastructures et des équipements jusqu'à la rémunération des enseignants. Dans ce dernier cas, ces derniers risquent de créer une catégorie professionnelle peu payée mais aussi peu formée au statut précaire et peuvent constituer à terme des problèmes importants face aux enseignants de la fonction publique connaissant eux-mêmes des conditions de travail difficiles et des salaires souvent incertains.

La prise en charge des enseignants par les FRAM constitue le principal objet de conflit entre ces derniers et les parents d'élèves. Le MEN commence depuis les trois années scolaires à recruter les enseignants FRAM, environ 10.000 par an, mais il faut que la Loi des finances accorde davantage des volumes de budget annuel pour ce programme d'intégration de ces enseignants dans la fonction publique. Le non-respect de la motivation financière des enseignants constitueront sans le moindre doute des facteurs défavorables ou même des goulots d'étranglement pour la réussite scolaire des élèves. Même pour les parents d'élèves de la Capitale qui font l'objet de notre terrain d'étude, ils ont répondu que c'est tellement difficile pour eux de s'engager pédagogiquement et financièrement pour la réussite scolaire de leurs enfants.

7.2 L'APPROCHE COMMUNAUTAIRE : ASPECTS CULTUREL ET NOVATEUR

L'engagement des parents pour la réussite scolaire de leurs enfants se réalise sans doute de façon originale à Madagascar. La participation communautaire, la conception de la famille favorisent certainement cette proximité et cet intérêt pour « ce qui se passe dans l'école ». Même si les parents ne disposent pas de niveau d'instruction leur permettant de suivre l'éducation, comment arriveront-ils à y participer ?

7.2.1 Scolarisation liée à la responsabilité parentale

Selon les réponses obtenues lors des entretiens, il paraît que pour certains parents, la volonté de scolarisation est liée au projet de carrière formulée par les parents. Il s'agit en d'autres termes de la volonté délibérée des parents en vue de préparer l'enfant à un avenir meilleur intégrant le progrès social et les valeurs morales de la société. Les parents non instruits se sentent être relégués à la basse échelle de la société et s'efforceraient à tout prix de scolariser leurs enfants. Sur ce, ils font la comparaison du cursus de vie d'une personne instruite par rapport à celui d'une personne non instruite.

Toutefois, à l'heure actuelle ils commencent à émettre des doutes et des craintes sur l'avenir de leurs enfants en constatant le nombre de plus en plus important des jeunes diplômés sans travail et inemployables. Tout de suite, les réponses au débat se réfèrent aux différentes données macro-économiques et sur le contexte de pauvreté du pays. Les parents font de tout leur mieux pour s'engager dans la réussite scolaire de leurs enfants, alors que les lauréats ne trouvent pas de métier à l'issue de leur parcours de formation et redeviennent des charges de leurs parents. L'ennui est que l'on n'est même pas sûr si les enfants vont réussir dans la vie en supposant qu'ils obtiennent des résultats scolaires satisfaisants.

7.2.2 École privée, école publique ?

Suivant les contextes historiques, géographiques et politiques, la notion de privatisation ou de fonction publique ne revêt pas exactement les mêmes significations. Il y aurait lieu d'examiner les différences de conception et d'administration du service public entre des pays comme la France et les pays africains qu'elle a marqué fortement au niveau de l'administration publique. Cela renvoie à la responsabilité de l'État certainement, mais aussi à la gestion de la solidarité aux différents niveaux micro, méso ou macro de la société.

Par ailleurs, il a été fréquemment question de l'opposition formel / non formel qui ne correspond pas nécessairement aux catégories publique et privée. Ainsi, les « écoles communautaires » mises en place par les parents et gérées par eux relèveraient du secteur non formel dans une dynamique communautaire alors que des écoles déclarées « publiques » seraient du secteur formel. Or, aujourd'hui, ces catégories ne sont pas étanches, l'engagement et l'investissement des parents peuvent être fortement sollicités pour la survie du secteur formel au point où dans certains cas leur rôle est tout aussi déterminant dans le fonctionnement de l'école que dans le secteur déclaré « non formel ».

Il semblerait ainsi que, par nécessité ou plus positivement par choix culturel, s'organise progressivement un nouveau type de relation où la responsabilité des parents et de la communauté villageoise définit avec l'État et les autorités nationales des relations nouvelles de partenariat pour la prise en charge financière des établissements scolaires publics et communautaires

S'il s'agit toujours pour les responsables nationaux de viser à assurer l'accès à l'éducation pour tous, ils ne peuvent pas le faire sans de nouvelles formes de partenariat avec les parents et la société civile. Il s'agit davantage de « systèmes d'éducation » que d'un seul système éducatif. Cela pose le problème de l'égalité d'accès à l'école et du pilotage national par les responsables politiques, sinon le risque serait grand de laisser se développer des écoles à plusieurs vitesses.

7.2.3 Rôle des parents dans la construction des curricula

Ainsi, se pose la question de la place des parents et de leur responsabilité dans cette évolution. Il est intéressant de constater selon leurs dires, qu'ils sont souvent largement associés pour repérer les nouveaux besoins éducatifs et scolaires. Fréquemment des consultations leur permettent de se sentir concernés dans la redéfinition des programmes.

Parfois, ils participent à des commissions de rédaction et de mise à l'essai où ils peuvent apporter un point de vue. Dans certains cas, il est même envisagé de les solliciter pour participer à l'évaluation de ces réformes et plus spécifiquement à l'évaluation des apprentissages de leurs enfants. La notion de compétence fréquemment utilisée auparavant dans les curricula peut devenir une nouvelle possibilité de compréhension entre enseignants et parents, et assurer sur un plan méthodologique une nouvelle organisation des programmes. Nous avons pu constater dans les CEG visités qu'un nouveau dialogue était rendu possible sur l'utilité de l'école et ses priorités pour développer des « compétences de vie » dans l'éducation scolaire.

7.2.4 L'école : lieu de la mobilisation des différents acteurs

Nous pensons que l'interpellation des parents, leur participation à l'élaboration des curricula et à leur évaluation peuvent être de nature à créer de nouveaux dialogues et des questionnements indispensables à la refondation progressive de l'école. Sans doute s'agit-il de toujours maintenir la différenciation des responsabilités de chacun mais, aujourd'hui, la mise en synergie des différents acteurs concernés est une condition pour construire une école malgache nouvelle.

Pour les prochaines années, où le MEN envisage de mettre en œuvre le PSE, de nombreux défis sont à relever afin de promouvoir une école de qualité pour tous. Selon les directeurs d'école qui ont répondu à nos questions, il est nécessaire que l'approche communautaire et l'engagement des parents puissent constituer un atout déterminant. Représentants de la société civile, ils sont les premiers concernés par la réussite scolaire de leurs enfants. Tout en retrouvant dans leurs valeurs traditionnelles et actuelles des référents solides, ils devront faire preuve de créativité et de capacité de prise de risques pour être acteurs et bénéficiaires du changement de l'école.

Mais une question reste un débat à évoquer : est-ce les procédures d'élaboration du PSE auront-elles considérées effectivement la participation et l'implication des parents et des FRAM ?

7.3 LES POSSIBILITES DU BUDGET DE L'ETAT

Comme nous voulons évoquer des débats qu'il faut considérer concernant l'allègement des charges parentales, « il y a eu une amélioration grâce à la dotation des kits scolaires et au recrutement des ENF selon un document publié par la CISCO Antananarivo Renivohitra²³ ».

7.3.1 La distribution des kits scolaires

La distribution des kits peut avoir un impact psychologique très important chez les populations où les parents peuvent être impressionnés par ce phénomène et adopteraient un mimétisme et vont envoyer leurs enfants à l'école. Pour le recrutement des enseignants FRAM, l'initiative est très appréciée par l'opinion publique, car cette décision a permis de créer 10.000 postes budgétaires par an dans la fonction publique. Pourtant il faut aussi voir l'autre facette de ce phénomène. Les conditionnalités et critères de recrutement sont-ils suffisants pour se rassurer que l'Etat a fait du bon choix sur les capacités pédagogiques et professionnelles de ces enseignants ? L'un des débats importants consiste à la dialectique entre l'affectation de budget au recrutement des enseignants FRAM au détriment du nombre des futurs enseignants à former dans les Instituts de formation pédagogique conventionnelle ?

7.3.2 Les possibilités de financement des infrastructures

Pour la CISCO d'Antananarivo Renivohitra presque tous les établissements scolaires sont pourvus des latrines et des points d'eau grâce à la contribution des

²³ CISCO Antananarivo Renivohitra, Carte scolaire de la CISCO Antananarivo Renivohitra, 2015

partenaires comme water AID, UNICEF, le FRAM. La commune au lieu de s'intéresser uniquement aux EPP devraient agir au niveau collège compte tenu qu'il fait partie de l'éducation fondamentale. C'est un exemplaire pour les communes sans distinction de Madagascar, mais la plupart de Maires pose le débat. Les subventions destinées aux communes sont très minimes et ne leur permettent pas de prendre en charge des dépenses infrastructurelles comme les salles de toilette, les salles de classe ou les mobiliers.

Au niveau national, le débat arrive jusqu'à la question de la décentralisation effective. Les Maires ne cessent pas de réclamer la gestion directe (collecte et utilisation) des droits et taxes ainsi que les ristournes qui appartiennent à leur circonscription. A l'issue d'une formation réalisée au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les Maires ont fait connaître aux journalistes que les communes seraient en mesure de participer financièrement dans le processus de scolarisation si un de ces jours, la décentralisation sera effective et les Maires pourront gérer leur avenir.

On peut étendre le débat sur les problèmes de régime à budget centralisé comme Madagascar. Les CTD sont instituées dans la Constitution de la République alors que contradictoirement, les lois des finances sont conçues et élaborés au niveau central par le Ministère des finances et du budget. Les Maires soulignent par ailleurs que les procédures des subventions sont actuellement très difficiles tant sur les montants obtenus que sur le déblocage. C'est pour cela qu'ils ne peuvent pas participer de manière structurelle à la scolarisation.

7.3.3 L'intervention des bailleurs de fonds

Il est certain qu'avec toutes les qualités de l'offre en plus de la mise en place des cantines scolaires en collaboration avec le PAM, on constate encore de l'insatisfaction par rapport à la demande dans la CISCO Antananarivo Renivohitra. Toutefois, les initiatives des bailleurs de fonds et des fonds ne devront pas se limiter à des actions ponctuelles comme l'offre de denrées alimentaires ou des matériels pédagogiques, mais s'orienter surtout sur les infrastructures, les équipements et les mobiliers.

Et devant le contexte de pauvreté et de vulnérabilité des ménages, n'est-il pas impératif de financer au niveau des écoles des initiatives de mise en place des cantines scolaires, ainsi que l'exonération des droits d'inscription pour les plus nécessiteux.

7.3.4 Reformulation des problèmes et discussions sur le budget de l'éducation

Madagascar se caractérise encore par une forte croissance démographique qui pèse sur son système éducatif alors que les ressources de l'État sont faibles et qu'environ 20 % de celles-ci sont déjà allouées au secteur de l'éducation. En termes de pourcentage par rapport au PIB, les dépenses publiques consacrées à l'éducation n'ont cessé de diminuer depuis l'année 2000, pour chuter à 2,6 % du PIB en 2013. Les dépenses courantes n'ayant été que faiblement réduites, la plupart des coupes budgétaires ont été faites sur les dépenses d'investissement. Doit-on pour autant en conclure que le gouvernement n'accorde plus la priorité à l'éducation ? Les données qui suivent tendent à nuancer le propos.

Certes, comparé à d'autres pays, Madagascar n'alloue qu'une faible part de son PIB à l'éducation (3,1% en moyenne sur la période 2000-2012). La faiblesse de la part du PIB allouée à l'éducation résulte davantage de la contraction générale des dépenses publiques que de la non-priorisation du secteur par le gouvernement. Alors que les dépenses publiques ont globalement diminué (de 25 % à 15 % du PIB entre 2004 et 2012), le pourcentage dévolu au secteur de l'éducation dans le budget général s'est en fait considérablement accentué sur la période 2006-2013. Au cours de cette période, plus de 20 % des dépenses totales sont allouées à l'éducation à Madagascar. Même si le budget accordé à ce secteur a diminué en valeur absolue, la part relativement élevée des dépenses publiques qui est allouée à l'éducation peut être interprétée comme un signe d'engagement politique en faveur l'éducation²⁴

La grande majorité des élèves vit dans la pauvreté, ce qui n'est pas sans effet sur leur scolarisation. Les enfants non scolarisés, soit parce qu'ils ne sont jamais entrés dans le système scolaire, soit parce qu'ils l'ont quitté précocement, restent nombreux. Les principales raisons de cette non scolarisation et de cette déscolarisation sont économiques.

Il en résulte de faibles taux d'achèvement du primaire, par ailleurs inégaux selon les régions, les catégories sociales et le genre. Au niveau de la CISCO Antanarivo Renivohitra, les taux d'achèvement du primaire sont largement supérieurs à ceux des CISCO situés dans les zones rurales éloignées et enclavées. Les taux d'achèvement au niveau des collèges suivent approximativement cette tendance et dans une échelle moindre.

Néanmoins, les effectifs scolaires ont augmenté au cours de la dernière décennie sans que les taux d'encadrement en soient négativement affectés. Cette situation, alors que le pays a

²⁴ Banque Mondiale (2015b).

traversé de nombreuses crises politiques et économiques et vu ses ressources diminuer, a été possible grâce au recours aux ENF, largement soutenus par les communautés (parents d'élèves). L'un des enjeux actuels pour le pays est d'accorder un statut à ces enseignants, non diplômés et peu, voire pas qualifiés, qui représentent désormais 80 % des effectifs.

7.4 LA QUESTION ENSEIGNANTE AU CŒUR DES PROBLEMATIQUES

La mesure la plus importante des plans sectoriels, outre la généralisation de la gratuité (théorique) et la distribution de manuels et de kits scolaires, concerne le recrutement massif d'enseignants communautaires, subventionnés par l'État et par certains bailleurs de fonds (pour une période limitée), en complément des premiers enseignants directement recrutés et payés par les parents d'élèves dès la fin des années 90. C'est notamment ce recrutement massif, commenté dans les lignes qui suivent, qui a permis d'augmenter la scolarisation primaire à Madagascar malgré une croissance très soutenue des naissances (+ 3 % par an) et tout en faisant passer le ratio élèves-maître de 51,6 en 2002 à moins de 40 en 2013²⁵.

7.4.1 le problème de non-remplacement des EF

Le non-remplacement des fonctionnaires est plus important surtout dans les milieux ruraux de même que dans les secteurs les plus défavorisés, ce qui peut potentiellement accroître les pressions financières sur des familles déjà vulnérables, donc les familles sont en effet sollicitées pour financer le salaire ou les indemnités des ENF.

Derrière cette différence de statut des enseignants se cachent de nombreuses autres différences relatives à l'âge, à l'expérience, au niveau académique et à la formation initiale. Nous avons déjà présenté ces catégories socio-professionnelles des enseignants dans les enseignants dans la CISCO d'Antananarivo Renivohitra dans la première partie de ce mémoire. Dans la présente partie nous adoptons une vision plus élargie sur le niveau éducatif national, afin de faciliter les plaidoiries qu'il faut entreprendre auprès des responsables des lois de finances et des bailleurs de fonds.

En 2013, plus de 80 % des EF avaient plus de 40 ans (et 58,4 % plus de 50 ans), alors que 80 % des ENF étaient encore trentenaires (les moins de 30 ans représentant 50 % des effectifs de cette catégorie). Ces différences d'âge se répercutent sur les années d'expérience. Ainsi, la très large majorité des fonctionnaires exerce depuis plus de 10 ans,

²⁵ PASEC (2017). Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

les ENF subventionnés affichent en moyenne entre 4 et 10 ans d'expérience et les ENF non subventionnés ont rarement plus de 3 ans d'expérience.

Quant au niveau académique, les données de 2013 du MEN ne suggèrent aucune différence relative au statut, mais plutôt au niveau du diplôme professionnel des enseignants. Le recours massif aux non-fonctionnaires a entraîné une diminution importante de la proportion d'enseignants qualifiés, c'est-à-dire titulaires d'un diplôme pédagogique tel que le CAE ou le CAP puisque plus de 90 % des ENF ne disposent d'aucun diplôme professionnel.

7.4.2 les enseignants ne bénéficient pas des mêmes occasions de formation selon leur statut.

Nous faisons toujours référence aux données quantitatives et qualitatives issues de l'étude réalisée dans le cadre du PASEC en 2017 tout en les comparant aux situations qui prévalent dans le CISCO Antananarivo Renivohitra. Cela nous permet d'évoquer certains débats qui se situent au niveau du ministère de tutelle et du ministère chargé de l'élaboration des Lois de finances, d'une part et les bailleurs de fonds d'autre part.

La très grande majorité des enseignants fonctionnaires bénéficie d'une formation initiale organisée par l'Institut National de Formation Pédagogique (INFP). Cette dernière est basée aujourd'hui sur « un référentiel métier de l'enseignant du primaire » qui comprend cinq composantes : enseignement, communication, éducation, analyse et régulation, gestion et administration scolaire. La durée de la formation est de 889 heures et comporte, outre la formation en présentiel dans les Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique (CRINFP), trois stages (immersion, sous tutelle et en responsabilité).

À défaut d'une formation initiale, les ENF peuvent bénéficier de sessions de formation continue (dont bénéficient également les fonctionnaires) portant sur des thématiques diverses et de durée variable.

En ce qui concerne l'encadrement des enseignants, l'étude de l'UNICEF suggère que les dispositifs d'accompagnement des enseignants restent limités, avec en moyenne un conseiller pédagogique pour 100 enseignants (les ratios étant beaucoup plus élevés en milieu rural) et des « encadreurs de proximité » (chefs des ZAP) qui occupent une fonction trop large (administrative et pédagogique), qui sont sans formation particulière et surtout sans les moyens financiers d'exercer leurs activités.

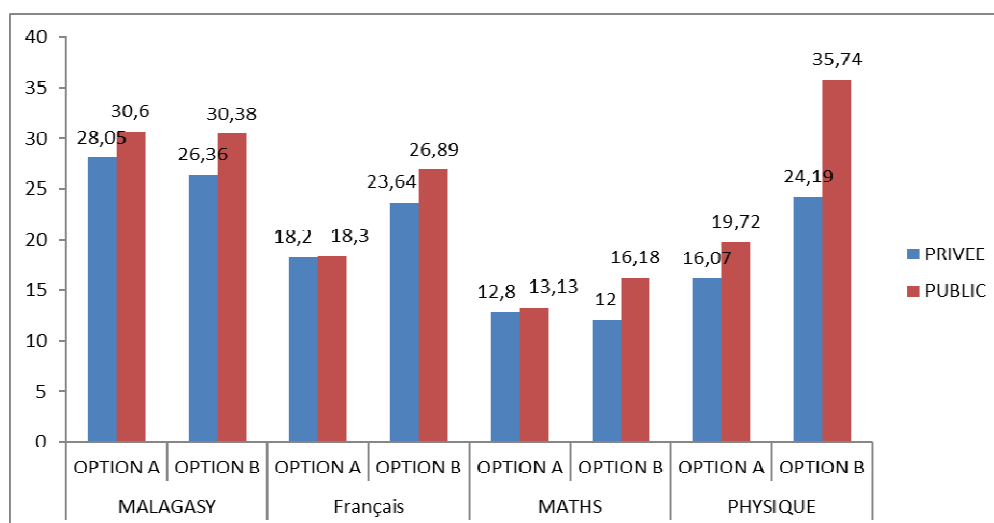
L'évolution importante des effectifs d'élèves, la pratique répandue de redoublement et le recours massif à des enseignants sans qualification académique ou formation spécifique, faiblement encadrés et au statut précaire soulèvent des questions quant à la qualité des apprentissages dans un contexte de crise politique, économique et sociale.

7.4.3 Des interrogations sur la qualité de l'enseignement

La qualité de l'enseignement dépend de la compréhension au niveau des élèves de la matière à étudier. L'évaluation de niveau des connaissances des élèves est basée par les notes obtenues. L'amélioration de la moyenne dépend les notes des matières de base. Dans le collège, il y a sept (07) matières à enseigner, dont quatre (04) sont considérés comme bases : mathématique, physiques, français et malagasy.

Les notes des élèves dans les matières de base au niveau des établissements ont beaucoup d'influence sur les résultats aux BEPC selon les secteurs. En parlant les quatre matières : malagasy, français, mathématique et physiques, les notes varient selon le graphe suivant.

Graphique N° 20 : Histogramme des notes en matière de base à l'examen BEPC



Source : CISCO Tana Ville 2017

Selon le graphique, les collèges publics ont des notes moyennes supérieures par rapport aux collèges privés. Malgré le nombre des établissements privés supérieur à celle du public, les niveaux d'études des élèves par certains établissements n'ont pas prêté pour l'examen.

Dans les deux secteurs, la plupart des élèves est faible en matière de mathématique, ceci est dû à l'insuffisance des enseignants qualifiés à cette matière. Même s'il y a une différence entre les coefficients dans les deux options, les notes des élèves dans les options A est inférieure à celui dans les options B, surtout en matière de français et physique. Cela est dû au non maîtrise des élèves de ces deux matières.

CHAPITRE 8 : LES REPONSES DE L'INSTITUTION SCOLAIRE AUX DEBATS

Dans ce chapitre, nous allons présenter les éléments de réponse proposés et élaborés par le MEN concernant les problèmes et discussions liés à la réussite scolaire des élèves à Madagascar. Depuis l'avènement de la Quatrième République, le Gouvernement a exprimé une certaine volonté de porter beaucoup de changements pour remédier aux problèmes appartenant à chacun des facteurs ou déterminants de la réussite scolaire. Depuis quelques temps, le MEN a initié l'élaboration du PSE, qui à notre avis constitue des éléments de réponses aux problèmes évoqués dans le chapitre précédent.

8.1 SYSTEME EDUCATIF : LE PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION

Lors de la présentation du Plan Sectoriel de l'Education (PSE) devant les sénateurs à Anosy, au mois de mai 2017, le Ministre de l'Education Nationale (MEN) et ses staffs techniciens en la matière ont révélé plus de dix interventions, qui se focalisent sur la contribution des parents pour la surveillance de l'étude de leurs enfants, sur l'optimisation de la pratique de l'éducation civique, sur l'identité culturelle malagasy, sur la formation des enseignants, sur les infrastructures à utiliser et sur la langue à enseigner.

8.1.1 La contribution des parents à la surveillance de l'étude des enfants

La contribution des parents constitue l'une des hypothèses que nous avons procédé à la vérification tout au long de la démarche de cette recherche. Lors des entretiens réalisés auprès des parents d'élèves, les résultats suivants ont été évoqués. Tout d'abord, les cas des parents qui se déclarent qu'ils ne disposent de temps matériel ; ensuite, il y a ceux qui n'ont pas de niveau d'instruction pour voir les devoirs et les leçons de leurs enfants ; et il existe ceux qui sont très motivés à ce suivi.

Pour le cas des parents d'élèves enquêtés de notre zone d'enquête, c'est-à-dire les CEG Antanimbarinandriana et 67ha Betsimitatatra, nombreux sont ceux qui déclarent ne pas disposer de temps matériel pour le suivi de l'étude de leurs enfants car ils sont trop occupés par les temps de travail. Ces parents veulent souligner à tout prix que le contexte de pauvreté ne leur permet pas de veiller à l'avenir éducatif de leurs enfants. En général, comme on l'a déjà souligné auparavant, les parents d'élèves des CEG publics appartiennent à la catégorie des personnes qui travaillent dans le secteur informel comme les petits commerces et les petits services, et ils devront ainsi travailler dur pour pouvoir subvenir aux besoins de leur ménage.

Quelle stratégie devrait ainsi adopter le MEN dans le cadre du PSE pour pouvoir inciter et motiver cette catégorie de parents à assurer l'encadrement de leurs enfants dans leur parcours scolaire ? La discussion se pose de manière très claire puisque le comportement que les parents devront adopter est déterminé par le contexte de difficulté de la vie.

Vient ensuite la catégorie des parents qui pensent que leur faible niveau d'instruction ne leur permet pas de s'immiscer dans les devoirs et leçons de leurs enfants. Les enseignants souhaitent que les parents interviennent dans d'autres disciplines comme le civisme et l'intériorisation des cultures identitaires malgaches. Le concept de « politesse » a été aussi souligné à maintes reprises par les enseignants. Sur ces deux considérations le MEN a répondu que le civisme et l'intériorisation des valeurs culturelles tient une place importante dans le PSE. Il faut persuader les parents que leur responsabilité ne se limite pas seulement aux devoirs et leçons quotidiennes, mais surtout sur des fonctions d'agent de socialisation de l'enfant, dont la scolarisation n'en constitue qu'une partie.

La classe moyenne composée essentiellement des fonctionnaires, des épiciers, des transporteurs (taxi-be, taxi-ville,) sont plutôt très intéressés au suivi de l'étude de leurs enfants, si l'on se fie aux entretiens faits à l'échantillonnage des parents d'élèves. En plus des suivis, les parents cherchent à être très près de leurs enfants. Parler et discuter avec eux, chercher des documentations et doter de matériels pédagogiques à leurs enfants. Ce type de parents s'intéresse aussi aux contacts des directeurs d'école et des enseignants. Nous pensons que le contact régulier entre les enseignants, les surveillants et les parents devra être de mise dans le PSE. Par ailleurs, il y a lieu aussi de promouvoir les FRAM à s'occuper du suivi pédagogique des élèves.

8.1.2 L'usage des matériaux locaux

On peut aussi souligner la présentation d'un projet d'équipement des tables-bancs fabriqués en bambou dans les salles de classes dans la zone Est de Madagascar et des mesures d'accompagnement en matière d'infrastructure comme la réhabilitation des fenêtres des salles de classes et l'éclairage pour éviter le noir précoce lors de la saison d'hiver.

Toutefois, les vraies réponses attendues par les CTD et surtout les communautés rurales consistent à la mise en place d'un budget destiné aux subventions à allouer aux communes pour la construction d'infrastructures comme les salles de classe et les tables-bancs. Selon l'intervention d'un sénateur, le contexte économique et budgétaire des CTD ne leur permet pas de prendre en charge les grands travaux de construction. Il espère que le PSE

chercherait à élargir les coopérations avec les bailleurs de fonds comme le FID de la banque mondiale.

CHAPITRE 9 : PISTES D’ACTIONS ET PROPOSITION DE SOLUTIONS

En se référant à l’étude effectuée au niveau des CEG de la CISCO Antananarivo, nous allons essayer de dégager à partir des enjeux et des discussions évoquées concernant les facteurs et déterminants de la réussite scolaire des pistes de réflexion et d’actions pouvant intégrer le PSE en tant que document cadre et stratégique du système éducatif malgache en général.

En effet, on peut dégager quatre pistes de discussion autour des principaux enjeux relevés dans cette enquête pour améliorer l’efficacité et l’équité des résultats des élèves dans les prochaines années tout en considérant les principales difficultés rencontrées par les différents acteurs sur le terrain. Les pistes d’actions préconisés dans notre étude ne peuvent pas se limiter pas à la réussite scolaire au niveau des collèges, mais essaient de contribuer à l’élaboration du PSE dont les grandes lignes sont déjà échafaudées.

9.1 AMELIORER LES POSSIBILITES D’APPRENTISSAGE DES DISCIPLINES FONDAMENTALES DES LES PREMIERES ANNEES DU PRIMAIRE POUR TOUS LES ENFANTS

La nature des difficultés rencontrées par les élèves en fin de primaire suscite la réflexion quant à la capacité des écoles à amener leurs élèves à atteindre les objectifs pédagogiques fixés à la fin des cinq années du primaire avec le français comme langue d’enseignement. Ces résultats questionnent également le niveau des premiers apprentissages en lecture et en mathématiques en malagasy et la transition vers le français.

9.1.1 Etudier le difficile contexte d’apprentissage du français

Les faibles résultats des élèves rappellent le difficile contexte d’apprentissage du français comme langue seconde dans un contexte où apprendre à lire en malagasy peut être considéré comme un premier obstacle pour la plupart des élèves qui sont ensuite pénalisés au moment de transférer leurs compétences de lecteurs émergents sur des textes en français. Actuellement, il arrive un problème de sur l’écriture des élèves malgaches. Déjà Ils n’arrivent pas à écrire sa langue maternelle correctement, mais en plus ils ne maitrisent pas la rédaction en français.

Selon un enseignant d’un CEG dans la capitale, les jeunes sont habitués à manipuler les appareils informatiques et de téléphonie, avec leur écriture très compressé (économie de lettres) et ne respectent plus les grammaires et les conjugaisons de la langue de Molière.

Par ailleurs, les élèves n'ont sans doute pas assez l'occasion d'acquérir des connaissances en français en dehors de l'école ou à l'école avant que les enseignements soient totalement dispensés en français. Dans les réseaux sociaux comme Facebook, les jeunes ont la possibilité de publier des propos mais avec des français hybride incompréhensible, une pratique très courante qui ne fait que rendre difficile l'enseignement de la seconde langue. Dans ces conditions, le passage du malagasy au français au milieu de la scolarité primaire est très complexe si les bases de la lecture et des mathématiques ne sont pas installées en malagasy.

9.1.2 Mettre en place des mesures de soutien aux élèves en difficulté

Selon le rapport du PASEC, Madagascar a réduit les taux de redoublement au primaire en limitant le redoublement au sein des sous-cycles et entre les sous-cycles au cours de la dernière décennie. Cette mesure n'a pas été suivie de mesures concrètes de soutien en faveur des élèves en difficulté. La nature des difficultés rencontrées par les élèves en fin de scolarité primaire prouve qu'il est nécessaire de s'interroger sur l'utilisation de l'évaluation formative dans la prise de décision autour du redoublement et à l'articulation de cette pratique avec des mesures d'accompagnement scolaire. Cette réflexion doit s'amorcer en considérant que de meilleurs résultats dans les premières années de scolarisation conditionneront l'évolution globale de la qualité du système au primaire.

Les suggestions suivantes pourraient être considérées comme le fait de généraliser une année de préscolaire dans les écoles primaires publiques car il est facile de comprendre que dans la plupart des zones rurales les élèves intègrent directement la première année du primaire. Cette mesure constituerait ainsi une opportunité pour les enfants des ménages en difficulté en général et ceux qui ne peuvent pas envoyer leurs enfants dans le système préscolaire dans les zones reculées où il n'y existe pas.

Par ailleurs, cela pourrait renforcer la priorisation des objectifs pédagogiques fondamentaux dans les premiers apprentissages. En termes d'organisation, on peut parler ici de la promotion de la mise en place de dispositifs de soutien scolaire supplémentaires et gratuits pour les élèves en difficulté. D'autres initiatives allant dans le sens du soutien particulier aux élèves en situation difficile pourront être développées dans le PSE final.

9.1.3 Favoriser les travaux collaboratifs entre les enseignants et améliorer la qualité des formations des enseignants

La formation des enseignants est indispensable si on veut améliorer la qualité de l'éducation. Il a été mentionné que beaucoup d'enseignants n'ont pas eu les formations initiales adéquates. Cette situation est aggravée par l'insuffisance voire l'inexistence des encadreurs pédagogiques niveau collège. L'introduction de nouvelles approches comme l'étude de leçons ou « lesson study » permet d'aider les enseignants en difficulté de résoudre leur problème. Il s'agit d'une pratique conçue par les japonais mais actuellement généralisée dans le monde entier. Il s'agit d'identifier le thème avec lequel les enseignants qui ont plus de difficultés, la fiche de préparation sera ensuite élaborée par plusieurs enseignants, avec l'aide des formateurs ou autres personnes ressources. Le cours sera ensuite conduit par un volontaire pendant que les autres observent avec attention les comportements verbaux et gestuels de l'enseignant et des élèves. Enfin des questions réponses, des critiques constructives ou des félicitations de la part des observateurs permettent de bien finaliser la fiche. Cette étude de leçons est déjà appliquée actuellement au niveau de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra.

9.2 AMELIORER LA GESTION DES RESSOURCES EDUCATIVES SURTOUT DANS DES ZONES PRIORITAIRES

D'importantes inégalités de dotation sont observées entre la capitale et les provinces ainsi qu'à l'intérieur des provinces et des écoles. C'est à partir de cette disparité que nous avons priorisé une analyse comparative entre les zones urbaines de la capitale et les zones rurales et reculées des autres provinces.

Par exemple, l'État ne parvient pas à couvrir la totalité des besoins en manuels des élèves. D'autant plus que les différents responsables de l'acheminement et de la distribution des manuels ont de la difficulté à assurer ou à maintenir un service égal pour toutes les écoles et les élèves. Ces dysfonctionnements pèsent négativement sur les possibilités d'apprentissage offertes aux élèves, notamment dans les contextes ruraux où les ressources écrites sont quasi inexistantes. Les suggestions suivantes pourraient être considérées.

9.2.1 Ciblage des zones prioritaires

Les élèves des zones urbaines ont de meilleurs résultats que ceux des zones rurales, toutes choses étant égales par ailleurs. À niveaux socioéconomiques, parcours scolaires et ressources pédagogiques dans les écoles équivalentes, les élèves scolarisés en milieu rural

sont distancés par leurs homologues des milieux urbains. Il s'agit ici d'un constat récurrent des évaluations PASEC qui rappelle les disparités socioéconomiques et d'opportunités éducatives entre les deux milieux.

C'est dans ce sens qu'il faut cibler des zones prioritaires en fonction essentiellement de l'éloignement et de l'enclavement. Les zones reculées subissent de tous les manquements : l'indice d'équipement de la classe, l'indice de ressources pédagogiques de l'école et l'indice d'infrastructure de l'école. La réalité a toujours prouvé que les écoles rurales ne disposent que des enseignants FRAM, les infrastructures et les équipements sont très improvisées, et les parents sont contraints de d'inclure dans leur budget familial des charges de plus en plus importantes. Phénomène qui les oblige parfois à faire sortir leurs enfants de l'école.

L'étude des collèges au niveau de la CISCO de la capitale nous a permis de voir la comparaison entre les conditions d'études en milieux urbain avancé et rural reculé. Comment pourrait-on attendre des résultats positifs de réussite scolaire dans les zones isolées, en sachant que même en milieu assisté et proche des problèmes persistent toujours ?

9.2.2 Indice d'aménagement de la localité de l'école

Un indice d'aménagement de la localité de l'école doit aussi être défini avec les performances scolaires. L'embellissement de l'environnement scolaire, ainsi que l'architecture des constructions peuvent faire restaurer la valeur morale de l'institution scolaire devant la société et les communautés rurales. A titre d'exemple, les formats des infrastructures scolaires érigées dans le cadre des financements du FID, donneraient aux yeux et à la perception des parents et des élèves des incitations à la scolarisation.

Par ailleurs les tables-bancs qui suivent les normes préconisées par le MEN, ne constituent pas uniquement la disponibilité matérielle des meubles mais servent surtout à inculquer chez les élèves l'esprit de « futur cadre » qui va servir à l'encadrement technique du processus de développement de leur terroir.

En débordant sur le schéma d'une école qui dispose des coins d'eau potable et de toilettes, il serait facile de former des élèves vecteurs des pratiques essentielles en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Lors d'une étude sur les pratiques familiales essentielles (PFE) effectuée par l'UNICEF (2015) dans ses trois régions d'intervention : Analanjirofo, Atsimo-Andrefana et Anosy, le rapport mentionne que les habitudes des

enfants à l'école quant au traitement de l'eau potable, l'utilisation des latrines et des bacs ordures ont été facilement transférées au niveau des ménages.

9.2.3 La taille de classe et les performances scolaires

À Madagascar, les données PASEC montrent que la taille de la classe est négativement corrélée avec les performances des élèves. Ce résultat ne peut sans doute pas être interprété de façon causale, mais fournit un éclairage sur le lien entre les performances scolaires et la taille des classes. En effet, la piste d'action proposée consiste à veiller sur cet indicateur quantitatif qui est fortement lié non seulement aux performances scolaires mais surtout sur la motivation de l'élève.

Le comportement psychologique d'élèves des bancs du fond pose souvent un problème de suivi pour l'enseignant. En effet, ce dernier déjà préoccupé par le programme scolaire d'une part et la précarité des infrastructures de l'autre, est tellement débordé dans l'accomplissement de ses fonctions.

Les travaux de Michaelowa²⁶ sur l'impact de la taille de la classe sur la qualité des acquis scolaires ont montré qu'au-delà d'un certain seuil (environ 60 élèves), l'adjonction d'élèves supplémentaires aurait un effet de plus en plus négatif sur les apprentissages. D'autres auteurs formulent des conclusions différentes, postulant qu'il est possible de réaliser des gains importants en termes de qualité à travers la réduction de la taille des classes, et ce, plus spécifiquement dans les petites classes. Des analyses plus fines sont nécessaires pour trancher la question de performances scolaires dans le contexte malgache.

9.3 RENFORCER LES COMPETENCES DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DANS LES ECOLES

Après la vérification de l'hypothèse sur le lien entre les caractéristiques du personnel d'encadrement dans les écoles et les performances des élèves dans certains CEG dans la CISCO Antananarivo Renivohitra, il est temps de signaler des pistes d'action pour les leaders d'école afin qu'ils puissent tenir le rôle de régulateur de la réussite scolaire.

²⁶ Michaelowa, K. (2002). Teacher job satisfaction, student achievement, and the cost of primary education in Francophone Sub-Saharan Africa (No. 188). HWWA Discussion Paper.

9.3.1 Miser sur la qualité de leadership des directeurs d'école

Les analyses relatives à la relation entre d'une part, les caractéristiques des directeurs (formation, ancienneté, absentéisme, genre, etc.) et, de l'autre, les performances scolaires ont été démontrées au niveau de certains CEG de la CISCO Antananarivo Renivohitra auxquelles ont été menées des observations et entretiens approfondis.

Les données révèlent qu'une formation de niveau universitaire des directeurs d'école ne s'accompagnerait pas systématiquement de compétences managériales ou professionnelles qui pourraient améliorer les résultats de leurs élèves. Il apparaît important d'accompagner les directeurs d'école dans leurs rôles d'encadrement des enseignants et de gestion des structures d'apprentissage. Il serait utile, à travers un autre type d'analyse, par exemple une évaluation d'impact, de mieux comprendre le contexte d'apprentissage des élèves dont le directeur a un diplôme universitaire afin d'identifier les mécanismes par lesquels les élèves dont le directeur n'a pas ce niveau de formation obtiennent de meilleures performances.

Dans le cadre de notre terrain d'étude les résultats d'enquête ont montré que des actions d'accompagnement des directeurs ont été menées et supervisées par les organes pédagogiques appartenant à la CISCO, c'est-à-dire au niveau des districts. Les interventions se portent sur les systèmes d'organisation embrassant tous les domaines d'une institution scolaire. La qualité de leadership ou la position de leader sous-entend une fonction de commandement et de direction. Pourtant les directeurs doivent aussi se revêtir de comportement et d'attitude hégémonique, sans être isolés des éléments qu'ils encadrent. La plupart des directeurs ont répondu qu'il est ambigu d'avoir à la fois l'air hautain et le comportement sociable. Dans la réalité il s'agit de deux processus psychologiques contradictoires et dialectiques.

9.3.2 Les qualités managériales des directeurs d'école vis-à-vis des relations avec les enseignants.

Dans le système d'organisation d'une entreprise le Chef, c'est-à-dire le dirigeant d'une entreprise ; personne ne qui exerce une fonction de management. On peut dire aussi que c'est un cadre qui assume la gestion de l'entreprise dont le but ultime ne serait autre que la réalisation de maximum de profit. Il doit diriger les travailleurs, les motiver et parfois les sanctionner en cas de nécessité. Mais il se peut aussi qu'un bon manager sache dialoguer avec les personnels de l'entreprise en vue de les motiver, soit en accordant

certains avantages financiers ou sociaux, soit en leur dispensant des formations professionnelles.

C'est à travers cette image que nous avons pu comprendre les qualités managériales des Directeurs qui ont répondu à notre investigation. Vis-à-vis des enseignants le leader préfère mener des dialogues et des discussions avec eux, avant d'appliquer d'éventuelles sanctions justifiées par des textes réglementaires. Les dialogues et les échanges peuvent se porter soit sur des motifs pédagogiques, soit sur des motifs organisationnels.

Au niveau des établissements scolaires, la maximisation du taux de réussite aux examens peut correspondre aux exigences de la logique capitaliste cherchant à maximiser le taux de profit. Pour ce but ultime les directeurs d'école sont invités à gérer plusieurs paramètres comme l'effectif suffisant des enseignants et de leurs qualifications et expériences professionnelles. Toutefois les leaders ne peuvent pas exiger les caractéristiques socio-professionnelles optimales des enseignants affectés dans leurs écoles.

Concernant les comportements et les motivations des enseignants, les Directeurs essaient de mettre en œuvre des disciplines et des textes réglementaires pour assurer le bon déroulement des activités. Les retards et absences des enseignants devront être relevés et justifiés. Des cours de rattrapage sont obligatoires en cas de manquement des enseignants aux volumes horaires prévus. Des discussions entre leaders et enseignants devront être effectuées en cas de problème d'incompétence des enseignants en vue de les aider à surmonter les défaillances. Pour diverses décisions à prendre, pédagogiques ou organisationnelles, certains leaders pensent qu'il est nécessaire de partager les données avec les enseignants.

Ces différents cas exigeant des capacités de gestion de paramètres plus ou moins compliqués rendent difficiles les situations auxquelles les leaders en devraient prendre des décisions. Et c'est à partir de ces considérations que nous jugeons nécessaires l'accompagnement des Directeurs d'école dans l'accomplissement de leurs activités managériales, et surtout les réalités des écoles dans les zones prioritaires où d'une part, la population est vulnérable et, d'autre part les conditions matérielles se trouvent dans la précarité.

9.3.3 Gestion managériale des relations de travail avec les FRAM et la communauté

Pour un Directeur d'école, les qualités de management ne peuvent pas se limiter exclusivement dans l'enceinte de l'école. Pour réaliser les relations de travail qu'il doit

assumer, il doit aussi s'armer de techniques de mobilisation et d'animation des parents d'élèves et parfois même de la communauté de base, pour que ceux-ci participent tant au suivi de l'éducation des enfants qu'au financement de certaines dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Par l'intermédiaire des carnets de correspondance, l'institution scolaire s'efforce de partager avec les parents les réalités de la vie à l'école. Cela devient une pratique classique et habituelle assurant la fluidité de la communication entre les deux parties. Toutefois, les Directeurs devront utiliser différentes techniques de relation interactive avec les parents : animation, incitation, persuasion et parfois imposition ; pour des cas de levée de fonds, de cotisations ou de mobilisation des parents à participer à des travaux d'aménagement ou de fourniture de matériaux de construction dans certains cas.

La gestion de la collaboration avec les FRAM exige aussi de la part des leaders des techniques managériales très spécifiques sur le partage des activités avec les membres de bureau de ces associations. Il s'agit de donner des latitudes à ces derniers pour l'animation et la mobilisation de leurs pairs dans le processus d'amélioration de la participation communautaire.

Un bon leader devrait instaurer un climat d'entente et de sérénité avec le Président du FRAM qui est son cosignataire dans la gestion financière des fonds de l'association, destinés exclusivement au financement des activités de l'école. Il est nécessaire de capitaliser dans la majorité des cas l'influence du Président et des membres sur leurs pairs. En bref, les capacités de bon leader se reposent sur des processus psychologiques qui ne sont pas acquis systématiquement dans les cursus de formation initiale des enseignants qui devront prendre le rôle de directeur d'école.

9.4 MANAGEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Un bon manager doit aussi se soucier des affaires administratives et financières de l'école. Un secrétariat assure les travaux de correspondance et la gestion des courriers et de l'archivage. Dans les villes, on commence à appliquer l'informatisation pour permettre l'automatisation de certaines tâches et le stockage structuré des données et informations. Le manager doit être capable de gérer un système de base de données sur les élèves, les enseignants et les associations des parents. Ce nouveau procédé facilite le suivi pédagogique de l'élève et la connaissance régulière du niveau de motivation de chaque

enseignant. Par ailleurs, le système informatisé permet de disposer de divers fichiers électroniques de différents types : textes, audio, vidéo, etc.

Au niveau des services d'appui pédagogique on peut parler aussi de la nécessité de gérer une bibliothèque physique et virtuelle. Le manager moderne doit être capable de maîtriser certains logiciels pour aider l'école à mieux gérer toutes les activités. Des formations en informatique sont donc indispensables, et la distribution des tablettes par le MEN et ses partenaires en multimédia seront capitalisés dans le sens de l'amélioration des performances scolaires des élèves et par la suite, de l'établissement.

L'appui et l'accompagnement des leaders d'école sont ainsi démontrés et les contenus-formations doivent embrasser plusieurs domaines : administratif, ressources humaines, gestion d'infrastructures et matérielle, relations publiques, techniques de lobbying et de plaidoirie.

CONCLUSION GENERALE

Cette recherche arrive à terme et nous pensons qu'il s'avère nécessaire d'apporter certaines précisions à différents niveaux. Le choix thématique et l'élaboration de la problématique nous ont permis de définir des postulats se reposant sur les acteurs œuvrant dans l'enseignement-apprentissage des élèves, à savoir les directeurs d'école et les enseignants appuyés par le personnel administratif ; ensuite les les parents et la communauté constituant les principaux interlocuteurs des dirigeants de l'école et parfois même une entité de recours.

La démarche hypothético-déductive a permis ainsi de vérifier que les rôles de leadership des Directeurs constituent vraiment un levier de régulation de la réussite scolaire au niveau des établissements scolaires. Ces dirigeants, parfois appelés managers, doivent assumer des fonctions très complexes car en en quelque sorte, ils sont obligés de réussir quel que soit la situation matérielle et financière de l'école. Il faut aussi que le leader dispose, en plus de normes officielles exigées dans les modalités de recrutement, des qualités managériales et professionnelles qu'on ne dispense pas assez dans les instituts de formation ou dans les universités. L'une des qualités postulées chez le leader se situe sur des processus psychologiques. Cela concerne aussi les capacités du leader de concevoir et de mettre en œuvre des actions de lobbying, de négociation, d'animation et de mobilisation de tous les éventuels partenaires qui peuvent aider à faire fonctionner l'école.

Pourtant, les réalités observées sont assez éloignées de cette représentation des qualités du leader. La comparaison entre les milieux urbain et rural fait apparaître des différences énormes entre les personnalités et les qualités comportementales des Directeurs d'école. Même entre les Directeurs des CEG de notre terrain d'enquête, on en constate des décalages. Toutefois, il faut souligner que les caractéristiques socio-professionnelles des leaders ne constituent pas le seul régulateur de la réussite scolaire. Certains auteurs veulent mettre beaucoup d'importance à cette considération, toutefois il faut comprendre que d'autres facteurs psychosociologiques chez les autres acteurs comme les enseignants, le personnel administratif et les parents détiennent aussi des influences importantes sur la vie de l'école et les performances scolaires des élèves. Sans parler de la précarité des infrastructures et équipements qui peuvent influencer directement à la réussite scolaire.

Du côté des enseignants, nous avons essayé de dresser leurs représentations socio-professionnelles dans le contexte scolaire et dans la conjoncture économique actuelle. Ils

sont présents dans l'école suffisamment ou insuffisamment, ils sont de différentes origines en matière de formation et de procédures de recrutement. Les rémunérations se différencient d'un statut à un autre alors que le salaire constitue un des principaux déterminants de la motivation de l'homme. Notre thème de recherche veut montrer que les qualités professionnelles de leadership peuvent remédier à certaines lacunes observées chez les enseignants, pourtant les résultats de l'enquête ont montré que le profil de bon manager est limité si l'on veut y miser la réussite scolaire. Pour des collèges qui ont déjà disposé au préalable des infrastructures et équipements adéquats, avec un corps professoral suffisant et plus qualifié, il est indéniable que la qualité de bon leadership peut améliorer les performances scolaires.

Au niveau des enquêtes chez les parents qui ont permis d'obtenir des données et informations sur les caractéristiques sociodémographiques de leur ménage et de connaître leurs comportements et motivations vis-à-vis de l'éducation de leurs enfants et de la scolarisation en général. Les enquêtés ont répondu qu'ils veulent bien suivre de près le parcours scolaire de leurs enfants, mais ils sont très limités en matière de temps matériel. Le contexte de pauvreté est cité souvent comme la raison de cette insuffisance temporelle car les parents sont contraints de travailler très dur. Pour les parents en situation difficile, ils ont déclaré qu'en matière d'éducation, leurs enfants sont livrés à eux-mêmes. Ils ne vont à l'école de leurs enfants qu'en cas d'une convocation expresse ou des réunions des parents.

Toutefois, pour les familles de classe moyenne comme les fonctionnaires, les opérateurs individuels et les transporteurs, on avait constaté qu'ils sont très intéressés au suivi de l'éducation de leurs enfants. Les entretiens avec ce type de parents ont fait connaître qu'ils sont très motivés au suivi de l'éducation de leurs enfants et se permettent même d'acheter des supports pédagogiques comme des livres et des fichiers multimédias pour leurs enfants. On peut conclure que la contribution de ces parents a amélioré indiscutablement les performances de leurs progénitures.

Concernant la motivation des élèves, les enquêtes et entretiens effectués ont pu démontrer que beaucoup d'élèves sont motivés d'aller rejoindre l'école mais ils sont distraits. Ils ne rendent pas compte que leur réussite dépend également de leurs efforts personnels.

L'école pour eux avant d'être un endroit où ils préparent leur avenir en étudiant, est un endroit de refuge pour fuir aux obligations de travail pour satisfaire le besoin

physiologique de la famille. Cette réalité exige des efforts supplémentaires venant des enseignants et de l'administration scolaire pour pouvoir motiver les élèves à apprendre.

Peut-on alors conclure que la qualité de leadership des Directeurs d'école constitue l'un des déterminants qui peuvent influencer sur la réussite scolaire des élèves d'un établissement ? On peut répondre selon les interventions de nos interlocuteurs que c'est une condition nécessaire mais loin d'être suffisante. En effet, plusieurs facteurs sont mis en jeux.

Des études plus approfondies tenant compte d'autres paramètres comme le capital culturel des élèves, le curricula en vigueur ainsi que la didactique des disciplines utilisée par les enseignants vont étoffer cette étude des déterminants de la réussite scolaire.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

1. BAUMRIND, D. cité par GOLDBERGER, D., in « Psychologie du développement », éditions Etudes Vivantes, Québec, 1988, page 173 et 174.
2. DENIS, C. et coll. « Individu et société », Mc Graw-Hill, Montréal, 1991.
3. DURKHEIM, E., « Les Règles de la méthode sociologique », Editions PUF, 1919
4. GOLDBERGER, Dale, « Psychologie du développement », éditions Etudes Vivantes, Québec, 1988, page 238
5. JAOA, G., « Psychologie et Anthropologie », Armand Colin, Paris, 1989, page 343
6. LAMY, Y., CHAZEL, F, « Théorie économique et sociologie : adversaires ou complices ? La réflexion d'un "classique" : Talcott Parsons », *Sociologie et sociétés*, Genèses, vol. 2, n° 1, p. 193, 1990.
7. MEYERS, DAVID, G., « Introduction à la Psychologie sociale », Chenelière/Mc Graw-Hill, Québec, 1997, page 263.
8. MICHAÏLOF, S., (sous la Direction de), « La France et l'Afrique » : vade-mecum pour un nouveau voyage, Éditions Karthala, 1993, p. 288 à 301.
9. Olivier de Sardan, J.P., « Les trois approches en anthropologie du développement », In: Tiers-Monde, tome 42 n°168. Anthropologie du développement, fiscalité, géographie industrielle, éducation, pp. 729-754, 2001.
10. VERGOTE, A., « Psychologie religieuse », Collection Psychologie et Sciences humaines, Charles Dessart, Bruxelles, 1966, page 126.
11. WEBER, M., « Économie et Société » (posthume 1921), traduction du tome 1 par Julien Freund, Plon, 1971 ; édition de poche, Pocket, 1995 et 2003 (sous-titre : Les Catégories de la sociologie)
12. WEBER, M., « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme », collection Recherches en Sciences Humaines, Librairie Plon, Paris, 1964, page 112.

OUVRAGES SPECIFIQUES

13. BERNARD, J.M., NKENGNE NKENGNE, A. et Robert, F., « La relation entre réformes des programmes scolaires et acquisitions à l'école primaire en Afrique : réalité ou fantasme ? L'exemple de l'approche par les compétences », IREDU, 2007.
14. BISSONNETTE, S., « Réforme éducative et stratégies d'enseignement : synthèse de recherches sur l'efficacité de l'enseignement et des écoles », Université Laval, 2008.
15. CLOUTIER, R., RENAUD, A., « Psychologie de l'enfant », Gaëtan Morin, Québec, 1990, pages 438 et 611.

16. MICHAELOWA, K., « Satisfaction du métier de l'enseignant, achèvement du parcours et le coût de l'éducation primaire dans l'Afrique subsaharienne française », HWWA, 2002.

RAPPORTS, ETUDES, MEMOIRES ET DOCUMENTS OFFICIELS

17. CISCO Antananarivo Renivohitra, Carte scolaire de la CISCO Antananarivo Renivohitra, 2015
18. D'Aiglepierre, R., « Madagascar, les effets de la crise sur les choix éducatifs des ménages ». Document de travail, Banque Mondiale, Région Afrique, 2012.
19. D'Aiglepierre, R., « Exclusion scolaire et moyen d'inclusion au cycle primaire à Madagascar », UNICEF, 2011.
20. INSTAT, L'enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar, 2012-2013
21. Les annuaires statistiques du Ministère de l'Education Nationale, « Effectif des collèges (publics et privés) de 2008 -2009 à 2011-2012.
22. Lewin Kurt (1938): Experiments on Autocratic and Democratic Atmospheres, The Social Frontier No. 37,316-319.
23. Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, « Description du programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008 – 2015 », Conakry, octobre 2007
24. NDAGIJIMANA, J.B., « Motivation et réussite des apprentissages scolaires », Université de Bouaké/ENS - Côte d'Ivoire - DEA 2008
25. PASEC. « Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire », CONFEMEN, Dakar, 2017.
26. RANDRIAMASINTINA, G., Les pratiques familiales en matière de scolarisation de l'enfant, Volet Education du programme C4D UNICEF, 2015
27. Rapport sur « l'étude des déterminants socio-culturels des PFE dans les régions d'intervention de l'UNICEF », Département de Sociologie et Communication Ankatso, 2015.
28. RATSIRAKA Didier, « Livre rouge : Charte de la Révolution socialiste malgache », 1975

WEBOGRAPHIE

29. Bissonnette, S.et al. (2010). Quelles sont les stratégies d'enseignement efficaces favorisant les apprentissages fondamentaux auprès des élèves en difficulté de niveau élémentaire ? <http://www.formapex.com/telechargementpublic/bissonnette2008a.pdf?616d13afc6835dd26137b409becc9f87=17e80c10e97548554ba96099b66a390f>, publié le 26 juillet 2011, consulté le 30 mai 2017
30. Charles Delorme, « Les parents et l'école en Afrique de l'Ouest », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 31 | décembre 2002, mis en ligne le 25 novembre 2011, consulté le 19 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1949> ; DOI : 10.4000/ries.1949

31. Résultats d'une méga-analyse. Revue de recherche appliquée sur l'apprentissage, 3, article 1, p. 1-35. <http://www.ccl-cca.ca/pdfs/JARL/Jarl-Vol3Article1.pdf>, Boutin, G. (2004), L'approche par compétences en éducation : un amalgame paradigmatique, consulté le 15 juillet 2017.

Robert ANDRIANTSOA (malagasy58@gmail.com - tany_masina@yahoo.fr), Le réveil nationaliste malgache, <http://gasikar-histo.e-monsite.com/pages/colonisation-1/nationalistes-malgaches/m-d-r-m/> consulté le 15 Juin 2017.

32. Talcott Parsons et Robert K Merton : dydip.skyrock.com/3087194245-Etude-sur-la-theorie-fonctionnalisme-de-Talcott-Par **30/04/2012**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
Généralités	1
Motifs de choix du thème et du terrain :	1
Problèmes posés.....	2
Formulation de la problématique	3
Hypothèses.....	3
Objectifs de la recherche.....	4
Approche théorique et conceptuelle.....	4
Méthodes.....	5
Limites de la recherche	5
Annonce du plan	6
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDES ET APPAREILLAGE METHODOLOGIQUE	
CHAPITRE I. MONOGRAPHIE DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA.....	7
1.1 DELIMITATION PHYSIQUE DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA.....	7
1.1.1 Localisation et situation géographique de la CISCO Antananarivo Renivohitra.....	7
1.1.2 Délimitation en Zones Administratives et Pédagogiques (ZAP).....	7
1.2 LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA	10
1.2.1 Aperçu général des établissements scolaires	10
1.2.2 Effectif des élèves par sexe et par niveau.....	11
1.2.3 Les CEG regroupés de la CISCO	13
1231 Effectifs des élèves	14
CHAPITRE 2 : CADRAGE THEORICO-CONCEPTUEL	15
2.1 L'EDUCATION SELON LA SOCIOLOGIE DE DURKHEIM	15
2.1.1 la société et les institutions	15
2.1.2 la sociologie compréhensive et l'école.....	16
2.1.3. L'institution scolaire, un cadre de référence	17
2.2 LE CONTEXTE SCOLAIRE ET LA POLITIQUE DE L'EDUCATION.....	18
2.2.1 Le système éducatif malgache.....	18
2.2.2 Le PSE, une réforme de la politique nationale de l'éducation	18
2.2.3 Les programmes et projets financés par les bailleurs de fonds	20

2.3. LES DETERMINANTS SOCIO-CULTURELS DES COMPORTEMENTS DES PARENTS ET DE LA COMMUNAUTE	21
2.4 LE PROCESSUS DE SOCIALISATION DE L'ENFANT.....	21
2.4.1 la famille	22
2.4.2 L'école	23
2.4.3 L'Eglise	24
2.4.4 Le rôle des groupes de pairs	25
2 5 THEORIE DE LEADERSHIP :.....	25
CHAPITRE 3 : TECHNIQUES ET OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES.....	27
3.1. PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ETUDE	27
3.1.1 Population d'étude.	28
3.1.2 La représentation des personnes enquêtées	28
3.2. LE CONTENU DE L'ENQUETE SUR QUESTIONNAIRE	29
3.2.1 Le contenu et la forme du questionnaire-établissement	29
3.2.2 Les protocoles et logiciels informatiques	30
3.3 ENTRETIENS ET DISCUSSIONS DE GROUPE	30
3.4 REVUE DOCUMENTAIRE	31
3.5 RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE	32
3.6 RECHERCHE WEBOGRAPHIQUE	32
CONCLUSION PARTIELLE	34
DEUXIEME PARTIE : LES RESULTATS DE LA RECHERCHE SUR LE CONTEXTE SCOLAIRE DES CEG DE LA CAPITALE ET L'EVOLUTION DU TAUX DE REUSSITE AU BEPC	
CHAPITRE 4 : REPRESENTATION SOCIO-ORGANISATIONNELLE ET PEDAGOGIQUES DES CEG	35
4.1 LE TAUX DE REUSSITE AU BEPC	35
4.2 L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE AU SEIN DE L'INSTITUTION ECOLE	37
4.2.1 Les caractéristiques des élèves fréquentant les CEG.....	37
4.2.2 Le statut des enseignants	37
4.2.3 Besoins en enseignants	40
4.2.4 Répartition des enseignants par genre	42
4.2.5 L'âge des enseignants.....	42
4.2.6 l'importance des enseignants normaliens	43
4.2.7 Le niveau d'instruction des enseignants.....	44
4.3 LA QUALITE DE LEADERSHIP ET L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE	44

4.3.1 Prise de décision sur les objectifs pédagogiques	44
4.3.2 Pour quels motifs le leader consulte les enseignants ?	45
4.3.3 tendances des opinions des enseignants ?.....	46
4.3.4 Regroupement annuel des chefs d'établissement	47
4.4 MOTIFS D'ABSENCE OU RETARD ET REGULARISATION	48
4.4.1 Motifs des absences de l'enseignant.....	48
4.4.2 Sanctions des enseignants en cas de retard/absence	48
4.4 .3 Sanctions des élèves	49
CHAPITRE 5 : LA MOTIVATION DES PARENTS, ET LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE	51
5.1 CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES PARENTS.....	51
5.1.1 Le petit commerce formel ou non	51
5.1.2 Les petites activités artisanales improvisées	52
5.1.3 Les salariés et les professions stables	53
5.2 ATTITUDES ET PRATIQUES DES PARENTS EN MATIERE DE SCOLARISATION	53
5.2.1 la motivation des parents par rapport aux moyens	54
5.2.2 La motivation relative au suivi de l'éducation	54
5.2.3 La motivation des enfants.....	55
5.3 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET MOTIVATION DES PARENTS.....	56
5.3.1 suivi de l'éducation au foyer, un problème de disponibilité en temps	56
5.3.2 Suivi de l'éducation au foyer, et niveau d'instruction des parents	57
5.3.3 Suivi et correspondance à l'école	58
5.4. LES RAISONS DES CONTACTS ENTRE LE LEADER ET LES PARENTS, ET EVENTUELLEMENT LE FRAM	59
5.4.1 Activités émulatrices et culturelles	59
5.4.2 Moyen de communication	60
5.4.3 Entretien des infrastructures et des matériels,	60
CHAPITRE 6 : ANALYSE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES	62
6.1. LES IMPACTS DE L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE ET ADMINISTRATIVE SUR LA REUSSITE SCOLAIRE	62
6.1.1 Organisation pédagogique et logistique à l'école.....	62
6.1.2 La réussite au BEPC	63
6.1.3 L'hypothèse de la complexité de la réussite scolaire	64
6.2 ANALYSE LONGITUDINALE DE LA REUSSITE AU BEPC	65

6.1.1 Evolution de l'effectif de la cohorte inscrite en classe de sixième, année scolaire 2011-2012.....	65
6.1.2 Le taux d'achèvement du cycle de collège.....	66
6.1.3 Le taux de rétention.....	68
6.3 LES GOULOTS D'ETRANGLEMENT.....	69
6.3.1 Au niveau des équipements et matériels scolaires.....	69
6.3.2 Synergie entre le corps des enseignants.....	70
6.3.3 Les postulats générateurs de débats et de discussions au niveau national.....	70
CONCLUSION PARTIELLE.....	72
TROISIEME PARTIE : DIALECTIQUE ET DISCUSSION SUR LA REUSSITE SCOLAIRE	
CHAPITRE 7 : DISCUSSION SUR LES FACTEURS ET LES DETERMINANTS DE LA REUSSITE SCOLAIRE.....	74
7.1 HISTORIQUE DE LA PRISE EN CHARGE DE L'EDUCATION PAR L'ETAT.....	74
7.1.1 Historique de l'école à Madagascar.....	74
7.1.2 Débat sur le désengagement de l'Etat et accroissement de la participation communautaire.....	76
7.1.3 les associations de parents d'élèves (FRAM) et le contexte de pauvreté.....	77
7.2 L'APPROCHE COMMUNAUTAIRE : ASPECTS CULTUREL ET NOVATEUR.....	77
7.2.1 Scolarisation liée à la responsabilité parentale.....	78
7.2.2 École privée, école publique ?.....	78
7.2.3 Rôle des parents dans la construction des curricula.....	79
7.2.4 L'école : lieu de la mobilisation des différents acteurs.....	79
7.3 LES POSSIBILITES DU BUDGET DE L'ETAT.....	80
7.3.1 La distribution des kits scolaires.....	80
7.3.2 Les possibilités de financement des infrastructures.....	80
7.3.3 L'intervention des bailleurs de fonds.....	81
7.3.4 Reformulation des problèmes et discussions sur le budget de l'éducation.....	82
7.4 LA QUESTION ENSEIGNANTE AU CŒUR DES PROBLEMATIQUES.....	83
7.4.1 le problème de non-remplacement des EF.....	83
7.4.2 les enseignants ne bénéficient pas des mêmes occasions de formation selon leur statut.....	84
7.4.3 Des interrogations sur la qualité de l'enseignement.....	85
CHAPITRE 8 : LES REPONSES DE L'INSTITUTION SCOLAIRE AUX DEBATS.....	86
8.1 SYSTEME EDUCATIF : LE PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION.....	86
8.1.1 La contribution des parents à la surveillance de l'étude des enfants.....	86

8.1.2 L'usage des matériaux locaux	87
CHAPITRE 9 : PISTES D' ACTIONS ET PROPOSITION DE SOLUTIONS	89
9.1 AMELIORER LES POSSIBILITES D' APPRENTISSAGE DES DISCIPLINES FONDAMENTALES DES LES PREMIERES ANNEES DU PRIMAIRE POUR TOUS LES ENFANTS.....	89
9.1.1 Etudier le difficile contexte d'apprentissage du français.....	89
9.1.2 Mettre en place des mesures de soutien aux élèves en difficulté	90
9.1.3 Favoriser les travaux collaboratifs entre les enseignants et améliorer la qualité des formations des enseignants.....	91
9.2 AMELIORER LA GESTION DES RESSOURCES EDUCATIVES SURTOUT DANS DES ZONES PRIORITAIRES	91
9.2.1 Ciblage des zones prioritaires.....	91
9.2.2 Indice d'aménagement de la localité de l'école.....	92
9.2.3 La taille de classe et les performances scolaires.....	93
9.3 RENFORCER LES COMPETENCES DU PERSONNEL D' ENCADREMENT DANS LES ECOLES	93
9.3.1 Miser sur la qualité de leadership des directeurs d'école	94
9.3.2 Les qualités managériales des directeurs d'école vis-à-vis des relations avec les enseignants.	94
9.3.3 Gestion managériale des relations de travail avec les FRAM et la communauté.....	95
9.4 MANAGEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER.....	96
CONCLUSION GENERALE	98
BIBLIOGRAPHIE	101
TABLE DES MATIERES.....	104
ANNEXES	
RESUME	
ABSTRACT	

ANNEXE 1

FANADIHADIANA ATAO AMIN'NY RAY AMAN-DRENY (ENQUETE AUPRES DES PARENTS D'ELEVES DANS LES CEG)

- 1-Anarana (Nom) :
- 2-Fonenana (Adresse) :
- 3- Toerana eo anatrehan'ny fanambadiana (Situation matrimoniale)
- 4-Firy taona (Age de l'interviewé):
- 5-Asa atao (Profession) :
- 6-Toerana iasana (Lieu de travail):
- 7-vola miditra (revenu estimatif) :
- 8-Anaran'ny vady (Nom conjoint):
- 9-Firy taona (Age conjoint):
- 10-Asa ataony Profession conjoint):
- 11-Toerana iasana (Lieu de travail conjoint):
- 12-vola miditra (Revenu estimative conjoint):
- 13-taona fahafiry no nijanona nianatra (Dernière classe suivie):
- 14-Ary ny vadinao (Et celle de votre conjoint):
- 15-Manofa trano ve nareo (Locataire ou non):
- 16-Firy ny isan'ny zanakareo (Nombre d'enfants):
- 17-Firy no mbola mianatra daholo ve? (Combien parmi eux sont-ils encore scolarisés):
- 18-Misy mianatra ao amin'ny CEG ve? (Est-ce qu'il y a des enfants qui étudient au CEG)
- 19-Taona fahafiry (ilay mianatra ao amin'ny CEG): (En quelle classe)
- 20-Firy taona (Age de l'élève) :
- 21-Mampianatra azy ve ianao? : (Est-ce que vous enseignez vos enfants)
- 22-Antony -raha tsy mampianatra- (Si réponse négative, quelles sont les causes)
- 23-Ary mba manaramaso izay ataony any am-pianarana ve?: (Est-ce que vous contrôlez ceux que font vos enfants à l'école)
- 24-Manana efitrano manokana ve ny ankizy (Est-ce que l'élève dispose de chambre particulière):
- 25-Ahoana ny fahitanao ny fahazotoany eo amin'ny fianarana (Comment trouvez-vous la motivation des enfants):
- 26-Ianareo ve no manontany azy amin'ny zavatra ilainy any am-pianarana sa izy no milaza aminareo izay ilainy (Est-ce vos enfants vous expriment leurs besoins à l'école, ou c'est vous qui en prenez les initiatives):

27-Inona no antony nampianarana azy tany amin'ny CEG (quelles sont les raisons qui vous ont poussées à scolariser vos enfants au CEG) :

28-Ampanaovina cours hafa ve izy sa ny any am-pianarana ihany? (Est-ce vous organisez des cours supplémentaires à vos enfants):

29-Mieritreritra ny hamita ny fianarany hatramin'ny farany ve ianao (pensez-vous poursuivre la scolarisation de vos enfants jusqu'à la fin de parcours):

30-Inona no mba heritreretinao atao anampiana azy eo amin'ny fianarana (Que pensez-vous faire pour aider vos enfants dans leur cursus scolaire):

FEHINY (CONCLUSION):

ANNEXE 2

QUESTIONNAIRE AUPRES DES CEG DE LA CISCO ANTANANARIVO RENIVOHITRA

LOCALISATION : CEG _____

Nom et prénom du (de la) Directeur
(Directrice) _____

Date : |__|_|_|_|_|_|_|_|_|

1. Qualité de l'enseignant

Nombre des enseignants par sexe : Masculin |__|_|_| Féminin |__|_|_|

Nombre des enseignants par âge : moins de 20 ans |__|_|_| ; 20-29 ans |__|_|_| ; 30-39 ans
|__|_|_| ;

40-49 ans |__|_|_| ; 50-59 ans |__|_|_| ; 50 ans et + |__|_|_|

Nombre des enseignants par statut : Payé par l'Etat |__|_|_| Vacataire (FRAM) |__|_|_|

Nombre des enseignants par niveau : Bac |__|_|_| ; Bac +1 |__|_|_| ; Bac +2 |__|_|_| ; Licence
|__|_|_| ;

Maitrise et + |__|_|_|

Avez-vous des Normaliens : OUI |__|_| ; NON |__|_| COMBIEN : |__|_|_|

Nombre d'enseignants par année d'expérience

Moins de 5 |__|_|_| ; 5 à 9 |__|_|_| ; 10 à 14 |__|_|_| ; 15 à 19 |__|_|_| ; 20 et + |__|_|_|

Assiduité des enseignants:

- Nombre moyen d'absence d'enseignants par semaine |__|_|_|
dont justifiée |__|_|_| Non justifiée |__|_|_|
- Motifs des absences : (réponses ouvertes)

2. Qualité de leadership du directeur

Avant de décider, consultez-vous les enseignants ? OUI |__|_| ; NON |__|_|

Sur quels types de décision ? (Réponses ouvertes)

Tenez-vous compte des opinions des enseignants dans votre prise de décision ? OUI |__|_| ; NON
|__|_|

Si OUI, Donner un ou quelques exemples (Réponses ouvertes)

Fixez- vous les objectifs pédagogiques en accord avec les enseignants ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, Donner un ou quelques exemples (Réponses ouvertes)

Avant de décider, consultez-vous les parents? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, donner un ou quelques exemples (Réponses ouvertes)

Tenez-vous compte des opinions des élèves dans votre prise de décision ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, donner un ou quelques exemples (Réponses ouvertes)

Informez-vous les parents des objectifs pédagogiques ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, donner un ou quelques exemples (Réponses ouvertes)

Est-ce que l'école dispose d'un comité de parents ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, donner un ou quelques avantages dans votre collaboration (Réponses ouvertes)

Encouragez-vous le fonctionnement du comité des parents dans l'école ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, en quoi l'encouragez-vous ? (Réponses ouvertes)

Combien de réunions pour enseignants avez-vous organisées en moyenne pour une année scolaire ?
|__|

Combien de réunions des parents avez-vous organisées en moyenne pour une année scolaire ? |__|

Variable explicative 4. Qualité de gestion administrative et pédagogique

Echantillonnage à expliquer?

L'école a-t-elle un cahier de présence journalière pour enseignant ? OUI |__| ; NON |__|

L'école a-t-elle un cahier de présence journalière pour élèves ? OUI |__| ; NON |__|

Les retards des élèves sont-ils sanctionnés ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, expliciter les sanctions (Réponses ouvertes)

Les absences des élèves sont-elles sanctionnées ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, expliciter les sanctions (Réponses ouvertes)

Les absences des enseignants sont-elles sanctionnées ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, expliciter les sanctions (Réponses ouvertes)

Les retards des enseignants sont-ils sanctionnés ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, expliciter les sanctions (Réponses ouvertes)

Veillez- vous à ce que les enseignants voient leur programme ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, de quelle manière (Réponses ouvertes)

Contrôlez-vous les présences des enseignants dans les cours ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, fréquence mensuelle ? |__|__|

Contrôlez-vous les présences des élèves dans les cours ? OUI |__| ; NON |__|

Si OUI, fréquence mensuelle ? |__|__|

Quel est le nombre d'heures que vous passez à l'école par jour? |__|__|

Pouvez-vous conclure notre intervention ?

--

MERCI DE VOTRE COLLABORATION !

ANNEXE 3

STATISTIQUE DES RESULTATS BEPC PENDANT 5 DERNIERES ANNEES (14 CEG)

ANNEE 2013 (BEPC)

Ecole d'origine	Eff candidat	Présents	Admis	%
CEG AMBOHIMANARINA	367	358	167	46,65%
CEG AMBOHIMIANDRA	204	201	123	61,19%
CEG AMBOHIPO	241	239	116	48,54%
CEG AMPEFILOHA	402	393	200	50,89%
CEG ANALAMAHITSY	319	319	124	38,87%
CEG ANOSIBE	219	215	93	43,26%
CEG ANTANIMBARINANDRIANA	294	289	160	55,36%
CEG ANTANIMENA	309	308	220	71,43%
CEG AVARADOHA	211	211	102	48,34%
CEG AVARADROVA	258	257	164	63,81%
CEG BETSIMITATATRA 67 HA	353	350	296	84,57%
CEG NANISANA	890	870	274	31,49%
CEG SOAVIMASOANDRO	224	222	78	35,14%
CEG TSIMBAZAHA	518	513	223	43,47%

Source : CISCO Tana Ville 2017

ANNEE 2014(BEPC)

Ecole d'origine	Eff candidat	Présents	Admis	%
CEG AMBOHIMANARINA	386	381	218	57,22%
CEG AMBOHIMIANDRA	215	212	126	59,43%
CEG AMBOHIPO	199	195	121	62,05%
CEG AMPEFILOHA	541	533	393	73,73%
CEG ANALAMAHITSY	241	238	128	53,78%
CEG ANOSIBE	262	260	159	61,15%
CEG ANTANIMBARINANDRIANA	299	297	235	79,12%
CEG ANTANIMENA	323	322	261	81,06%
CEG AVARADOHA	194	194	163	84,02%
CEG AVARADROVA	296	296	174	58,78%
CEG BETSIMITATATRA 67 HA	425	417	339	81,29%
CEG NANISANA	806	798	500	62,66%
CEG SOAVIMASOANDRO	272	271	149	54,98%
CEG TSIMBAZAHA	484	481	323	67,15%

ANNEE 2015 (BEPC)

Ecole d'origine	Eff candidat	Présents	Admis	%
CEG AMBOHIMANARINA	285	282	158	56,03%
CEG AMBOHIMIANDRA	213	212	139	65,57%
CEG AMBOHIPO	214	213	130	61,03%
CEG AMPEFILOHA	508	499	283	56,71%
CEG ANALAMAHITSY	228	227	111	48,90%
CEG ANOSIBE	233	227	117	51,54%
CEG ANTANIMBARINANDRIANA	262	258	123	47,67%
CEG ANTANIMENA	324	323	244	75,54%
CEG AVARADOHA	190	190	150	78,95%
CEG AVARADROVA	340	339	156	46,02%
CEG BETSIMITATATRA 67 HA	357	352	249	70,74%
CEG NANISANA	641	631	364	57,69%
CEG SOAVIMASOANDRO	194	193	113	58,55%
CEG TSIMBAZAZA	387	381	229	60,10%

Source : CISCO Tana Ville 2017

ANNEE 2016 (BEPC)

Ecole d'origine	Eff candidat	Présents	Admis	%
CEG AMBOHIMANARINA	259	253	175	69,17%
CEG AMBOHIMIANDRA	223	221	135	61,09%
CEG AMBOHIPO	231	229	123	53,71%
CEG AMPEFILOHA	492	481	230	47,82%
CEG ANALAMAHITSY	257	255	144	56,47%
CEG ANOSIBE	257	257	142	55,25%
CEG ANTANIMBARINANDRIANA	282	279	156	55,91%
CEG ANTANIMENA	323	322	260	80,75%
CEG AVARADOHA	205	205	154	75,12%
CEG AVARADROVA	253	251	141	56,18%
CEG BETSIMITATATRA 67 HA	475	468	389	83,12%
CEG NANISANA	670	664	440	66,27%
CEG SOAVIMASOANDRO	280	275	126	45,82%
CEG TSIMBAZAZA	373	371	283	76,28%

Source : CISCO Tana Ville 2017

ANNEE 2017 (BEPC)

Ecole d'origine	Eff candidat	Présents	Admis	%
CEG AMBOHIMANARINA	317	314	254	80,89%
CEG AMBOHIMIANDRA	177	172	103	59,88%
CEG AMBOHIPO	226	224	158	70,54%
CEG AMPEFILOHA	491	486	223	45,88%
CEG ANALAMAHITSY	254	254	123	48,43%
CEG ANOSIBE	276	271	115	42,44%
CEG ANTANIMBARINANDRIANA	318	314	189	60,19%
CEG ANTANIMENA	332	330	258	78,18%
CEG AVARADOHA	195	195	163	83,59%
CEG AVARADROVA	168	166	117	70,48%
CEG BETSIMITATATRA 67 HA	443	440	311	70,68%
CEG NANISANA	494	490	337	68,78%
CEG SOAVIMASOANDRO	269	265	138	52,08%
CEG TSIMBAZAZA	397	394	232	58,88%

Source : CISCO Tana Ville 2017

ANNEXE 4

Evolution des taux de redoublement par année d'étude du collège dans la CISCO
d'Antananarivo Renivohitra de 2010-2011 à 2013-2014

ANNEE	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
1ère année	7,34	7,27	7,33	8,69
2ème année	5,80	5,87	6,70	6,76
3ème année	5,30	5,89	6,59	6,88
4ème année	9,67	13,45	13,41	10,01

Source : FPE Année 2010 à 2014

NOM : RAKOTOZAFY

PRENOMS : Ramasy Hary Soa

Adresse: Lot AKT II E 68 Antanety II Vontovorona Antananarivo

Adresse électronique : ramasiharisoa@gmail.com



Titre du mémoire : Les déterminants socio-organisationnels de la réussite scolaire au sein de CEG publics : cas de la CISCO d'Antananarivo Renivohitra

Rubrique épistémologique : Sociologie de l'éducation

Nombre de pages : 108

Nombre de graphique : 20

Nombre de tableaux : 10

RESUME

L'éducation joue un rôle primordial par ses retombées économiques et sociales pour le développement d'un pays. Du point de vue de la réduction de la pauvreté, de meilleurs taux de scolarisation contribueraient à rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Si une scolarisation massive, dans le cadre d'un enseignement de base, paraît essentielle, la pertinence et la qualité de l'enseignement s'avèrent aussi importantes. Il est très important alors de faire une étude sur les déterminants socio organisationnels de la réussite scolaire. Pour ce faire, la CISCO d'Antananarivo Renivohitra est le champs d'études notamment ses 14 CEG publics. Vu que ces CEG regroupés malgré leur situation socioéconomique très vulnérable connaissent une réussite par rapport à leur taux de réussite aux examens de BEPC, la question se pose sur les déterminants de cette réussite. Cette étude nous a permis de confirmer que la qualité de leadership des chefs d'établissements est très importante dans la réussite scolaire des élèves. L'implication des parents dans le suivi de l'étude de leurs enfants aussi en est une autre et sans oublier que la motivation des élèves eux-mêmes contribue également à cette réussite. Des solutions portant surtout sur l'amélioration de la qualité de l'éducation ont été avancées.

Mots clés : réussite scolaire, leadership, éducation, système éducatif

Directeur de mémoire : Mr ANDRIAMAMPANDRY Todisoa Manampy. Maître de conférences.

FIRST NAME: RAKOTOZAFY

LAST NAME: Ramasy Hary Soa

Address: lot AKT II E 68 Antanety II Vontovorona

Email address : ramasiharisoa@gmail.com



Title: Socio-Organizational Determinants of Academic Achievement in Public CEG: Case of CISCO of Antananarivo Renivohitra

Epistemological section: Sociological Education

Number of pages: 108

Number of graphics: 20

Number of tables: 10

ABSTRACT

By its economic and social effects, education is essential to the development of a country. Better school enrolment rates would contribute to breaking the vicious circle of poverty. The massive enrolment in the basic schooling is as important as the amelioration of the quality of the education. It is very important then to do a study on the socio-organizational determinants of academic success. To do this, the CISCO Antananarivo Renivohitra is the field of study including its 14 CEG grouped. Despite their very vulnerable socioeconomic situation, these publics CEG are successful in comparison to their success rate on BEPC exams, the question arises as to the determinants of this success. This study let us confirm that the school heads have important quality of leadership on educational success. More, the parents 'monitoring of their children, and undeniably the pupils' motivation itself participate obviously to this realization. Solutions focusing on improving the quality of education have been put forward.

Key words: educational success, leadership, educational system, education

Memory director: Mr ANDRIAMAMPANDRY Todisoa Manampy. Assistant Professor.